

N°29

SEPT

2013

REVUE  
POLITIQUE  
MENSUELLE  
DU PCF

P.4 POÉSIES

OLIVIER BARBARANT

Par Nicolas Dutent

P.34 LE GRAND ENTRETIEN

LA CONNAISSANCE  
N'EST PAS UN OBJET  
CONSOMMABLE

Par Anne Mesliand

P.44 PRODUCTION DE TERRITOIRES

FIGURES FÉMININES  
DE LA MIGRATION EN  
EUROPE DU SUD

Par Camille Schmall

# LA REVUE DU PROJET

P.6 LE DOSSIER

# COMMUN(ISME) ET MUNICIPALES



## TROIS ANS ET DE PLUS EN PLUS DE DENTS !

Le mois prochain, *La Revue du projet*, née de la volonté du 35<sup>e</sup> congrès du PCF, aura trois ans. Et comme l'appétit vient en croissant, ce sera l'occasion de lancer une toute nouvelle formule de la revue. Ce sera aussi l'occasion de fêter ça, et comment mieux le fêter qu'en partageant un beau moment de réflexion ?

**La Revue du projet vous donne rendez-vous LE VENDREDI 4 OCTOBRE place du Colonel-Fabien pour une SOIRÉE EXCEPTIONNELLE DE RENCONTRES ET DE DÉBATS EN PRÉSENCE DE PIERRE LAURENT, secrétaire national du PCF. Espace Oscar-Niemeyer 2 place du Colonel-Fabien Paris 19<sup>e</sup>.**

## SOMMAIRE

### 3 ÉDITO

**Pierre Laurent** L'effet papillon

### 4 POÉSIES

**Nicolas Dutent** Olivier Barbarant

### 5 REGARD

**Aurélien Jacquet** *Quel travail ?! Manières de faire, manières de voir*

### 6 ▶ 32 LE DOSSIER

#### COMMUN(ism)E ET MUNICIPALES

Édito : **Caroline Bardot et Guillaume Quashie-Vauclin**  
Poursuivre la ligne rouge de Marsillargues

**Pascal Savoldelli** Un projet municipal audacieux

**Yann Le Pollotec** Quelle géographie de l'implantation locale des élus communistes ?

**Catherine Peyge** Les communes : le sel de la démocratie

**Michel Vaxès** Le communisme municipal ?

**Bernard Genin** La solidarité internationale, une valeur fondamentale

**Dominique Adenot** Prendre le pouvoir sur la finance commence par la commune

**Samir Hadj Belgacem** Les transformations sociologiques des élus municipaux communistes de la banlieue parisienne

**Marie-France Beauvils** Le logement pour résister à la crise

**Maurice Ouzoulias** Le logement autrement

**Marie-Hélène Amiable** Le sport dans l'action municipale

**Hervé Bramy et Arnaud Lozzi** Pour une réappropriation sociale de l'eau

**Jean-Marc Lespade** L'eau, un bien commun

**Karina Kellner** Des politiques tarifaires au service de l'intérêt général

**Corinne Cadays-Delhome** Le droit aux vacances pour tous et toutes !

**Patrice Leclerc** Ralentir pour accélérer la révolution

**Alain Bocquet** De la défense de l'emploi au soutien à l'innovation

**Claudine Cordillot** L'emploi : un enjeu central pour nos villes

**Baptiste Talbot** L'emploi public territorial au cœur de la bataille pour le service public

**Héloïse Nez et Julien Talpin** Des formes nouvelles de démocratie

**Michel Limousin** Le centre de santé, réponse à la désertification médicale

**René Balme** Co-construire la ville au travers d'un budget participatif

**Paul Boulland** Le PCF et la question municipale : élus du Parti vs « parti d'élus »

**Pierre Mouraret** Une ville progressiste sur la Côte Fleurie !

**Emmanuel Bellanger et Julian Mischi** Retour sur le « communisme municipal »

**Florian Salazar-Martin** Enjeux citoyens des politiques culturelles de la commune jusqu'à l'État

**Daniel Fontaine** Transports en commun : Liberté, égalité, gratuité

**Jean-Paul Pla** La monnaie locale, levier de transformation sociale

### 33 FORUM DES LECTEURS

### 34 ▶ 37 TRAVAIL DE SECTEURS

#### LE GRAND ENTRETIEN

**Anne Mesliand** La connaissance n'est pas un objet consommable, en la partageant on la multiplie

#### BRÈVES DE SECTEUR

**Laurence Cohen** L'oppression de classe est sexuée

**Jean-François Téaldi** Se mobiliser pour obtenir des changements

**Sylvie Mayer** Une initiative à l'automne

### 38 COMBAT D'IDÉES

**Gérard Streiff** La France réac

### 40 MOUVEMENT RÉEL

**Claude Morilhat** L'idéologie, un concept fondamental de la pensée marxiste

### 42 HISTOIRE

**Luca di Mauro** L'échec d'une révolution exclusivement politique : Naples en 1799

### 44 PRODUCTION DE TERRITOIRES

**Camille Schmoll** Figures féminines de la migration en Europe du Sud

### 46 SCIENCES

**Jean-Noël Aqua** Auto-organisation : la science du local au global

### 48 SONDAGES

**Nina Léger** L'austérité ne fait plus recette

### 49 STATISTIQUES

**Michaël Orand** La fracture numérique se réduit mais reste importante

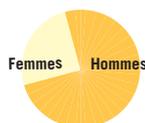
### 50 REVUE DES MÉDIA

**Camille Ascari** Après le meurtre de Clément Méric, une « prise de conscience » médiatique de courte durée ?

### 52 CRITIQUES

Coordonnées par **Marine Roussillon**

- LIRE : Igor Martinache, *Le local du Parti*
- Annie Lacroix-Riz, *L'histoire contemporaine toujours sous influence*
- Stéphane Haber, *Penser le néo-capitalisme, Vie, aliénation, capital*
- Sébastien Chauvin et Arnaud Lerch, *Sociologie de l'homosexualité*
- Jérôme Skalski, *La révolution des casseroles*
- Juan José Sebreli, *L'oubli de la raison*



**Part de femmes et part d'hommes s'exprimant dans ce numéro.**

Parce que prendre conscience d'un problème, c'est déjà un premier pas vers sa résolution, nous publions, chaque mois, un diagramme indiquant le pourcentage d'hommes et de femmes s'exprimant dans la revue.



# L'EFFET PAPILLON

Évoquant sa venue à la fête de l'Humanité 2013, le chanteur Félé (que je conseille au passage à toutes les oreilles avides d'un savant mélange des rythmes) lui a rendu hommage en déclarant qu'elle « illustre superbement un engagement politique et social s'opérant en osmose avec la culture, l'ouverture à l'autre, la joie d'être ensemble ». Et il ajoutait, la Fête de l'Humanité « invalide le slogan "Tous pourris", que brandissent des forces démagogiques pour s'accaparer le pouvoir ». Voilà pointé l'essentiel : l'engagement politique, social et culturel, qu'il nous revient de faire vivre toujours plus fort si nous voulons qu'émerge de la crise le meilleur et non les monstres qu'elle recèle aussi. Oui, l'engagement, comme chemin de l'émancipation.

L'historien américain Immanuel Wallerstein s'entretenant, dans une *Humanité* de l'été, de possibles scénarios post-capitalistes, et estimant à 50-50 les chances du pire comme du meilleur, citait parmi les impondérables susceptibles de bousculer tout processus de bifurcation « l'action de chacun qui peut, comme un effet papillon, changer l'ensemble du processus. »

Je crois pour ma part qu'il nous revient de considérer cet « effet papillon » de l'action humaine comme bien plus qu'un impondérable, mais comme la clé de toute transformation sociale. Les tenants du système capitaliste dominant l'ont compris depuis longtemps. C'est pourquoi la capacité à changer l'ordre du monde est sans cesse déniée à l'immense majorité des dominés. Elle l'est en jouant sur deux tableaux.

D'une part, la confiscation et la mise à l'écart des lieux de pouvoir. Cela

peut être caricatural comme dans les grandes entreprises où les créateurs de richesses que sont les salariés sont dépossédés de tout pouvoir de décision, mais aussi plus sophistiqué comme dans les élections où la présidentialisation de tout le débat politique ainsi que des modes de scrutin sur mesure marginalisent le pluralisme réel de la société.

D'autre part, un colossal effort idéologique d'adhésion à leurs « remèdes » capitalistes. Soit en expliquant que tout ira mieux demain si on les écoute (« la reprise est là », dixit François Hollande), soit en affirmant que tout bouleversement fondamental reste inaccessible ou pire nous plongerait dans l'inconnu et le danger. Ainsi, alors que la crise du système délégitime l'ordre capitaliste et ouvre la possibilité de changements importants, la division, le sentiment d'impuissance, la peur du changement restent les atouts maîtres de ceux qui veulent que rien ne change.

Plus que jamais en temps de crise, les progrès de l'émancipation humaine passent donc par la réappropriation populaire et la démocratisation de l'espace politique. « Le Front national prospère dans le désert des idées politiques », rappelait récemment le philosophe Bernard Stiegler. Rien n'est plus important, dans cette situation où le gouvernement PS-EELV renvoie l'image de l'impossibilité du changement, que de construire en toutes occasions des espaces de politique qui permettent la confrontation libre et instruite de solutions nouvelles, l'expérimentation et la coopération de toutes les actions humaines alternatives. Là où l'action gouvernementale désarme les citoyens en prônant le ralliement aux thèses patronales,

à nous de remettre en mouvement le rassemblement des forces sociales du changement. Toutes les batailles compteront, singulièrement celle des élections municipales sur laquelle se penche à sa manière ce numéro.

La commune est un terrain d'appropriations et d'expérimentations politiques majeures pour le mouvement ouvrier et progressiste français. Beaucoup de conquêtes politiques y ont été inventées et construites, notamment en matière de services publics, d'égalité des droits, d'innovations urbaines, de culture, de démocratie et de participation populaire. Les communes françaises constituent un réseau de proximité politique unique, un puissant réseau de résistances et de constructions nouvelles face aux logiques libérales. Les élus communistes jouent partout où ils sont présents un rôle essentiel sans lequel la physionomie des rapports de forces actuels et potentiels serait bouleversée. Voilà pourquoi la commune est dans le collimateur et la marginalisation de nos élus un objectif poursuivi là plus que partout ailleurs. En défendant et en cherchant à développer encore toutes ces positions, nous ne défendons pas une boutique, nous cherchons à protéger et à rendre plus solide encore un des points d'appui, un des leviers indispensables à la construction d'un engagement populaire durable et solide pour les futurs rapports de forces. ■

## Olivier Barbarant

L'élégie est un poème dont la forme libre et lyrique trouve sa source dans le deuil. À travers ses vers étran­glés, Olivier Barbarant donne à ce procédé littéraire une actualité éclatante. C'est dans l'humeur contrariée d'un café aixois que le poète confine ses premières impressions. À travers une vingtaine de poèmes, Olivier Barbarant se met à table avec des morts dont il scande pudiquement l'absence. Il assemble des situations et des pensées qui dévoilent un champ de ruines. La disparition d'être aimés inonde le présent d'un goût de cendres. Ses chants de la douleur s'entrechoquent mais évi­tent soigneusement les détours plaintifs.

Barbarant trouve en effet le ton et les mots justes pour manifester l'angoisse dont on peut être saisi face à l'effectivité de la mort. Qu'il s'agisse du trépas de ses parents, d'un compa­gnon emporté par le sida ou de son blâme pré­coce. « Je fus à vingt ans condamné à mort » confie-t-il dans *l'Annonciation*. De la porte Saint-Martin au cinéma le Champollion, Paris est un théâtre d'ombres où viennent se loger ses souvenirs. Un frère non désiré, le spectacle de la maladie... Un nuancier de sentiments lui permet d'exprimer subtilement cette part de tragique contenue dans le réel. Le huis clos familial est aussi une scène politique où il fait bon s'aventurer. Si chacun brigue sa vérité, les arguments s'y aiguisent. En dictant à sa nostal­gie une couleur et un phrasé, le poète en dévoil­e les figures et la mobilité.

NICOLAS DUTENT

### *Olivier Barbarant*

est un poète français né en 1966. Il a vécu son enfance et son adolescence dans l'Aube puis en région parisienne. Ancien de l'ENS de Saint-Cloud, il devient agrégé de Lettres Modernes puis docteur ès lettres à l'université Paris-Diderot en présentant une thèse consacrée à Louis Aragon. Il dirigea en outre la publication de *l'œuvre poétique* d'Aragon dans la collection de La Pléiade.

Il enseigne le français, la littérature et la culture générale au lycée puis il devient professeur de chaire supérieure au lycée Lakanal de Sceaux.

En février 2012, il est nommé inspecteur général de l'éducation nationale dans le groupe "Lettres".

Olivier Barbarant a publié plusieurs ouvrages, notamment de poésie, dont un a reçu le prix Tristan-Tzara, un autre le prix Mallarmé.

Tous ces murs faits pour le soleil tachés de pluie se font sinistres  
Ce pays d'ocre et de cyprès ne supporte guère l'hiver  
Je suis assis Aux *Deux Garçons* comme il y a quinze ans peut-être  
Avait surgi au petit matin une fanfare de fifres  
C'était alors le jour des Rameaux et maintenant c'est à Noël

Le cours Mirabeau sous l'averse est peuplé d'étranges chalets  
Et du décor d'étoiles bleues en toute ville interchangeable  
N'étaient les accents des parlers et la peau marbrée des platanes  
Je pourrais me croire chez moi tant les nuits froides sont pareilles  
En train d'attendre mes enfants descendant d'un même manège

Un crépuscule criblé d'or cogne aux vitres de la terrasse  
À la table exacte où jadis nous dînions après les spectacles  
Voilà c'est à n'y pas croire plus d'un quart de siècle déjà  
Mon père alors avait à peu près l'âge que j'ai désormais

À cette époque mes seize ans servaient de mascotte à la troupe  
Qui parlait très tard des chanteuses et des beautés de l'Opéra

On traversait sans y penser les clairs juillet de l'existence  
À quoi bon d'ailleurs revenir à de telles banalités  
Tout été se prend pour l'Eden et la jeunesse pour la vie  
Peut-être faut-il s'en réjouir et laisser aller l'inconscience  
On reconnaît la transparence à ce qu'elle fut inaperçue

Par les ruelles des vieux quartiers passaient des corps miraculeux  
Dans des lacis de pierre et d'ombre il fallait les suivre de près  
Jusqu'à leur porte et puis compter le temps d'arrêt  
Pour que la face retournée se fende en deux sur un sourire  
L'éclair déjà porteur des promesses d'après

À ma table des *Deux Garçons* ne s'attablent que des regrets  
J'ai vu ce jour mon père ou tout du moins ce qu'il en reste  
J'ai pour tout vis-à-vis le spectacle de sa détresse

Je suis assis dans mon passé chaque flaque m'est un reflet  
Et le propre de la mémoire est qu'à chaque pas l'on s'y blesse

Olivier Barbarant,  
*Élégies étran­glées*, Champ Vallon



Laëtitia Badaut Haussmann, *And again and again and again*, 2012 - Vidéo HD, 5 min 35 s  
 Production Dirty Business of Dreams, Soutien à la création de la Mairie de Paris,  
 StudioLab Ménagerie de Verre, et Pavillon Neuflyze OBC

## Quel travail ? ! Manières de faire, manières de voir

Cette exposition collective présentée au Centre photographique d'Île-de-France propose sur différents supports une très riche vision de la place de l'homme à l'heure actuelle, portant un constat sur l'ère industrielle du siècle dernier.

Ainsi, sont visibles des œuvres d'artistes de nationalités diverses, tels que Allan Sekula, photographe américain, travaillant sur le fameux adage du précédent président de la République française « travailler plus pour gagner plus », ou encore comme le Français, Antoine Nessi qui met en valeur la qualité plastique d'objets faisant référence à la production industrielle dans le seul but d'être associés à une machine pour la rendre plus performante.

D'un autre côté, le travail de l'artiste Laëtitia Badaut Hassmann se présente en partie sous forme d'une vidéo de 5,35 minutes pour laquelle elle a demandé au danseur et chorégraphe Noé Soulier

de répéter de façon consécutive, et ce durant plusieurs heures, une pirouette, afin de la rendre la plus parfaite possible. Ce geste, l'un des rudiments de la danse, devient alors au fil des minutes et grâce à la rotation constante de la caméra autour de l'artiste, ainsi qu'aux bruits d'essoufflements et de glissements dus à la transpiration au contact du sol, un mouvement décomposé, retravaillé, sortant le corps de sa capacité de répétition, de sa création de mouvements reproductibles, justement. De la même façon que l'artiste Gary Hill va questionner le langage ou que le comédien Charlie Chaplin va démontrer l'aliénation de l'homme face à la machine, Olivia Gay questionne la place du médium dans l'art et place l'homme comme étranger à sa propre création, à la mécanisation de son corps en dehors de toute temporalité fixe.

**AURÉLIE JACQUET**

Les élections municipales seront le premier retour aux urnes depuis l'arrivée au pouvoir du PS. Ce dossier s'inscrit dans une série de numéros consacrés à ces échéances : projet pour nos communes et leurs habitants, démocratie, décentralisation et enfin habiter la ville. Nous n'avons pas cherché à être exhaustifs ou à présenter un programme clé en main, mais nous espérons offrir des pistes de réflexion à tous les communistes qui s'engageront dans ces batailles.

ÉDITO

## POUR SUIVRE LA LIGNE ROUGE DE MARSILLARGUES

PAR CAROLINE BARDOT ET GUILLAUME QUASHIE-VAUCLIN\*

**M**arsillargues, 13 juin 1937, élection complémentaire : la liste communiste menée par Fernand Brémond arrive en tête et la petite cité viticole devient la première municipalité communiste de l'Hérault. Aussitôt, le paysage change : le profil des élus d'abord, les courtiers cèdent la place aux ouvriers agricoles (dont le maire), vignerons et autres cantonniers. Les employés communaux sont augmentés de 15% et on paie au tarif syndical – chose unique dans le département – les chômeurs employés sur les chantiers communaux. Sur le front de l'enfance, la petite municipalité décide l'octroi d'un tablier neuf pour tous les enfants scolarisés et envoi soixante écoliers en colonies. Pendant les vendanges, la cantine scolaire tourne à plein pour tous les enfants de vendangeurs, quels que soient leur village de résidence ou leur nationalité. Autre nouveauté budgétaire : subventions municipales aux syndicats ouvriers et au Comité d'aide à l'Espagne républicaine. Sur le plan démocratique, l'ambition est fixée : ne laisser « aucune occasion pour maintenir le contact avec le peuple qui les a élus » et, à cette fin, mettre en place toutes les structures nécessaires à l'investissement démocratique. C'est un parfum de tout cela qui monte lorsque résonne l'expression souvent utilisée de « communisme municipal »... Et pourtant, sans parler du côté sépia, quelque chose sonne faux dans ces quelques mots : quelque chose comme un sentiment de toute-puissance, de contrôle absolu des communistes sur certains territoires dénommés « bastions » ou « ceinture rouge », quelque

chose comme du « crétinisme municipal » (selon la douce terminologie du temps), un air de fantasme de « socialisme dans une seule commune »... Or il est probable que le « communisme municipal » ainsi entendu n'a jamais existé, même si la bourgeoisie en eut longtemps la gorge serrée d'effroi.

Décidément non, cette expression ne fait sens ni pour hier ni pour aujourd'hui. Reste tout de même, et ce n'est pas peu, une puissante *singularité* communiste, d'hier à aujourd'hui. Une singularité assumée et revendiquée. Une singularité de l'action communiste qui nous pousse à toujours faire vivre et se développer nos idées et notre manière de faire de la politique autrement. De l'attention cardinale à offrir effectivement le meilleur à toutes et tous, à la priorité accordée à la mobilisation citoyenne et démocratique, en passant par la mise en responsabilité de profils sociaux variés, comprenant ceux, si massivement majoritaires dans la population, destinés par la classe dominante aux tâches subalternes.

Une ligne rouge en quelque sorte qu'on pourrait peut-être résumer en reprenant les termes jadis employés par Paul Thibaud dans la revue *Esprit* : la singularité communiste à l'échelle municipale comme un indissociable « mélange de réalisations et de revendications ».

À ce stade, lecteur, tu bougonnes sans doute : « point à la ligne et fin de l'histoire ? Le projet municipal communiste du XXI<sup>e</sup> siècle comme duplication remâchée de celui des années 1930 ? »

Notre tâche est tout autre en effet et l'histoire ne nous offre d'autres choix que d'innover encore et toujours, immergés dans une société en mouvement. Notre apport révolutionnaire ne saurait se cantonner à la gestion de patrimoine acquis sous peine de se nier et de se vider de sa substance !

Nous visons une gestion résolument politique, de combat, pour faire de l'humain d'abord une réalité dans nos villes et villages. Des élus de terrain et de combat seront plus que jamais nécessaires à l'heure où les marges de manœuvre budgétaires municipales sont chaque jour plus faibles : taxe professionnelle démantelée, dotations de l'État gelées (4,5 milliards sur 2014 et 2015) ; à l'heure où le pouvoir des communes est toujours plus amenuisé et où les citoyens sont toujours plus éloignés des centres de décision. Ces mesures « austéritaires » sont un véritable coup de massue de l'État contre les collectivités et un très mauvais signal donné aux territoires et à leurs populations.

Innover encore et toujours, car combien de conquêtes pionnières d'hier ont depuis été (presque) généralisées – notamment du fait de luttes auxquelles nous avons pris une grande part ? Au-delà des conquêtes à défendre, nous avons de vieux terrains à labourer de toute nouvelle façon et même des terrains neufs immenses à défricher et à conquérir.

Le contexte est hostile mais le dossier montre des communistes à pied d'œuvre, déployant toute leur énergie et toute leur imagination – en lien étroit avec la population – pour penser et mettre en œuvre une action municipale forte et originale au plein service des habitants, hisant la commune tout à la fois au rang de rempart et de point d'appui. Des communistes déterminés partout à être utiles. C'est aussi cela poursuivre la ligne rouge de Marsillargues ...■

\*Caroline Bardot est membre du comité exécutif national du PCF, rédactrice en chef adjointe de *La Revue du projet*, elle a assuré la coordination de ce dossier avec Guillaume Quashie-Vauclin, rédacteur en chef.

# UN PROJET MUNICIPAL AUDACIEUX

Travailler à ce que le vote rassemble et formalise l'intervention populaire contre l'austérité et pour une vie meilleure en sortant de la crise par une alternative à gauche.

PAR PASCAL SAVOLDELLI\*

La conception du rassemblement que les communistes viennent de définir lors du 36<sup>e</sup> congrès trouve dans la préparation des élections municipales de mars 2014 un champ d'application particulièrement riche d'engagement démocratique et de perspectives contre l'austérité et pour le mieux vivre ensemble. L'enjeu est d'élire des majorités clairement à gauche dans un maximum de communes. Représentant le cadre territorial le plus proche de la vie des gens, les villes et les villages sont en effet potentiellement des espaces politiques d'expression, de construction citoyenne déterminants pour nourrir et donner de l'élan aux idées de progrès et à l'alternative politique que nous portons avec nos partenaires du Front de gauche. Ce premier scrutin sur l'ensemble du territoire national depuis l'élection de François Hollande et les législatives qui ont suivi, revêt une importance particulière. Mais la singularité de ce scrutin tient aussi au fait qu'il va se dérouler dans un contexte dégradé par l'austérité et la crise, par une crise de l'alternative aux politiques libérales, renforcée par un scepticisme croissant envers le politique dans un climat propice à tous les démagogues (c'est la « démocratie de défiance »). Il va également être le premier d'une série de six autres jusqu'en 2017 : municipales, européennes, sénatoriales, régionales, départementales, présidentielle et législatives. Les municipales vont mobiliser toutes les forces politiques au plan local mais aussi par leur dimension nationale sur fond de campagne pour les élections européennes, deux mois après seulement.

## RASSEMBLER

L'engagement des communistes dans les mobilisations que nous voulons réaliser doit empêcher la droite et son extrême de « droitiser » le mécontentement croissant contre la politique gouvernementale en privant ainsi l'électorat de chercher d'autres issues ou en le poussant vers l'abstention. D'une manière générale, les Français

sont attachés à leur commune, qui façonne le quotidien depuis la Révolution française et ils demeurent majoritairement satisfaits (85%) d'y vivre. Ils y voient un échelon précieux de la démocratie, au travers duquel le maire résiste mieux à la crise de légitimité des pouvoirs.

À cet échelon aussi, il nous faut répondre à un besoin de solidarité, de convivialité, de proximité, de présence dans les luttes pour les retraites, l'emploi, l'école, la santé, le logement, l'aide sociale... Les bilans montrent clairement que les maires communistes sont des rassembleurs de toute la population par des pratiques démocratiques souvent très innovantes dans l'implication des citoyens dans la gestion des affaires de la cité. Pour le bien commun, ils rassemblent bien au-delà du périmètre de la gauche. Notre démarche est ainsi celle du large rassemblement à gauche pour construire des majorités municipales utiles au progrès social et au mieux vivre des populations. Ce n'est en rien une remise en cause de notre engagement dans le Front de gauche, bien au contraire.

## ÊTRE À L'ÉCOUTE DES POPULATIONS

Rien ne peut justifier que les populations vivent plus mal ! Rencontrer leurs besoins et les politiser est facteur de rassemblement. Notre combat politique a tout à gagner à être en phase avec tout ce qui vit, se pense, se révolte, lutte et se développe dans la société civile et citoyenne. Défendre la commune en danger et la promouvoir, c'est prendre parti clairement pour le service public, la démocratie locale et donc pour l'amélioration des conditions de vie de toutes et tous. Mettre en débat notre opposition au projet de réforme territoriale du gouvernement est donc un impératif de bon sens ; l'accepter, ce serait tourner le dos à l'attente de plus de proximité et donc à la construction de projets politiques locaux. Nous ambitionnons des projets portés par des élus proches, par des femmes et des hommes qui soient le reflet des diversités de notre société, des communes, des jeunes, des citoyens issus d'immigrations récentes et

anciennes, des acteurs et actrices de la vie syndicale et associative. Nous souhaitons bien sûr que le mouvement social et les luttes s'invitent dans le champ politique des élections municipales.

## UN CALENDRIER D'INITIATIVES

Pour faire place au peuple, place au citoyen, ces municipales sont d'abord l'occasion d'encourager la tenue d'assemblées citoyennes sur les thèmes les plus proches des préoccupations des habitants. Des assemblées citoyennes qui peuvent déboucher sur des coopératives citoyennes et des comités locaux d'initiatives, et même aller jusqu'à l'organisation d'assises locales. Des collectifs électoraux seront mis en place. Ce temps de campagne estival sera suivi en octobre-novembre et début décembre de la construction du projet local et de la composition de la liste avec les autres forces de gauche donnant lieu à des assises, des ateliers, des états généraux. Nous souhaitons que notre offre politique débouche, le moment venu, sur un maximum d'accords locaux pour la constitution des listes. Ce temps politique sera d'autant plus favorable à nos ambitions qu'il aura été nourri par le rassemblement citoyen et politique à gauche dans des débats et par des propositions que nous voulons les plus denses et les plus riches possibles. C'est la nature et la qualité des rassemblements qui détermineront, au cas par cas, les conditions des accords et l'union. Les perspectives de progrès que nous ambitionnons au plan local ne sont pas déconnectées de problématiques nationales et européennes. C'est pourquoi nous pourrions envisager de prendre des initiatives nationales, régionales, départementales en lien avec les enjeux locaux sur des questions plus spécifiques à ces différents échelons. ■

\*Pascal Savoldelli est responsable du secteur Élections du Conseil national du PCF.

Réagissez à ce dossier  
contactez-nous !  
[revue@pcf.fr](mailto:revue@pcf.fr)

## QUELLE GÉOGRAPHIE DE L'IMPLANTATION LOCALE DES ÉLUS COMMUNISTES ?

**Le PCF avec un réseau de 759 maires communistes et apparentés, 235 conseillers généraux, 2 397 maires adjoints, 6 596 conseillers municipaux, est en ce qui concerne les élus de proximité la troisième force politique de France.**

PAR YANN LE POLLOTEC\*

Le PCF a un véritable maillage d'élus locaux, qu'ils soient ruraux ou urbains, en responsabilité vis-à-vis de la population dans 94 des 96 départements métropolitains et dans 21 des 22 régions de notre pays. Plus de 3 300 000 citoyens vivent dans une commune gérée par un ou une maire communiste ou apparenté ce qui implique de la part de nos élus et de notre Parti un rapport fort au réel et à ses contradictions. Ces élus, qu'ils soient conseillers municipaux, communautaires, adjoints, maires apportent un démultiplicateur de résonance des propositions politiques et des valeurs des communistes auprès des populations. Ces élus enrichissent aussi fortement la réflexion concrète du PCF sur des questions centrales pour nos concitoyens comme l'eau, le logement, les transports, l'énergie, la santé, la petite enfance, l'urbanisme... Ils sont de toutes les luttes et solidarités sociales, sociétales et internationalistes, qu'il s'agisse des expulsions, des coupures de gaz et d'électricité, de l'aide aux sans papiers, de la défense de l'emploi et des services publics, du développement industriel, de la protection de l'environnement, de l'accès à la culture pour tous.....

### DES PRATIQUES DÉMOCRATIQUES INNOVANTES

Les maires communistes sont aussi des rassembleurs de toute la population, par des pratiques démocratiques innovantes d'implication des citoyens dans la gestion des affaires de la cité. Entièrement dévoués à leur mandat et à l'intérêt général, malgré toutes les difficultés financières des communes, malgré les attaques contre la démocratie communale, ils sont les bâtisseurs de l'urbanité et de la ruralité de demain. Pour le bien commun, ils rassemblent bien au-delà du périmètre de la gauche politique.

Sur les 404 communes de France métropolitaine de plus de 20 000 habitants, 37

de ces communes ont un ou une maire communiste ou apparenté. 67 % de ces communes sont en Île-de-France, les autres se répartissent entre les départements des Bouches-du-Rhône (4), de l'Isère (3), de la Seine-Maritime (2), du Rhône (2) et du Cher (1). Ces 37 communes totalisent 1 595 151 habitants. 73 % d'entre elles sont gérées dans le cadre de majorités rassemblant les communistes, les verts et les socialistes ainsi que des citoyens issus de la société civile. Sur 541 maires adjoints dans les villes de plus de 20 000 habitants, 258 exercent leur mandat dans des communes ayant un maire membre du Parti socialiste ou étant divers gauche.

« Plus de 3 300 000 citoyens vivent dans une commune gérée par un ou une maire communiste ou apparenté »

Parmi les communes de 10 000 à 20 000 habitants, 41 ont un ou une maire communiste ou apparenté. Ces communes se distribuent dans 23 départements et 13 régions avec une prédominance du Nord-Pas de Calais (32 %) et de l'Île-de-France (22 %).

Dans la tranche des communes allant de 5 000 à 10 000 habitants, on trouve 75 municipalités dont le maire est communiste ou apparenté. Ces communes se concentrent dans 33 départements avec une forte représentation du Nord-Pas-de-Calais avec 28 % de ces villes, la région PACA avec 12 %, la Lorraine avec 11 %, Rhône-Alpes avec 9 %, et enfin la grande couronne de l'Île de France avec 8 %.

Les villes de 3 500 à 5 000 habitants comptent 36 communes avec un ou une maire communiste ou apparenté dispersées entre 19 départements. Le Nord-Pas-de-Calais à lui tout seul, représente 22 % de ces municipalités.

Sur les communes ayant entre 1 000 et 3 500 habitants, on recense 208 maires communistes et apparentés répartis entre 63 départements. Le Languedoc-Roussillon regroupe 12 % de ces communes, le Nord-Pas-de-Calais 11 %, la Picardie 9 %, la Lorraine 8 %, Midi-Pyrénées 7 %. Ces communes situées dans la tranche démographique des 1 000 à 3 500 habitants vont connaître en 2014 un changement de mode de scrutin. Elles vont passer d'un scrutin majoritaire avec panachage à un scrutin de liste paritaire à la proportionnelle à la plus forte moyenne avec prime de 50 % des sièges à la liste arrivée en tête. Ce bouleversement électoral devrait permettre au PCF et au Front de gauche de conquérir de nouvelles positions électorales dans cette catégorie de communes.

Dans les communes de moins de 1 000 habitants on dénombre 364 maires communistes et apparentés situés dans les 67 départements les plus ruraux de France.

Les départements zones de fortes densités de d'implantation municipale du PCF sont : l'Aisne, l'Allier, les Bouches-du-Rhône, le Cher, la Corrèze, les Côtes-d'Armor, la Dordogne, le Gard, l'Isère, la Meurthe-et-Moselle, le Nord, l'Oise, le Pas-de-Calais, le Puy-de-Dôme, la Seine-Maritime, la Somme, la Haute-Vienne, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne.

Il est difficile et réducteur de faire un portrait-robot d'une « municipalité communiste » : Blanc-Mesnil ne ressemble pas à Arles, Martigues n'est pas Dieppe, et La-Grand-Combe est fort différente de Ploufragan. Chaque municipalité a son histoire politique, sociale et migratoire singulière. Elles se sont souvent construites autour de luttes sociales et politiques, nationales, locales et internationales dont témoignent les noms de rue ou de bâtiments publics. Il y a les villes cheminotes : Saint-Pierre-des-Corps, Migennes, Mitry-Mory... Il y a les villes qui ont été liées à une histoire industrielle particulière comme Vénissieux, La Courneuve, Saint-Denis, d'autres sont issues d'anciens bassins miniers ou sidérurgiques. Elles sont aussi le produit des différentes vagues d'immigration : Bretons, Savoyards,

Auvergnats, Polonais, Italiens, Espagnols, Maghrébins, Africains, Chinois...

Cependant, toutes les « municipalités communistes » restent marquées par un très fort ancrage à gauche, mais aussi en zone urbaine dense par une abstention et une non inscription électorale plus fortes que la moyenne départementale et nationale. Dans toutes ces communes, la gauche a été largement majoritaire au 2<sup>e</sup> tour de la présidentielle, dans une part importante d'entre elles la droite politique hors Front national obtient des résultats électoraux faibles.

Dans les communes de plus de 5 000 habitants, sociologiquement, la composante « ouvrier et employé » continue de

dominer, les familles mono-parentales connaissent une grosse croissance, tout cela dans le cadre d'une forte présence du logement social et d'une importante densité de services publics municipaux de proximité dans tous les domaines de la vie : santé, petite enfance, culture, sport...

Dans les années 1980-2000, ces villes ont été soumises à des mutations profondes de leur territoire, liées à une désindustrialisation brutale et violente. Les activités traditionnelles et la sociabilité qu'elles avaient induites ont souvent disparu au profit soit de friches industrielles et d'un chômage et d'une précarité de masse en particulier chez les jeunes, soit d'un tissu de PME-PMI orientées vers les

services ou des activités liées à la révolution numérique.

Certes les « municipalités communistes » sont souvent et logiquement implantées sur les territoires où la crise frappe le plus durement et où les populations les plus vulnérables sont concentrées. Mais c'est aussi de ces territoires et de ces populations, de par leurs luttes, leurs solidarités, leurs créativité, leurs espoirs et leurs rêves que naîtra le monde de demain sur les ruines de l'ancienne société. Ce n'est peut-être pas un hasard si c'est sur le territoire de municipalités communistes que se multiplient les créations de *Fablab* et d'*hackerspace*. ■

\*Yann Le Pollotec est responsable adjoint du secteur Élections du Conseil national du PCE

## LES COMMUNES : LE SEL DE LA DÉMOCRATIE

À l'expression « communisme municipal » je préfère l'expression « communisme communal ».

PAR CATHERINE PEYGE\*

Avant mes années d'expériences comme élue, l'expression « communisme municipal » me déplaisait. Le communisme, un idéal, encore nulle part ailleurs atteint, pouvait-il être accolé au mot municipal ? Les villes, les villages, les communes sont le sel de la démocratie dans ce pays aux 36 000 communes, ce qui fait bondir tous les centralisateurs de France et d'ailleurs.

### UN COMMUNISME COMMUNAL

Un communisme communal, oui, se référant à la commune, un mot rempli à la fois de révolution, et de la plus grande proximité fraternelle, est l'expression qui me convient. Le mot municipal, quant à lui fait appel à l'exécutif d'un conseil et se connote de sens administratif renvoyant les citoyens au statut d'administrés. Cette mise au point, réalisée, un peu trop vite, le langage courant a consacré cette formule même chez les communistes. Donc admettons... Le communisme municipal, puisqu'il s'agit de ce qui se passe dans une commune, grande ou petite, a sans doute mangé son « pain blanc ». Les communautés d'agglomération, de toutes sortes et de toutes tailles,

les métropolisations, toutes ces structures conjuguent, la plupart du temps, diverses approches politiques, issues des villes qui se sont regroupées un jour, par amour ou par raison. Voire même par obligation.

Le communisme municipal, aux origines, tentait de faire vivre avec enthousiasme, générosité, et même quelques maladrotes que « rien n'est trop beau pour la classe ouvrière ». Cette déclaration d'intention ouvrait avec une ample

“ *L'application de chaque élu communiste à être l' élu de toutes et de tous est forte, constituant de fait une ligne politique.* ”

extension l'idée de classe ouvrière : des cantines, des théâtres aux centres de santé, à la recherche d'implantation de site de production, le communisme municipal a rendu des merveilleux services à des générations de personnes, qui à 70 ans, organisent aujourd'hui des voyages pour aller revoir le lieu, où, jeunes colons, ils ont découvert la mer, ou la montagne.

### L'ÉLU DE TOUTES ET DE TOUS

Nous vivons une autre époque avec la toile de fond frémissante de nostalgie de l'avant : l'avant la crise ? l'avant l'Europe ? l'avant la décentralisation ? l'avant les droites ?

Depuis quelques mandats, le communisme municipal s'estompe en tant que mécanique pensée pour le bien des populations, parfois un peu sans elles. Certains disaient même à l'époque « nos populations ». La plus grande richesse de l'héritage du communisme municipal, c'est le respect des personnes qui participent au collectif de la ville. L'application de chaque élu communiste à être l' élu de toutes et de tous est forte, constituant de fait une ligne politique. Ce refus du clientélisme va à contre-courant des pratiques mises en œuvre plus ou moins clandestinement par les maires dits « médiatiques ». L'engagement dans la vie collective des habitantes ou habitants, votants ou non, est recherché de manière officielle par tous les élus, avec création de comités, de groupes, de concertation. Ces mesures sont même consignées dans les lois, comme celle sur la démocratie de proximité. Mais il y a là encore plusieurs manières de procéder : par un processus démocratique ancré dans la durabilité, ou par des pratiques opportunistes, vécues comme trop manipulatoires pour être honnêtes.

### FAIRE CONFIANCE À L'INTELLIGENCE DES PERSONNES

Le communisme communal a de très beaux jours devant lui, s'il devient l'outil de transmission de paroles, de transmissions de savoirs, de transmissions de pouvoirs, permettant aux habitantes et habitants de décider de leur avenir. Les

élus changent, les problèmes de fond subsistent. L'élaboration des solutions collectives est la seule valable pour assurer une continuité des services publics quels que soient les aléas des échéances électorales.

La question de l'environnement, de la manière dont sont traités les déchets, leurs lieux de traitement, les méthodes employées, l'élan citoyen à déclencher et à amplifier est un peu dans ces années, un aspect de la cristallisation du deve-

nir du communisme communal : faire confiance à l'intelligence des personnes, à leur capacité de se saisir de problématiques complexes si le temps nécessaire leur est donné ainsi que les éléments de réflexion complets constituent la base, l'originalité du communisme municipal si l'on conserve ce label... Comprendre les nouvelles données du monde réel, avec des efforts à produire certes, mais avec toute l'ouverture dans l'appropriation citoyenne qui en découle : de l'usine de traitement des déchets, au développe-

ment des AMAP, une chaîne de responsabilités partagées se construit.

Le partage démocratique durable est la signature du communisme communal. C'est aussi, un signe perceptible par tous de la nécessaire humilité d'une personne politique : un maire passe, une usine de traitement des ordures ménagères mal pensée reste. ■

\***Catherine Peyge** est maire (PCF) de Bognigny (Seine-saint-Denis).

## LE COMMUNISME MUNICIPAL ?

**Les consciences grandissent dans le débat contradictoire, source de réponses humaines et porteuses d'avenir pour la communauté communale.**

PAR MICHEL VAXÈS\*

**V**ouloir qualifier le communisme territorialement est de mon point de vue un non-sens. Le figer dans un espace serait le réduire à un état. Or pour moi le communisme est simultanément le mouvement de transformation de l'ordre existant et le sens de cette transformation, l'horizon vers lequel cette évolution doit nous conduire : une conception des rapports humains débarrassée de la domination des uns par les autres, des uns par les uns, l'horizon d'une société dans lequel ces rapports sont de mieux en mieux marqués par le partage, la réduction des inégalités, la solidarité, le respect mutuel, la transparence, la fraternité. Le combat pour gagner les consciences à ces valeurs et faire en sorte qu'elles inspirent chacun de nos actes, chacun de nos projets, doit s'exprimer sur tous les terrains et en tout temps. Celui de la commune en est un parmi bien d'autres, l'entreprise, les lieux de formation, de santé, de culture, la famille... le sont tout autant.

### FAIRE PARTAGER DES VALEURS

Ajoutons que le combat pour faire partager ces valeurs ne saurait s'alimenter à la source exclusive de l'action politique institutionnelle, (même si « la politique » bien comprise – administration de la cité – est la plus englobante) ce combat doit se décliner aussi dans le mouvement associatif, syndical, familial, culturel, y compris culturel pour celles et ceux qui

se réclament d'une foi religieuse. Aucun de ces domaines n'échappe à l'analyse et aux choix politiques. Lorsqu'on ambitionne d'être l'une de ces voix, si petite soit-elle, dans le chant général qui porte l'objectif de la transformation du monde vers plus d'humanité, il faut la faire entendre partout à l'endroit où l'on se trouve. La commune est l'un de ces lieux. Pour un communiste, accepter d'assumer une responsabilité citoyenne dans quelque domaine que ce soit c'est s'engager à faire vivre dans ses actes, dans les projets qu'il soutient, les décisions qu'il prend, les valeurs auxquelles il a choisi de se référer. Ainsi celles et ceux qui partagent ces valeurs pourront débattre réfléchir ensemble et décider ensemble de leur traduction concrète dans l'aménagement de la ville et l'organisation de la vie dans la ville. Nourris d'une expérience de 42 ans de mandat municipal dont trois mandats de maire entre 1989 et 2005 et de trois mandats de député et d'une pratique d'échanges hebdomadaires avec le secrétaire de la section du PCF de la ville, j'ai vu se multiplier les exemples d'élaboration commune des politiques publiques municipales.

### CONFRONTATION DES POINTS DE VUE DES HABITANTS

Les communistes élus ou militants de l'organisation ne vont pas aux débats sans réflexion préalable et sans projet, ils y vont avec des propositions mais ils veillent toujours à organiser sur toutes les thématiques la confrontation des

points de vue des habitants jusqu'à l'émergence de projets partagés par une majorité. La souveraineté populaire est seule garante de la cohésion sociale, de la force des mobilisations nécessaires à l'obtention des moyens nécessaires à la concrétisation de leurs projets à la vérification en continu de l'adéquation de ce qui est décidé avec ce qui est attendu, de sa conformité aux exigences du vivre ensemble et aux valeurs qu'ils portent au bénéfice de la collectivité tout entière. Le vivre ensemble exige le partage en

“ *Ce dialogue ne saurait consister à rechercher un consensus mou fait d'opportunisme et de démagogie débouchant sur un catalogue de promesses préparant un rendez-vous électoral.* ”

conscience de la conviction commune de ce qui est le mieux pour tous et non l'alignement partisan voire caporalisé d'une foule de *supporters* d'abord soucieux de faire gagner leur camp. Le seul camp qui vaille ne peut pas être un camp partisan, il est bien plus fondamentalement le camp très concret des projets, du contenu d'une politique d'aménagement et de requalification de l'espace urbain, de développement des solidarités entre tous.

De ce débat surgiront des contradictions mais c'est précisément dans ces contradictions que grandissent les consciences et que peuvent triompher les réponses les plus généreuses, les plus humaines les seules porteuses d'avenir pour la communauté communale et au-delà pour l'humanité tout entière.

Ce dialogue ne saurait consister à recher-

cher un consensus mou fait d'opportunisme et de démagogie débouchant sur un catalogue de promesses préparant un rendez-vous électoral.

Si l'essentiel, nos valeurs d'humanité, ne sont pas le ferment des projets élaborés en commun nous ne pourrions pas exercer sans nous renier les responsabilités pour lesquelles il nous a été demandé de

nous engager. C'est évidemment le verdict des urnes qui en décidera mais nous ne pouvons pas être de ceux qui, promettent pour être promus et qui une fois promus, oublient leurs promesses. Nous ne promettons rien sauf de ne ménager aucun effort pour faire aboutir ce qu'ensemble nous aurons convenu.

Cela implique que nous allions à la ren-

contre de tous les citoyens sans préjugés en étant du mieux que nous le pouvons nous-mêmes c'est-à-dire pétris et porteurs des valeurs qui ont conduit à notre engagement de communistes. ■

\***Michel Vaxès** est maire honoraire (PCF) de Port-de-Bouc et député honoraire des Bouches-du-Rhône.

## LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, UNE VALEUR FONDAMENTALE

« Liberté, égalité, fraternité... solidarité » :  
les quatre valeurs républicaines de Vaulx-en-Velin

Si du discours de Jean Jaurès dans *l'Armée Nouvelle* de novembre 1910, la postérité a surtout retenu que « ... beaucoup d'internationalisme ramène à la patrie », le paragraphe précédent, rappelant l'impérieuse nécessité « d'arracher les patries aux castes de militarisme et aux bandes de la finance par le développement indéfini de la démocratie et de la paix », illustre remarquablement qu'à Vaulx-en-Velin, la solidarité internationale est l'un des engagements les plus forts pour « réconcilier les peuples par l'universelle justice sociale ».

Vaulx-en-Velin, c'est toute l'histoire du monde recueillie dans une petite ville. Et si notre commune assume avec tant de conviction sa politique sur les solidarités, elle le doit principalement à ses habitants venus d'ici et de là-bas, transportant avec eux d'autres regards, d'autres paroles, d'autres pensées. Vaulx-en-Velin a pleine conscience que son propre sort est lié à celui de l'humanité et que l'on ne peut construire son bonheur sur la souffrance de l'humanité. Ainsi, notre équipe municipale a une responsabilité majeure : transmettre cette histoire née avec le « Bloc ouvrier et paysan » en 1929 - qui a d'ailleurs ajouté au triptyque républicain la valeur de « solidarité » sur le fronton de l'Hôtel de ville - puis poursuivie, par exemple, avec les grandes grèves ouvrières de 1935 ou les activités de résistance des FTP MOI.

Je tenais à rappeler ces faits car le logiciel néolibéral qu'on nous impose depuis 40 ans pousse de plus en plus de gens à tourner le dos à l'intérêt commun. Et face à ce violent système qui désagrège le vivre-ensemble, il est de notre devoir, à nous, élus vaudais, de transmettre cet héritage et de nous rappeler, à chaque décision politique que nous prenons, qu'une société humaine ne peut exister sans solidarité entre ses membres. La solidarité internationale contribue à nous ouvrir à l'altérité et à fuir cette « culture de l'égoïsme », car il est impossible de développer les solidarités ici sans les développer là-bas.

Pavoiser le fronton de l'Hôtel de ville avec le drapeau de la Palestine, malgré l'interdiction du préfet, participer à la valorisation des cultures indigènes au Nicaragua ou renforcer notre reconnaissance du génocide arménien, sont des éléments majeurs de notre politique municipale qui portent et transmettent, humblement, les valeurs de l'internationalisme et de ceux qui s'élevèrent contre la barbarie. En effet, lorsque nous traversons, avec les travailleurs palestiniens, le Mur de la honte

à Bethléem qui emprisonne et humilie des centaines de milliers d'innocents, comment ne pas être fiers d'assumer notre filiation avec Rosa Luxemburg ? C'est elle qui, le 4 août 1914, s'insurgeant contre les « fauteurs de guerre et les appétits impérialistes du profit », alertait déjà chacun d'entre nous : « Je crois qu'il est impossible de se taire devant ça ».

Ne pas se taire devant les injustices, en témoignant des crimes de ce monde, et développer des actions, entre « citoyens de ce monde », voilà sans aucun doute la façon la plus concise pour illustrer notre engagement international. Certaines collectivités locales voient le monde comme un immense terrain de jeu pour assouvir des désirs d'exotisme, voire, pire, de néo-colonialisme ; d'autres n'y voient que compétitivité et compétition dans l'unique but d'être plus fortes que les voisines. Ces deux visions sont les deux faces d'une même idéologie que nous devons combattre en tentant de répondre concrètement à l'appel de Jaurès : « La transformation fondamentale qu'il s'agit de réaliser, la Révolution qu'il faut accomplir, c'est que les hommes passent de l'état de concurrence brutale et de conflit à l'état de coopération ».

Permettre à des élèves de notre lycée des métiers de se former - au Nicaragua avec la communauté indienne - en réhabilitant un musée d'art précolombien renforce leurs compétences mais aussi leur prise de conscience d'être des citoyens critiques de notre humanité. Participer à la construction d'un parc de loisirs sur une terre palestinienne confisquée par l'occupant israélien et voir les familles, malgré les menaces des colons et des militaires israéliens, profiter de cet espace de convivialité nous démontrent ce que peut être la force d'une lutte pour la liberté. Cette fraternité, née d'envies communes, a renforcé, en nous tous, le sentiment d'appartenir à la même communauté de destin et notre volonté de nous mobiliser collectivement, voire politiquement, pour défendre ce que nous pensons être juste.

Je laisserai alors le dernier mot à Rosa Luxemburg, à l'aube de la Grande Guerre et de la négation absolue de toute humanité : « Tâche donc de demeurer un être humain, c'est vraiment là l'essentiel ». ■

**Bernard Genin** est maire (PCF) de Vaulx-en-Velin (Rhône), conseiller communautaire du Grand Lyon.

## PRENDRE LE POUVOIR SUR LA FINANCE COMMENCE PAR LA COMMUNE

**Les 36 000 communes – originalité française – sont un atout considérable pour notre pays. Enjeu premier pour l'intervention démocratique et la citoyenneté et, indissociablement, formidable levier social et économique...**

PAR DOMINIQUE ADENOT\*

Quelle que soit l'orientation des conseils municipaux et des maires, la commune reste, malgré toutes les restrictions, un espace où les citoyens se reconnaissent, où ils peuvent s'approprier des projets, où ils peuvent – ou doivent pouvoir – s'exprimer et contrôler la mise en œuvre des décisions prises. Cette constante se confirme, que l'on soit dans les grandes agglomérations, le secteur périurbain ou le milieu rural. Ce potentiel citoyen d'énergie et de créativité, est garant de projets communs répondant aux besoins humains et écologiques, de solutions d'intérêt général, de richesse productive et de coopération.

### LA COMMUNE, UN LEVIER ANTI-CRISE

Dans les projets publics décidés au sein des collectivités territoriales (20 % de l'activité économique du pays), les communes et les intercommunalités constituées représentent une part substantielle, et cette activité échappe souvent dans sa mise en œuvre à la sphère financière, aux exigences féroces de rentabilité à l'origine de la crise aiguë du système. C'est pourquoi cet atout est si utile aujourd'hui aux dynamiques d'émancipation : on ne peut ignorer ce potentiel démocratique et humain, la force qu'il contient de justice sociale, de réponse aux besoins, d'activité économique réelle. C'est un formidable levier anti-crise, anti-austérité. Prendre le pouvoir sur la finance commence par la commune. Cela passe par un combat acharné, dans l'opposition et dans les majorités, pour faire émerger à cette échelle de nouveaux droits citoyens d'intervention et de décision sur les affaires publiques, qu'elles soient locales ou nationales.

### METTRE EN ÉCHEC L'ACTE III DE LA DÉCENTRALISATION

Un bras de fer est engagé. Car « en face », la décision a été prise de passer à la vitesse supérieure dans le sens opposé,

avec une réforme institutionnelle d'une grande importance et dont la cible numéro un est précisément la commune, dans le but de la vider de ses capacités d'initiative et d'action, d'en faire un « sous-arrondissement » d'échelons supérieurs. Cette réforme vise à organiser la compétitivité sur le territoire et porte en elle une austérité renforcée à tous les niveaux institutionnels. Pour cela, il est prévu de créer et de mettre au cœur de la République des vastes entités – grandes intercommunalités imposées et métropoles – aux pouvoirs stratégiques importants, retirés aux communes notamment (comme l'habitat, la maîtrise des sols...), dessaisissant les citoyens, réduisant encore davantage la souveraineté populaire. En perspective, une centralisation, un autoritarisme renforcé, l'injustice sociale et territoriale. Pour sortir victorieux de ce bras de fer, il est plus que jamais nécessaire de porter haut et fort avec les populations le débat et l'action sur leurs besoins réels, les réponses et les moyens à apporter. Cela suppose une bataille pour que soient

*“ Exiger une véritable péréquation nationale, seule garante de l'égalité entre les communes. La taxation des actifs financiers est plus que jamais d'actualité pour alimenter cette péréquation. ”*

reconnus par la République les moyens financiers nécessaires, les recettes pérennes indispensables pour les communes, leur autonomie financière garantie par l'État et l'activité économique. Les dotations de l'État doivent ainsi cesser d'être la variable d'ajustement de l'austérité dans le droit fil de la stratégie de Lisbonne. Le gel, puis la réduction importante annoncée pour les trois années à venir contredisent l'efficacité sociale de l'intervention publique locale au service des citoyens et ne font qu'enfoncer un peu plus le pays dans la crise.

Les communes font pleinement partie de la République qui est décentralisée. Et elles ne sont nullement responsables du creusement du déficit. Les dotations de l'État doivent être à la hauteur de l'impulsion nécessaire pour les villes et les

*“ La suppression de la taxe professionnelle n'a été compensée que partiellement pour les communes et a conduit à une situation où le pouvoir des taux de l'impôt des ménages est passé de 50 % à 73 %, celui des entreprises reculant d'autant. ”*

villages, favoriser leur vitalité, leur coordination et leur coopération, refuser la désertification et garantir partout l'égalité d'accès aux droits. Exiger ce rôle de l'État est un combat à mener absolument aujourd'hui, à l'heure d'une réforme territoriale qui le conteste de front en instituant comme locomotive du développement la compétitivité entre les territoires. Il est indispensable à ce propos de dénoncer la tendance à faire de la péréquation horizontale la norme (autrement dit les collectivités payent pour d'autres collectivités) et d'exiger une véritable péréquation nationale, seule garante de l'égalité entre les communes. La taxation des actifs financiers est plus que jamais d'actualité pour alimenter cette péréquation.

### RÉFORMER LA FISCALITÉ LOCALE

Une réforme ambitieuse de la fiscalité tant locale que nationale est donc indispensable pour davantage de justice et d'efficacité. L'impôt sur le revenu, quelle qu'en soit l'origine, doit en être le cœur avec une réelle progressivité. Nous proposons dans ce sens de modifier l'imposition locale sur les ménages qui est marquée du sceau de l'injustice puisque les taxes locales prennent très insuffisamment en compte leurs revenus. Nous proposons un remaniement vers plus de progressivité, de justice et d'efficacité, et l'utilisation réelle des habitations. Il faut également rétablir un impôt économique dynamique en rompant avec une politique qui déresponsabilise les entreprises, les exonère de leur contribution au développement de la commune (dont elles bénéficient) et qui a conduit à un desserrement, voire une dislocation du lien de l'économie réelle avec son implantation sur le territoire. La suppression de la taxe professionnelle n'a été com-

pensée que partiellement pour les communes et a conduit à une situation où le pouvoir des taux de l'impôt des ménages est passé de 50 % à 73 %, celui des entreprises reculant d'autant. En rompant avec cette politique, il ne s'agit pas seulement d'augmenter les moyens financiers des communes, il s'agit aussi et surtout de redonner toute sa place à la maîtrise sociale de l'activité économique à l'échelle de la commune et de la coopération intercommunale. Nous proposons dans ce sens d'élargir l'assiette d'imposition de cet impôt économique avec une taxe aux taux modulables, en fonction de l'emploi et du développement solidaire et écologique du territoire communal et intercommunal.

#### UN PÔLE FINANCIER PUBLIC

Enfin, ne lâchons rien sur une mesure

urgente et décisive, la création d'un pôle financier public, doté d'une réelle capacité d'investissement, dégagé des critères de rentabilité immédiate avec des prêts à taux faibles et de longue durée pour les communes. Il s'agit de mettre en réseau des établissements financiers publics et semi-publics dans lesquels l'État intervient, afin d'atteindre une complémentarité de leurs rôles qui soit efficace, cohérente, dans l'intérêt général et sous un contrôle démocratique et citoyen. Ce pôle fonctionnerait de manière décentralisée. Son pilotage se ferait sur le plan national comme dans chaque région, avec une représentativité large des acteurs sociaux, économiques, politiques et associatifs qui définiraient les orientations nationales et les axes d'intervention locaux. Le pôle financier jouerait un rôle moteur pour attirer d'autres finan-

cements de la part des banques coopératives, mutualistes comme des banques privées.

Ce serait un effet de levier indispensable devant être conforté par une loi bancaire confiant une mission d'intérêt général aux banques en contrepartie de leur pouvoir de création monétaire, et les incitant à accompagner les financements du pôle public.

La bataille pour les moyens financiers à la disposition des communes est avant toutes choses une question de démocratie : il s'agit de permettre à l'intervention citoyenne de répondre à l'intérêt général, aux besoins humains et écologiques... ■

\***Dominique Adenot** est maire (PCF) de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne). Il est président de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR).

## LES TRANSFORMATIONS SOCIOLOGIQUES DES ÉLUS MUNICIPAUX COMMUNISTES DE LA BANLIEUE PARISIENNE

**Les évolutions de la composition sociale des édiles municipaux communistes témoignent de plusieurs ruptures liées aux transformations sociologiques et aux orientations stratégiques du Parti, mais aussi aux évolutions démographiques des communes, aux rapports de forces partisans et aux évolutions du mode de scrutin.**

PAR SAMIR HADJ BELGACEM\*

La sociologie des élus municipaux n'a que rarement fait l'objet d'enquêtes nationales. Ce sont le plus souvent des études réalisées à l'échelle d'une ville ou d'un département qui s'avèrent être les principales sources pour recomposer une image des propriétés sociales et des situations socioprofessionnelles des élus municipaux. Je tenterais donc de dégager quelques tendances sur les bases de données parcellaires et localisées, concernant les municipalités communistes de la proche banlieue parisienne.

#### DE LA PROMOTION DES OUVRIERS QUALIFIÉS...

L'entre-deux-guerres est le moment où les premiers élus communistes font leur entrée dans les exécutifs municipaux. Entre 1919 et 1940, les élus communistes représentent 21 % des personnes ayant exercé un mandat municipal. Parmi les conseillers municipaux communistes,

plus de 60 % sont des migrants en provenance des régions françaises, près de 25 % sont nés à Paris et seulement 3,3 % sont des natifs de leur commune. Les élections de 1935 vont marquer un tournant en amenant à la tête de plusieurs municipalités des maires communistes (26 pour la Seine-banlieue et 29 en Seine-et-Oise). Les élus communistes de cette période sont principalement des ouvriers qualifiés, se recrutant dans les grands secteurs industriels des bassins d'emploi de la région parisienne (la métallurgie, l'automobile, la sidérurgie, les sociétés de chemins de fer, d'électricité et de gaz). L'artisanat, le commerce fournissent également quelques élus dans ces premiers moments du communisme municipal « où le conseil municipal vibrait au même rythme que les entreprises de la ville ». Des femmes sont également candidates et élues durant cette période alors qu'elles ne deviendront éligibles qu'à partir de 1944. Cette volonté du PCF de promouvoir le vote et la repré-

sentation des femmes souvent couturières ou ménagères constitue un fait notable. Les syndicalistes et organisations de masse alimentent aussi les listes et les conseils municipaux à l'image des clubs sportifs municipaux, des mouvements en direction de l'enfance (Vaillants et Vaillantes), des femmes (Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme ou l'Union des jeunes filles de France).

#### ...AUX EMPLOYÉS ET CADRES DU SECTEUR PUBLIC

Au sortir de la seconde guerre mondiale, le PCF va connaître un succès militant sans précédent, auréolé par son rôle dans la Résistance. Les maires communistes vont être placés à la tête de 50 municipalités de la Seine-banlieue, sur les 80, aux élections provisoires de 1945. Parmi les conseillers municipaux de 1945 à 1965, une part belle est faite aux anciens résistants et combattants, prisonniers à côté des élus d'avant-guerre qui sont reconduits. Leurs caractéristiques sociales et biographiques font que les postes d'élus municipaux vont à des « militants maintenus à l'écart des logiques de promotion de l'appareil ». Ces derniers toujours majoritairement ouvriers appartiennent souvent aux réseaux associatifs (harmonie municipale, clubs de sports, amicale, etc.) qui

composent le milieu partisan local. Le cumul des mandats tend à se généraliser au cours de la période. Un premier renouvellement sociologique des exécutifs municipaux s'opère dès 1965 et va s'accroître au cours des décennies suivantes. Il est marqué par le recul progressif des ouvriers qualifiés au profit des employés, des professions intermédiaires (de la santé) et intellectuelles (enseignants) mais aussi de l'encadrement ouvrier (maîtrise, technicien, ingénieur) et cadres administratifs du public. La désindustrialisation a affecté l'emploi ouvrier traditionnel mais également le réseau syndical. À la fin des années 1980, « la principale composante de l'union locale CGT n'est plus le syndicat de la métallurgie mais celui des employés communaux ».

## DES TRANSFORMATIONS SOCIOLOGIQUES

Les années 1980 mettent à jour un recul électoral important sur le plan national. L'Union de la gauche, qui avait permis au PCF de compter jusqu'à 52 maires en banlieue parisienne en 1977, commence à jouer au profit de l'allié socialiste. Par ailleurs, l'introduction, en 1983, d'une dose de proportionnelle au scrutin majoritaire de liste permet de faire exister une opposition, qui avait eu jusque-là peu voix au chapitre. La modification des équilibres partisans

se confirme avec la montée de l'absentéisme chez les classes populaires, et à droite, la percée du Front National. Cette perte de la « centralité ouvrière » au profit des classes moyennes peut se comprendre par les réorientations stratégiques du Parti en lien avec ses transformations sociologiques depuis la fin des années 1960 mais aussi par la recomposition des classes populaires à l'échelle locale.

La population des municipalités communistes s'est modifiée à partir de la fin des années 1970 avec l'arrivée de familles étrangères et françaises plus pauvres, logées dans les grands ensembles et le départ des franges de populations les mieux établies. Le PCF s'est progressivement coupé du bas de la hiérarchie ouvrière composée par les travailleurs immigrés et leurs familles qu'il n'a pas su considérer comme une possible base électorale. Alors qu'il avait réussi, pendant l'entre-deux-guerres, à s'appuyer sur les migrants en provenance des régions françaises et des pays européens (Espagne, Italie, Pologne), il semble avoir échoué avec les ouvriers émigrés des anciennes colonies africaines. Les nouvelles catégories populaires, aux conditions de vie dégradées, subissant plus fortement le chômage et les discriminations ne sont que mar-

ginalement représentées par le PCF, d'autant qu'elles sont faiblement mobilisées sur le plan électoral.

Les nouvelles générations de militants qui accèdent aux responsabilités municipales n'appartiennent plus aux classes populaires mais aux couches moyennes salariées. L'expérience ouvrière et syndicale n'est plus l'apanage des nouveaux élus et cadres locaux qui s'engagent plus précocement dans des carrières de permanents et tendent à constituer une « génération ouvriériste » sans avoir été « ouvriers ». Les élus municipaux communistes vieillissent avec un âge moyen qui s'élève et l'apparition plus fréquente de « retraités ». La durée des mandats s'est allongée également. Les maires et les adjoints enchaînent souvent plusieurs mandats alors que la rotation est plus forte pour les seuls conseillers municipaux. Au cours des années 1990-2000, les listes dirigées par le PCF ne passent plus directement au premier tour et des villes emblématiques sont perdues. Les logiques partisans qui président à la sélection du personnel municipal rendent les critères de représentation sociale plus délicats à respecter. La promotion de militants de milieux populaires apparaît s'être durablement grippée. ■

\*Samir Hadj Belgacem est sociologue. Il est attaché d'enseignement et de recherche à l'École normale supérieure.



# LE LOGEMENT POUR RÉSISTER À LA CRISE

**Saint-Pierre-des-Corps, ville cheminote de 15 000 habitants, située dans la banlieue de Tours, en Indre-et-Loire, dans son combat pour une vie plus digne a misé en particulier sur une politique de logement, maintenant les populations en centre ville et mettant en œuvre la transition énergétique.**

PAR MARIE-FRANCE BEAUFILS\*

En 1920, Robespierre Hénault, le maire avec ses 22 conseillers, décide de suivre la majorité du congrès de Tours créant le Parti communiste français. Il décide de présenter deux femmes, élues aux municipales de 1925, élection annulée par le préfet. En 1941, il est arrêté par la police de Vichy avec des Tsiganes et d'autres communistes et fut enfermé au camp de la Morellerie en Indre-et-Loire. Jean Bonnin, élu en 1947, œuvra pour que les habitants soient relogés en urgence, après le bombardement des deux tiers de la ville, élaborera le premier plan d'urbanisme et créa le centre médico-social Pierre-Rouquès. Jacques Vigier, militant pour la paix fit plusieurs mois de prison pour avoir organisé la lutte contre la guerre d'Algérie. Élu maire en 1971, il continua l'action pour le logement social avec la construction du quartier de La Rabaterie et développa encore plus les zones d'activités économiques. Les orientations de ces maires communistes ont toujours porté cette même empreinte. Celle de protéger les populations des politiques successives de régression sociale menées par les différents gouvernements.

Depuis 1983, en tant que maire de cette ville, avec les élus de la majorité de gauche, nous avons été tenus de répondre à une situation qui, après les années soixante-dix, s'est dégradée socialement de façon importante. Nous avons misé sur le développement économique qui peut s'appuyer sur des infrastructures industrielles et commerciales importantes : maintenance et fabrication de matériel ferroviaire, gare TGV, sites pétroliers et gaziers, grandes surfaces et multiples PME. La moitié de la superficie de la ville est consacrée à l'activité économique et offre plus de 11 000 emplois. De nouvelles entreprises ont été créées autour de l'activité ferroviaire. Des grandes sociétés de services, d'assurances, d'informatique y ont installé leur activité. Le logement reste une préoccupation majeure, pour permettre aux salariés de vivre à proximité de leurs lieux de travail.

## UNE ACTION EXEMPLAIRE SUR LE LOGEMENT

Nous avons œuvré pour que Val-de-Loire habitat lance un grand chantier de rénovation de 14 M€ sur cinq tours et 433 appartements du quartier de l'Aubrière, pour atteindre le label bâtiment basse consommation (BBC) et optimiser l'attrait de ces logements. Les travaux commenceront en octobre 2013. La division par trois des charges de chauffage compensera la légère augmentation du loyer. Pour cela nous avons aidé à l'obtention des subventions de l'Agence nationale pour le renouvellement urbain (ANRU), du Fonds européens de développement régional (FEDER), de l'agglomération Tour(s)plus, du conseil régional Centre, de la Caisse des dépôts et consignations ce qui laissera un solde pour l'organisme HLM de 1 127 000 euros sur un coût total de 14 millions.

“ *La baisse de la dépense publique ne peut que ralentir cette nécessaire transition énergétique.* ”

Ce projet a obtenu le premier prix national d'EDF dans le cadre du concours d'architecture « Bas Carbone » en 2010. Les tours qui datent des années soixante-dix, époque où les questions d'économie d'énergie n'étaient pas à l'ordre du jour, seront isolées thermiquement par l'extérieur, avec de nouvelles menuiseries au vitrage adapté et une ventilation mécanique moderne. Des extensions extérieures sont également prévues par des loggias d'une douzaine de mètres carrés aux baies vitrées coulissantes qui apporteront un confort supplémentaire, et offriront ainsi un véritable jardin d'hiver. L'action portera également sur l'environnement proche. À la place des vastes parcs de stationnement qui seront légèrement déplacés, mais maintenus en nombre, des espaces de circulation pour les piétons et une aire de jeux pour les enfants seront aménagés. Au lieu de repousser les populations les plus modestes à 30 ou 40 kilomètres de l'ag-

glomération, nous avons opté pour qu'elles puissent vivre au cœur de la ville avec l'ensemble des services publics accessibles. C'est une façon de réduire aussi le coût des déplacements pour tous les membres de la famille.

## LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : UNE RÉALITÉ

Avec la majorité municipale nous avons préféré la mise en œuvre concrète de la transition énergétique plutôt que de grands discours ou de grandes opérations médiatiques qui la plupart du temps sont inefficaces. C'est ainsi que nous avons équipé une école maternelle d'une chaudière biomasse, que nous avons utilisé la géothermie pour le chauffage et la réfrigération de salles de réunion (La Médaille), que nous utilisons les « eaux grises » à Pôle Emploi, que nous installons un puits canadien à la halte-garderie et que notre chaudière centrale fonctionne avec la cogénération pour le chauffage des grands ensembles.

Cette volonté municipale se heurte bien souvent aux freins financiers. La réduction des moyens aux collectivités locales, 4,5 milliards à l'horizon 2015, ne peut qu'entamer les projets d'investissement des communes. La baisse de la dépense publique ne peut que ralentir cette nécessaire transition énergétique. L'énergie ne peut être une marchandise comme les autres et doit être à 100 % publique. L'intérêt général doit conduire nos politiques et le droit à l'énergie doit être exclu de toutes ces logiques financières non remises en cause aujourd'hui. ■

\*Marie-France Beaufiles est sénatrice-maire (PCF) de Saint Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire).

Réagissez à ce dossier  
contactez-nous !  
[revue@pcf.fr](mailto:revue@pcf.fr)

## LE COMBAT CONTRE LES EXPULSIONS LOCATIVES, UN EXEMPLE À VENISSIEUX

Depuis 1990, la ville de Vénissieux prend chaque année des arrêtés interdisant sur sa commune les expulsions locatives, les coupures d'eau et d'énergie et les saisies mobilières. Devant le tribunal administratif, la maire assure elle-même une partie de la défense en développant des axes différents chaque année en fonction de l'actualité et de la situation des habitants. Cet acte n'a rien d'une formalité : c'est un acte de résistance, une bataille pour la dignité humaine. Aujourd'hui, 8,6 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté et, parmi eux, 50 % disposent de moins de 780 euros par mois. De plus en plus de personnes sont privées des droits les plus fondamentaux et vitaux : se loger, se nourrir, se chauffer et se soigner. Alors que la France traverse une crise du logement qui touche un Français sur six, on continue d'expulser des familles en grande précarité.

Vénissieux, ville populaire qui compte plus de 50 % de logements sociaux, est particulièrement touchée. Selon une étude de 2012, 32 % de la population vivait en 2009, au-dessous du seuil de pauvreté. L'an dernier, 12 000 personnes ont sollicité les services sociaux de la ville, toutes demandes confondues, soit 20 % de plus par rapport à l'année précédente. Nous sommes, comme de nombreuses villes, confrontés à la paupérisation de la société. Nous côtoyons au quotidien la détresse humaine, celle qui conduit des Vénissiens dans un véritable cercle vicieux de la précarité, un désespoir qui peut mener à l'irréparable. Le 25 avril 2013, alors que le tribunal venait de casser ses arrêtés, une Vénissienne septuagénaire, lors de son

expulsion s'est pendue dans son appartement. Une situation insupportable qui ne cesse d'interpeller les pouvoirs publics, de dénoncer des pratiques indignes et inhumaines qui ne règlent rien, et qui ne font que rajouter de la misère à la misère.

Prendre des arrêtés contre les expulsions locatives, c'est donc un acte responsable des maires qui n'acceptent pas que leurs administrés, sous pression, puissent mettre leur vie ou celle de leurs voisins en danger. La pauvreté, l'exclusion ne sont pas une fatalité. L'État doit répondre à l'urgence sociale. Il doit assurer toutes ses missions régaliennes, la sûreté de l'emploi, du logement, l'accès aux soins, et à l'éducation ; des droits inscrits dans notre Constitution. Alors que nous traversons une grave crise du logement, l'État ne cesse de se désengager du logement social : baisse de l'aide à la pierre et des APL, racket sur le 1 % logement réduit aujourd'hui à 0,45 %. La loi SRU modifiée a fait passer l'obligation de construction de logements sociaux de 20 à 25 %, sans toutefois prévoir de sanctions pour le tiers des maires qui ne respectent pas leurs obligations. Aujourd'hui, la loi de Droit au logement opposable (DALO) n'est toujours pas appliquée : 20 000 ménages reconnus prioritaires n'ont toujours pas reçu de propositions de logement. Pire, certains ont même été expulsés !

Seule la création d'un véritable pôle public du logement permettra de répondre à cet enjeu de société, de garantir à chacun le droit à un toit. ■

16

## LE LOGEMENT AUTREMENT

**60 ans de persévérance et d'acharnement dans la gestion d'une société HLM ont permis que les valeurs de justice, de solidarité ne restent pas lettre morte et que l'État joue son rôle de garant de la solidarité nationale.**

PAR MAURICE OUZOULIAS\*

La crise du logement que nous vivons depuis plusieurs années malgré les différents gouvernements qui se sont succédé doit nous interpeller sur le rôle des communistes et ce que nous pouvons proposer d'innovant dans le domaine du logement et en particulier du logement social ou plutôt public. Le logement ne peut être une marchandise soumise aux règles de la concurrence dite libre et non faussée dont on mesure les conséquences désastreuses en Europe. Aux États-Unis par exemple, c'est l'application de ce principe au secteur du logement qui, avec la crise des *sub-primes*, a mis 6 millions de gens sur le

pavé. La réponse à des besoins humains et universels comme le logement, la santé, l'éducation passe obligatoirement par l'intervention de l'État qui doit être le garant de la solidarité nationale. Chacun peut comprendre, à moins d'être sourd et aveugle aux besoins humains et au développement harmonieux d'une société moderne et solidaire, que se loger est le point de départ dans une vie, de l'épanouissement des êtres humains. Quand il existe, dans un pays dit riche et moderne, 3,6 millions de personnes qui ne sont pas ou très mal logés, plus de 5 millions en situation de fragilité à court ou moyen terme dans leur logement, 1,2 million de ménages en attente d'un logement social, 3,8 millions de ménages en

situation de précarité énergétique, nous ne pouvons que lancer un cri d'alarme, de colère, de révolte face aux inégalités qui s'accroissent d'année en année.

### GESTION DU QUOTIDIEN ET ACTION POUR LE CHANGEMENT

Sur le court terme, que ce soit comme citoyen ou acteur/décideur, notamment au sein des conseils d'administration d'organismes HLM, les élus communistes sont les seuls à lier gestion du quotidien et action pour le changement. En mobilisant les demandeurs de logements, les mal logés, les sans droits, tous ceux qui peinent à boucler leur fin de mois, pour vivre dignement, nous contribuons à faire évoluer les consciences, à réfléchir sur la société que nous voulons, à prendre en main son destin. En accompagnant les organisations de locataires, les associations de défense des consommateurs, en les faisant participer à tous les niveaux de décisions, en prenant en compte leurs revendications, les élus communistes jouent pleinement leur rôle, ce qui est loin d'être le cas des autres

formations politiques. En étant à l'écoute des locataires dans les quartiers populaires, en accompagnant les familles en difficulté, en privilégiant le dialogue pour maintenir les familles dans leur logement, nous préférons les solutions humaines au diktat de l'argent roi. En agissant sur le local et le national par des propositions de loi de nos parlementaires pour un véritable service public du logement, nous démontrons notre cohérence sans démagogie et sans crainte de bousculer les idées reçues.

“ *Une autre voie est possible à condition de prendre l'argent là où il est, et particulièrement en inversant les priorités à savoir que le logement public soit plus aidé que le logement privé, que l'on mette fin aux aides aux investisseurs privés.* ”

Dans la gestion des organismes HLM nous pouvons apparaître parfois en contradiction avec nos idéaux, notamment lorsqu'il s'agit d'augmenter les loyers qui sont déjà trop élevés. Comme dans les collectivités locales, nous gérons notamment du patrimoine locatif social dans un cadre législatif et réglementaire que nous combattons et c'est bien ce qui fait toute la différence. Mais en agissant parallèlement pour obtenir des aides de l'État, de meilleures conditions d'emprunts, une plus grande solvabilisation des aides personnelles au logement, nous faisons la démonstration qu'une autre voie est possible à

condition de prendre l'argent là où il est, et particulièrement en inversant les priorités à savoir que le logement public soit plus aidé que le logement privé, que l'on mette fin aux aides aux investisseurs privés. Dans la société d'HLM dont j'assume la présidence et qui gère 9 400 logements en région parisienne et dont nous fêtons cette année les 60 années d'existence nous sommes fiers de nos réalisations, des choix politiques que nous avons toujours défendus. Pendant 60 ans, nous avons été au service du logement social de qualité et abordable. 60 ans de lutte pour que le droit au logement soit respecté. 60 ans de persévérance, je dirais même d'acharnement pour que les valeurs de justice, de solidarité ne restent pas lettre morte et que l'État joue son rôle de garant de la solidarité nationale. Ce qui n'est malheureusement pas le cas pour d'autres organismes qui se sont couchés devant la loi du marché en mettant en avant la rentabilité financière au détriment du bien social.

“ *Quand il existe, dans un pays dit riche et moderne, 3,6 millions de personnes qui ne sont pas ou très mal logés nous ne pouvons que lancer un cri d'alarme.* ”

En 1977, nous avons manifesté contre la réforme de M. Barre dont l'objectif était de supprimer progressivement l'aide à la pierre au profit de l'aide à la personne pour favoriser l'augmentation des loyers. Plus près de nous, en 2003, nous avons exprimé notre désaccord sur la réforme de M. Borloo qui modifiait le gouverne-

ment des sociétés HLM pour donner la possibilité au 1 % logement dirigé par le MEDEF, de prendre le pouvoir au sein des SAHLM. Enfin, très récemment, en 2009, nous avons manifesté contre la loi Boutin qui avait comme objectif de faire du logement social uniquement le logement des plus pauvres, en chassant les familles qui contribuaient à l'équilibre social des quartiers HLM, mettant ainsi en cause la mixité dans le parc HLM avec toutes les dérives que cela peut entraîner. Aujourd'hui, la lutte n'est pas terminée. Les aides au logement restent insuffisantes. Les demandeurs de logement social n'ont jamais été aussi nombreux. La crise du logement nécessite des mesures à la hauteur des enjeux. Si nous nous félicitons d'avoir obtenu pour 2014, la TVA à 5 %, nous regrettons la poursuite des aides au logement spéculatif comme le « DUFLOT » qui va coûter plus d'1,5 milliard à l'État sans véritable contrepartie sociale. Dans la continuité de notre engagement pour l'humain d'abord, nous avons défini dans notre projet d'entreprise 2013-2018, quatre axes stratégiques fondés sur la défense du logement social, la production d'un habitat de qualité et diversifié, le développement de la qualité du service rendu aux habitants, la valorisation des ressources humaines. Nous avons la conviction que les organismes HLM peuvent, quel que soit leur statut, public ou privé, contribuer à la mission sociale que les pouvoirs publics peuvent et doivent leur confier à condition que ces missions soient définies dans l'intérêt des familles, de la Nation. ■

\*Maurice Ouzoulias est conseiller général (PCF) du Val de Marne et président de la société HLM IDF Habitat.



## LE SPORT DANS L'ACTION MUNICIPALE

« Promouvoir le sport pour tous et accompagner chacun vers le haut niveau », telle est l'action de la ville de Bagneux dans le domaine sportif.

Concrètement, cela passe à la fois par le soutien aux associations sportives et à leurs nombreuses sections - plus d'un habitant sur dix est licencié d'un club - qui permettent au plus grand nombre de découvrir et pratiquer une véritable diversité de disciplines, des plus traditionnelles aux plus innovantes, comme par exemple celles liées aux arts du cirque.

Dans cette démarche d'approche pluridisciplinaire, les habitants et leurs associations peuvent compter sur la qualité des équipements mis à leur disposition par la ville. Cette année encore, une toute nouvelle halle multi-sports a été inaugurée en mars et la piscine est en cours de rénovation-extension. Dans une ville de moins de 40 000 habitants, ces deux équipements complètent une offre déjà riche de six gymnases, cinq stades, une plaine des jeux, un dojo, un complexe tennis-tique, un parc pour rollers sans oublier plusieurs parcs de loisirs et terrains de pétanque implantés au cœur des quartiers.

Pour chacun de ces équipements, une réflexion a été menée en lien avec les pratiquants... et leurs pratiques ! Certains horaires ont ainsi été étirés - plus tôt le matin, plus tard le soir - pour permettre à tous de profiter des espaces disponibles : actifs, scolaires, enfants des centres de loisirs, retraités, personnes handicapées... À chacun sa vie et sa pratique !

Cette volonté de mixité sociale et générationnelle croise une autre réflexion sur la mixité d'usages. La nouvelle piscine qui ouvrira ses portes à l'automne illustrera de belle manière cette nouvelle logique sportive en proposant non plus un simple arrangement de lignes d'eau, mais différents espaces de vie et de pratique : wifi, point de rencontre, *zumba*, aquagym, etc.

Plus largement, l'ensemble de la commune est considéré comme un laboratoire où toutes les expérimentations sont permises et où l'on est invité à innover. Les encadrants sont même officiellement invités à « prendre des risques », mesurés, bien sûr. Et l'école municipale des sports leur propose aussi bien des initiations aux sports traditionnels qu'aux nouvelles disciplines.

Cette politique volontaire d'ouverture au plus grand nombre de pratiques et de pratiquants a aussi permis de repérer et d'accompagner plusieurs jeunes sportifs balnéolais vers un haut niveau de compétition. Sans en citer une ou un seul nominativement, le constat s'impose par exemple dans les domaines du rugby, du football ou de la boxe mais aussi dans ceux du rugby à sept ou du *futsal*. ■

**Marie-Hélène Amiable** est maire (PCF) de Bagneux (Hauts-de-Seine).

18

## POUR UNE RÉAPPROPRIATION SOCIALE DE L'EAU

**Le mouvement d'une remunicipalisation de la gestion de l'eau, sous forme de régie, de syndicat de production ou de société publique locale pourra-t-il s'accroître ?**

PAR HERVÉ BRAMY ET ARNAUD LOZZI\*

Le terme de nombreuses délégations de service public (DSP) dans le domaine de l'eau pour les toutes prochaines années, place l'enjeu de sa gestion publique et citoyenne parmi les thèmes en débat pour l'élaboration des programmes municipaux. L'eau est une ressource vitale. Sans eau pas de vie ! Or, l'eau douce est une rareté sur notre planète. Elle ne représente que 3 % des réserves d'eau mondiales. Un dixième est accessible à l'humanité pour satisfaire ses besoins hydriques : domestique, agricole et productif. Il convient donc de préser-

ver sa potabilité et son accessibilité en quantité, à un prix accessible, pour tous et partout. Rendre effectif le droit à l'eau, reconnu en 2010, par l'assemblée générale de l'ONU est un combat des communistes.

### FAIRE VIVRE LE DROIT À L'EAU

Le droit à l'eau se heurte à des difficultés réelles d'application à travers le monde. Les conflits régionaux autour de l'appropriation de l'eau en Asie et au Moyen-Orient, les problèmes d'accès à une eau potable de qualité et l'absence de systèmes d'assainissement dans les pays en développement provoquent de graves maladies et des millions de morts chaque année. Toutefois, le poids grandissant des actions de coopération de services publics permises par la loi Oudin (loi du 9 février 2005, relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement), permettant aux communes de consacrer 1 % de leur budget eau à la coo-

pération décentralisée, peut contribuer à bousculer progressivement l'ordre des choses. En Europe, il nous reste à faire inscrire durablement ce droit dans la législation de l'Union européenne.

### CHANGER LE SYSTÈME DE FINANCEMENT

Si la quasi-intégralité des foyers dans notre pays a accès à l'eau du robinet, la préservation de sa qualité face aux pollutions agricoles, industrielles et urbaines nécessite des investissements et des moyens techniques importants. Ils représentent un coût élevé de traitement, que seul le consommateur supporte, en vertu du principe actuel selon lequel l'eau paye l'eau. Ainsi, un constat s'impose : le prix de l'eau varie du simple au triple selon les territoires. La facture de l'eau peut peser lourdement sur le budget d'une famille modeste ; or elle ne devrait pas dépasser 3 %, selon les recommandations de l'OCDE. Nous devons donc agir par exemple pour que la solidarité nationale prenne en charge les coûts engendrés par les enjeux environnementaux.

Depuis la Révolution, l'eau est une compétence communale et elle doit le rester.

Toutefois, les communes ont, dans leur immense majorité, délégué la réalisation de ce service public à trois grands groupes : Véolia, GDF-Suez, la SAUR (Société d'aménagement urbain et rural). Ces derniers maîtrisent les savoirs et les techniques de l'eau, et gèrent l'accès à l'eau de 71 % des usagers. Cette position dominante leur permet d'imposer des tarifs élevés, qui sont à la source des profits qu'ils ont engrangés. La multiplication des normes environnementales européennes a certes pour but de reconquérir la qualité écologique du milieu mais elle est aussi le fruit des pressions des indus-

“ *La facture de l'eau peut peser lourdement sur le budget d'une famille modeste ; or elle ne devrait pas dépasser 3 %, selon les recommandations de l'OCDE* ”

triels de l'eau leur permettant la conquête de nouveaux marchés, de débouchés pour la recherche privée, ainsi que la maîtrise de technologies complexes. Enfin les politiques d'austérité freinent l'investissement des collectivités.

#### L'EAU EST UN BIEN COMMUN DE L'HUMANITÉ

Malgré ces freins, il est possible de retourner en gestion publique à condition de préparer bien en amont ce processus. La connaissance du service, le contrôle du délégataire, le dialogue social avec les salariés concernés, la participation des usagers sont les clés d'un retour en gestion publique réussi. Aujourd'hui, trois outils sont à la disposition des collectivités territoriales : la régie, le syndicat de production et/ou de distribution, la société publique locale (SPL). Ces trois formes de retour en gestion publique ont des avantages et inconvénients qui doivent être regardés en fonction de chaque situation locale. Nous soutenons le retour au public de l'eau dès lors que les conditions humaines, financières et techniques sont réunies afin de permettre un service de qualité à un coût réduit par rapport à la délégation de service public. Afin de se pré-

munir d'une nouvelle forme de dépendance vis-à-vis des grands groupes pour les opérations d'entretien des réseaux ou des équipements qui resteront nécessaires, la création d'une filière de formation aux métiers de l'eau en service public est déterminante.

#### UN SERVICE PUBLIC NATIONAL « DÉCENTRALISÉ » DE L'EAU

Le parti communiste milite pour un service public national « décentralisé » permettant de maintenir, à l'échelle locale, la compétence eau.

Il aurait en charge :

1. de sortir de la marchandisation de l'eau par une implication financière de l'État et des grands groupes à l'échelle du pays. Cette solidarité financière permettrait d'examiner la question légitime du financement des premiers m<sup>3</sup> gratuits. La mise en œuvre, par une péréquation d'un tarif unique « modulé » de l'eau sur tout le territoire national.

2. Une démocratisation des débats sur la gestion de l'eau qui associeraient, élus, citoyens et consommateurs sur tout le processus, du prélèvement au rejet dans la nature. La lutte contre les gâchis de l'eau.

3. La constitution d'une filière de formation initiale et professionnelle en secteur public sur l'eau pour créer un corps de fonctionnaires pour l'État et les collectivités.

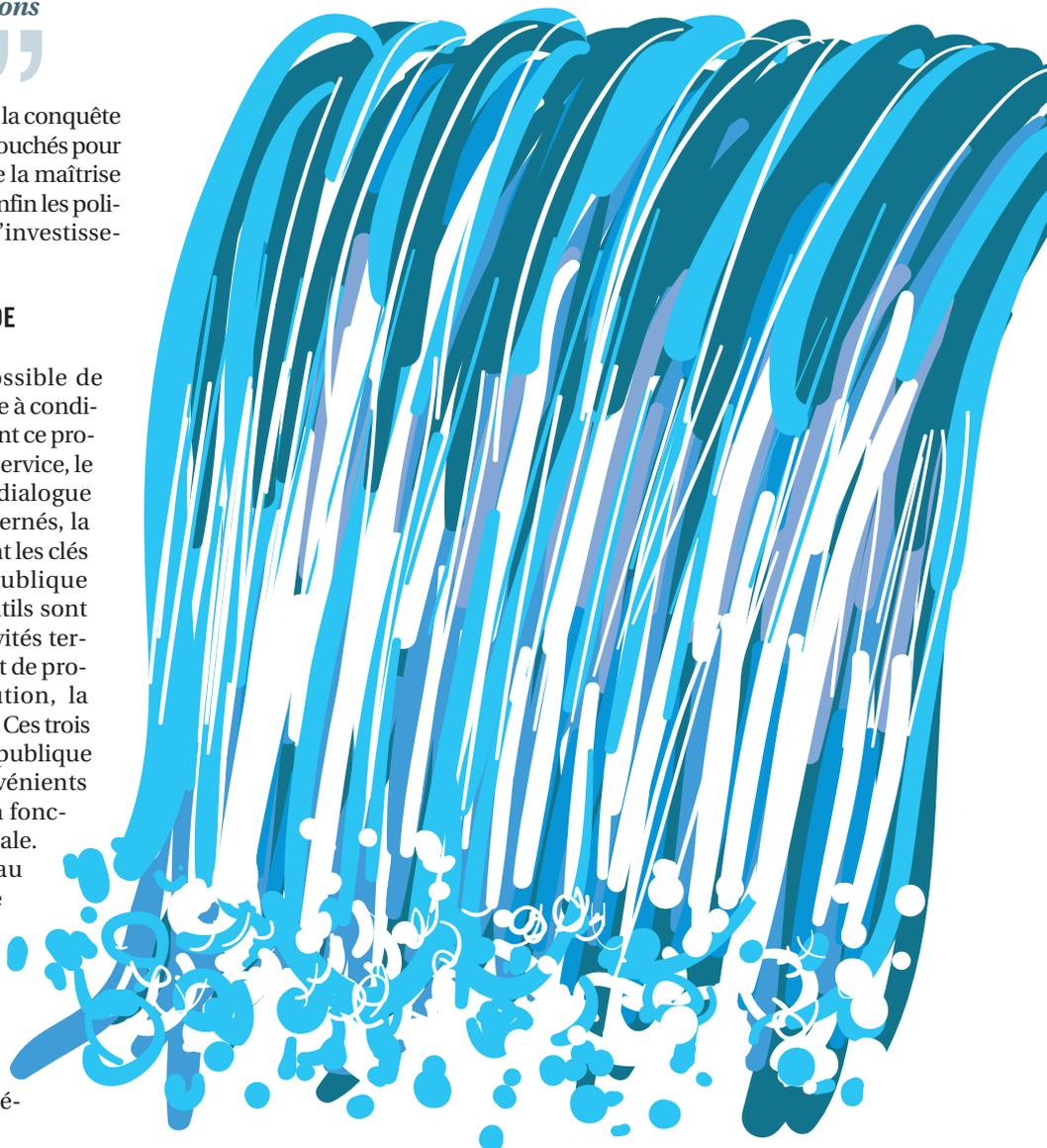
4. Un développement de la recherche publique sur l'eau, qui permettrait de s'assurer de la maîtrise publique des brevets.

5. La mise en œuvre effective du droit à l'eau pour tous.

Dans ce contexte l'appropriation sociale des grands groupes de l'eau sera posée. ■

\***Hervé Bramy** est responsable du secteur Écologie du Conseil national du PCF

**Arnaud Lozzi** est membre de la commission Écologie du PCF.



## L'EAU, UN BIEN COMMUN

Tarnos, cinquième ville des Landes avec 12 000 habitants est animée par un maire communiste depuis 1920. La municipalité tente, selon la belle formule de Jacques Derrida, d'être à la fois « fidèle » et « infidèle » à ce lourd héritage du communisme municipal. Le défi consiste bien à démontrer, au quotidien, la singularité et l'effet de l'action des élus communistes. Cela se traduit par une certaine « fidélité » à l'esprit du passé et une « infidélité » par l'exploration de nouvelles voies (participation des habitants-usagers, développement de l'économie sociale et solidaire...). Le sujet de l'eau a révélé parfois, chez les élus communistes eux-mêmes, quelques « distorsions » entre le discours théorique et la pratique.

Puisqu'il m'est suggéré de témoigner, au regard de mon expérience, je ne peux échapper à l'énonciation de quelques grands principes. Oui, l'eau est un bien commun de l'humanité, qui ne doit pas être considérée comme une « marchandise ». Oui, tout être humain doit y avoir accès, en quantité et en qualité suffisante, sur l'ensemble de la planète. Oui, l'argent généré par l'eau doit rester à l'eau. Oui, j'ai la conviction que la gestion publique est le mode le plus performant et le plus approprié, qui doit aussi associer les usagers.

Siégeant au sein de trois syndicats intercommunaux dont chacun traite d'une des étapes du cycle de l'eau, et dont le statut de chacun diffère, voilà les enseignements que je retire.

### LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

Pour la production d'eau potable (Syndicat mixte de l'usine de la Nive Bayonne-Anglet-Biarritz), c'est un contrat de délégation de service public auprès de la Lyonnaise des Eaux, qui prévaut. Lors de la reconduction de ce contrat, j'ai souvent été le seul élu à défendre le passage en régie. De nombreux prétextes m'ont été opposés : le délégataire bénéficie d'une grande expertise ; passer en gestion directe conduit à assumer de lourdes responsabilités ; on peut exercer sur le délégataire un contrôle efficace... La bataille doit continuer car souvenons-nous que quelques centimes au mètre cube sont de profit très large quand on multiplie par le nombre d'usagers.

### LA DISTRIBUTION

Pour la distribution, je suis président d'un syndicat intercommunal d'adduction, qui alimente plus de 13 500 abonnés sur quatre communes. Ce syndicat s'occupe du réseau de canalisations enterré et de réservoirs, pratiquement jusqu'au robinet. À quelques années de la fin du contrat de délégation passé auprès de la Lyonnaise des Eaux, j'ai proposé de « professionnaliser » ce syndicat, en procédant au recrutement d'une ingénieure territoriale afin d'avoir une expertise technique et financière. Après une étude comparative sur les différents modes de gestion, nous avons décidé le passage en régie. Alors que le délégataire nous a imposé des négociations, notamment pour le rachat de tous les compteurs individuels, un compromis a pu être trouvé, et c'est ainsi que le 1<sup>er</sup> janvier 2011, le syndicat a géré directement ses affaires. Pour cela, il s'est doté de nouveaux moyens humains et matériels, et a décidé immédiatement une baisse de 17 % du prix au mètre cube.

C'était un beau défi, qui est en passe d'être couronné de succès puisque les élus syndicaux ont décidé en 2013 d'une nouvelle baisse de prix de 6 %, et la mise en place d'un tarif social pour les usagers bénéficiaires de la CMU complémentaire.

Cette baisse globale du prix ne peut être dissociée de la qualité du service car il faut maintenir des marges pour investir dans le renouvellement des réseaux.

Parmi les actions initiées par ce syndicat, il faut également signaler la volonté d'associer les associations d'usagers aux décisions et à l'organisation de manifestations régulières visant à sensibiliser les usagers aux problématiques de l'eau, et notamment les enfants et leurs enseignants qui sont toujours disponibles pour ces opérations.

### L'ASSAINISSEMENT

Pour l'assainissement, la ville de Tarnos a été l'une des premières des Landes à transférer cette compétence auprès du Syndicat des communes des Landes (SYDEC) en 2000. Une étude a été initiée par le conseil général vers 1995 mettant en évidence un prix plus élevé pour les usagers d'une délégation. C'est pourquoi le département a pris la décision, soutenue par les conseillers généraux communistes, de doter le syndicat d'électrification de la compétence « Eau et Assainissement ». Les grands « fermiers » du privé ne sont pas restés inactifs puisqu'ils ont intenté de nombreuses procédures contentieuses. Le choix de Tarnos a été décisif car il a permis au SYDEC d'élargir, au fur et à mesure des années, son audience, au point de devenir l'outil public de gestion publique à l'échelle départementale.

Toutes les dimensions de l'eau, technique, économique, humaine sont passionnantes. Du local au global, les élus communistes doivent intervenir en faveur de la création d'un grand service public national. Cela passera sans doute par des étapes intermédiaires mais il s'agit d'un combat essentiel contre la logique du profit des grands groupes privés.

Des coopérations internationales sont également indispensables pour élargir l'accès de l'eau dans le monde. Un enjeu toujours majeur : « C'est en se jetant dans la mer que le fleuve est fidèle à la source ». (Jean Jaurès) ■

**Jean-Marc Lespade** est maire (PCF) de Tarnos (Landes).



## DES POLITIQUES TARIFAIRES AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Face à la montée de la précarité, à l'aggravation des inégalités, les enjeux sociaux seront sans nul doute au cœur des préoccupations des citoyens en mars 2014. Ce sont les politiques sociales qui sont de plus en plus interrogées. La commune devient souvent le dernier rempart face à la défaillance de la solidarité nationale, au sentiment d'abandon des politiques publiques et des institutions (CAF, CPAM, caisse de retraites, pôle emploi...). L'exigence de réponses publiques, de services publics, d'accès aux droits, d'équité, d'égalité est de plus en plus criante quand les conditions de vie se dégradent à ce point. La commune devient alors ce lieu d'attentes mais aussi d'inventions et d'innovations qui donne sens aux politiques de solidarité. C'est au contenu et à ce sens, que les élus communistes et républicains de Stains se sont attaqués dans cette ville populaire, riche de la diversité de sa population mais aussi marquée par une aggravation très nette des inégalités. Ces derniers mois ont été l'occasion de lancer un nouveau chantier et de revisiter entièrement la politique tarifaire conduite en direction des familles. Deux objectifs nous ont guidés : celui de mieux garantir l'équité d'accès et de supprimer les effets de seuils des politiques conduites par tranches de revenus qui pénalisent au bout du compte nombre de familles, celui de baisser très sensiblement le coût de la prestation payé par tous les usagers. Le deuxième en donnant de la cohérence et de la lisibilité à l'ensemble de la politique de prestations municipales pour tous les services de la ville, en mettant l'usager au cœur du service public et en simplifiant les modalités administratives. L'objectif était aussi d'affirmer l'ambition d'une politique sociale et de tarification comme garante de l'égalité au service de l'intérêt général et de la défense de droits et de l'épanouissement des enfants, des familles, des jeunes.

Plusieurs mois de réflexion et de choix politiques ont permis de mettre en place un nouveau système de tarification individuel fondé sur la prise en compte de la situation de res-

sources de chaque famille de Stains, du taux d'effort qu'il consent pour chaque prestation.

Ainsi 66 % des familles ont vu leur tarif de restauration scolaire réduire dès le 1<sup>er</sup> septembre dernier et la mise en place de forfait introduisant une gratuité pour un certain nombre de repas et de journées de centre de loisirs. Un accord avec la CAF est intervenu permettant également de récupérer à terme les bons CAF non utilisés par les familles précaires diminuant ainsi la facture des centres de loisirs pour ces familles. Un nouveau système de calcul simplifié permet aussi à 8 800 familles allocataires de la CAF sur la ville de voir leurs démarches allégées pour toutes les prestations. L'ensemble de ce dispositif refondé totalement s'étendra dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014 à toutes les prestations municipales permettant ainsi une cohérence et une lisibilité réelle à la fois de ce qui relève de l'usager dans une clarté des tarifs, et de la mise en valeur des choix et des orientations municipales en matière de politique sociale. Ce chantier s'est aussi construit avec les familles puisqu'il a fait l'objet d'une enquête qualitative, de rencontres, d'ateliers pour valider les choix nécessaires et pour correspondre aux attentes de la population. Nous avons ainsi renforcé la participation de la ville à l'accès au service public pour tous les habitants, gage d'égalité et de justice sociale face aux inégalités. C'est avant tout un choix politique qui, s'il a nécessité évidemment un effort financier en 2012, a permis de réinterroger nos politiques, nos pratiques, nos choix en matière de quotient familial. Mais n'est-ce pas ce qui est rendu nécessaire pour prendre en compte les évolutions sociales et sociétales de nos territoires et faire des communes, ces lieux de résistance, d'innovation, et d'égalité, de dignité, et de promotion du service public territorial ? ■

**Karina Kellner** est adjointe (PCF) au maire, chargée de la solidarité et de l'accès aux droits, à Stains (Seine-Saint-Denis).

21

## LE DROIT AUX VACANCES POUR TOUS ET TOUTES !

À La Courneuve, tout le monde ne part pas en vacances, loin s'en faut. Plus d'un tiers des Français ne prendront pas de vacances cet été. Salariés, chômeurs, retraités, tous disent que « partir en vacances est devenu un luxe ». La question du pouvoir d'achat est la question n° 1 à La Courneuve, puisque le revenu fiscal moyen par habitant, est de 14 069 euros, le plus bas d'Île-de-France. Plus de 70 ans après le Front populaire, les vacances ne sont toujours pas une réalité. Pourtant, plus que les congés payés, les vacances devraient être un droit ! Alors, la municipalité multiplie les initiatives pour faire vivre le droit aux vacances et aux loisirs. C'est la raison d'être du « Dimanche à la campagne » que nous organisons tous les ans. Canoë-kayak, accro-branche, théâtre, musique et bien d'autres activités de détente. 4 000 Courneuvien(ne)s participent à cette initiative. Les familles se précipitent vers les bus de la municipalité qui les conduisent à la campagne et beaucoup nous disent qu'ils n'auront pas d'autres occasions de l'été de s'éloigner du quotidien. C'est aussi pour cela que nous organisons « La Courneuve plage » cinq semaines en été : préparez la crème solaire, les

maillots de bain et rendez-vous en plein centre-ville ! En bas de chez soi, dépaysement, détente, rencontres, solidarité, finalement c'est ça aussi les vacances. La très forte affluence n'est jamais démentie. Depuis des années, les services municipaux, petite enfance, enfance, jeunesse, sport, éducation mais aussi seniors, et tout ce qui relève des politiques publiques de solidarité participent aussi à la mise en place de séjours dépayés. Des « colos » qui apprennent la vie en commun, mais aussi des séjours famille en partenariat avec des associations. Pour ainsi dire, tout jeune Courneuvien aura connu un moment de vacances dans sa jeunesse. Une généralisation telle que beaucoup oublient qu'en d'autres endroits, en d'autres lieux, ce n'est pas forcément le cas. Et d'ailleurs, malgré la réduction forte des moyens aux collectivités par l'État, à La Courneuve, nous avons décidé de maintenir nos efforts pour que les enfants puissent profiter pleinement du droit aux vacances pour tous, mais jusqu'à quand ? ■

**Corinne Cadays-Delhome** est adjointe (PCF) au maire de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) en charge des droits de l'enfant.

## RALENTIR POUR ACCÉLÉRER LA RÉVOLUTION

La *slow attitude* (mouvement lent) n'est pas un mouvement nouveau. Il se développe depuis la fin des années quatre-vingt sur plusieurs thématiques villes lentes, *slow food*, avec un point commun à chaque fois la recherche d'une meilleure qualité de vie.

PAR PATRICE LECLERC\*

Il ne s'agit pas d'une idée « naturelle » communiste, mais d'une idée à regarder de près tant elle peut nous interpeller sur nos pratiques politiques en direction des milieux populaires, en plus de la question de la qualité de la vie. Il existe un réseau international des villes du bien vivre réunissant des communes de plusieurs pays à partir d'un mouvement venu d'Italie. Cette attitude proche des mouvements de la décroissance économique n'est pas forcément ralliée par des villes progressistes. La ville de Grigny, animée par René Balme, maire Front de gauche côtoie la ville de Segonzac, première commune à avoir adhéré à la charte *citaslow* dirigée par une maire UDI.

### LA CHARTE *CITASLOW*

La liste des engagements de la charte peut laisser facilement penser qu'il s'agit là plus d'affichage politique, de communication que d'une réelle transformation de la vie : multiplication des zones piétonnières, mise en valeur du patrimoine urbain historique en évitant la construction de nouveaux bâtiments, création de places publiques où l'on peut s'asseoir et converser paisiblement, développement du sens de l'hospitalité chez les commerçants, règlements visant à limiter le bruit, développement de la solidarité intergénérationnelle, développement des productions locales, domestiques, artisanales et des basses technologies, préservation et développement des coutumes locales et produits régionaux, développement des commerces de proximité, systèmes d'échanges locaux, priorité aux transports en commun et autres transports non polluants. À la lecture de cette liste de nombreuses équipes municipales pourraient comme Monsieur Jourdain « faire de la ville lente sans le savoir ».

Ceci dit, chaque point comporte en lui-même des possibilités de résistances concrètes et locales au stress, aux pressions sur les êtres humains causées par une augmentation de la productivité écrasant l'humain et les rapports. Fou serait celui ou celle qui dédaignerait ces espaces d'action, de réinvention

d'une certaine qualité de la vie plaçant l'humain au centre de toutes les préoccupations. Ce qui m'intéresse dans cette *slow attitude*, c'est la méthode qu'elle permet pour (re-)tisser des liens avec les couches populaires, travailler la politisation de masse. Certes, il y a le contenu. Le « certes » est de trop car compose l'essentiel, mais là n'est pas l'objet de l'article. J'en resterai au comment.

### ENVOYER DES SIGNES RELATIONNELS

Nous voulons faire avec les gens, nous avons appris que la démocratie est autant un moyen qu'une fin et nous sommes souvent déçus du peu de répondant à « nos efforts » pour associer les gens. Bien des facteurs agissent pour expliquer la « non participation » malgré nos bonnes intentions. Peut-être faut-il aussi réfléchir à nos rythmes, à la vitesse de nos rapports avec les gens, à la qualité de nos relations. Peut-être que la rapidité de l'actualité, ce tourbillon journalier d'in-

« Ce qui m'intéresse dans cette *slow attitude*, c'est la méthode qu'elle permet pour (re-)tisser des liens avec les couches populaires, travailler la politisation de masse. »

formations et de nouvelles, la quantité de réunions ou actions que nous voulons engager dans un minimum de temps pour « être à la hauteur des attaques », répondre aux besoins, favoriser l'intervention citoyenne, peut-être que la course de vitesse dans laquelle nous nous engageons en compétiteurs désavantagés par l'idéologie dominante crée de la distance avec les gens. N'avons-nous pas remarqué combien la stratégie de Nicolas Sarkozy de création d'un événement par jour, brouillait tout, empêchait la mobilisation et développait un sentiment d'impuissance ? Notre formation politique, notre courant de pensée communiste, s'est construit et développé dans une période (fin XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle) où l'idée était largement partagée que nous avan-

cions vers la sécurité, « le progrès ». Le monde progressait. Cette perception d'un avenir radieux aidait à la mobilisation sur des possibles perçus comme... possibles. Elle favorisait l'appel à l'innovation, à la prise de risque individuelle et collective, à l'investissement sur un projet commun du mieux vivre ensemble. Le développement de la précarité, d'une insécurité sociale, d'une peur de l'avenir engage les citoyens sur des logiques conservatoires, de protection (d'où le retour à la famille, à l'identité personnelle...). C'est quand on se sent en sécurité que l'on apprécie d'être confronté à des choix, que l'on se sent capable de contrôler les incertitudes et donc en capacité d'initiative. En situation d'insécurité on ne veut prendre aucun risque. Les couches populaires ne veulent donc pas prendre de risque, même si c'est elles qui ont le moins à perdre. Le relationnel personnel devient important, parfois plus important que « le contenu », « le projet », non personnalisable. Il faut donc envoyer des signes relationnels avec nos interlocuteurs, prendre le temps de la connaissance, de la reconnaissance mutuelle pour permettre le temps de la dignité retrouvée par la reconnaissance des personnes, de l'investissement dans l'appropriation des enjeux.

Nos enfants sont déjà en train de découpler le plus et le mieux, dans leur rapport au travail, leur vie familiale, leur rapport au monde et de façon encore insuffisante dans leur rapport à la consommation. Il faut savoir, en révolutionnaire, « écouter l'herbe qui pousse » (Karl Marx). ■

\*Patrice Leclerc est conseiller général (PCF) et conseiller municipal de Gennevilliers (Hauts-de-Seine).

Réagissez à ce dossier  
contactez-nous !  
[revue@pcf.fr](mailto:revue@pcf.fr)

## DE LA DÉFENSE DE L'EMPLOI AU SOUTIEN À L'INNOVATION

En situant l'emploi, l'insertion des jeunes et la lutte contre le chômage aux premiers rangs des préoccupations municipales, l'enquête réalisée auprès des maires de 164 villes de plus de 30 000 habitants et très récemment rendue publique par l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (ODAS), confirme le poids de la crise sur le quotidien des collectivités territoriales et de leurs habitants. La récession qu'installent les politiques d'austérité, européenne et nationale, avec lesquelles il faut rompre, nourrit la hausse du chômage, les faillites d'entreprises, le creusement des inégalités entre les territoires et entre nos concitoyens, fragilise le service public et les collectivités, pèse intolérablement sur leurs moyens d'action. La suppression de la taxe professionnelle imposée par la droite en 2010 et maintenue depuis, les ponctions opérées sur les dotations de l'État aux communes (4,5 milliards d'euros jusqu'en 2015), par l'actuel gouvernement, pour m'en tenir à ces seules mesures, additionnent leurs effets.

Au total et partout sur le terrain, les chiffres sont constamment accablants. Ainsi, le taux de chômage de la région Nord-Pas-de-Calais est passé en un an de 12,8 % à 14 % ; celui de l'arrondissement valenciennois où dominent les activités de production industrielle automobile et ferroviaire, a bondi à 16,8 %. On recense dans le Nord-Pas-de-Calais plus de 75 000 jeunes demandeurs d'emploi de moins de 25 ans !

Situer les réalités, c'est situer les enjeux. Le premier étant de refuser la prétendue « fatalité » d'orientations dictées pour l'essentiel, par le MEDEF et les marchés. À l'échelle de la communauté d'agglomération de La Porte du Hainaut (39 communes et 150 000 habitants) que je préside, nous avons mené en 2011 et 2012 la bataille de Sevelnord (2 400 salariés), filiale de PSA productrice de véhicules utilitaires, un temps menacée de disparition. Avec les salariés et leurs syndicats, avec les élus du bassin valenciennois dans leur diversité et avec la population, nous avons été à l'initiative pour construire autour d'un comité de vigilance et d'action, un rassemblement porteur d'une double exigence : maintien du site et des emplois. Aujourd'hui, PSA investit sur place en faveur de la production de son futur nouvel utilitaire. Nous restons très attentifs à l'aboutissement de ce dossier.

Les stratégies d'entreprises ne peuvent être l'exclusivité de leurs actionnaires et dirigeants. Nous savons d'expérience avec la sidérurgie que, quand celles-ci sont erronées, elles influencent lourdement salariés, populations et territoires. Nous ne pouvons accepter, nous les élus, d'être relégués au rang de financeurs des conséquences de la casse, Samu social ou environnemental. Il est temps qu'élus locaux et représentants des salariés aient voix au chapitre dans la construction des projets économiques.

Nous soutenons sans réserve la tradition industrielle de notre bassin que contribuerait à favoriser, c'est important de le souligner, la réalisation du canal Seine-Nord pour lequel sont attendus les financements décisifs de l'État et de l'Europe.

L'industrie, c'est la vie. Produire, innover, développer et transférer la recherche, associer les moyens du secteur public à l'initiative privée... Nous sommes en permanence dans ce choix quand nous créons des hôtels d'entreprises comme à Escaudain et Denain ou un premier village régional d'artisans à Saint-Amand-les-Eaux ; de même quand nous accompagnons l'implantation à Saint-Amand du leader pharmaceutique mondial GSK, pour un investissement de 600 millions d'euros et la création de plus de 600 emplois ; ou lorsque nous instaurons une aide financière à l'installation de très petites entreprises (TPE) : 140 dossiers réalisés et 420 emplois en quatre ans ; ou le soutien de l'innovation, au travers du projet de déconstruction ferroviaire porté par un groupement d'entreprises, Nord Ferro, au nombre desquelles Alstom et Hiolle Industries. Mais l'État a une responsabilité à prendre d'urgence auprès de la SNCF qui organise la délocalisation de cette activité en Europe de l'Est alors que nous disposons ici, des hommes et des technologies indispensables.

La région Nord-Pas-de-Calais affiche l'ambition de figurer dans les cinq ans, dans les dix régions d'Europe où se développent l'industrie de l'image et la création numérique. Nous sommes partie prenante de cet objectif en portant, avec l'université de Valenciennes à notre côté, le projet de reconversion du site minier d'Arenberg, classé UNESCO depuis 2012, en lieu de recherche et de formation à l'image, tout en élargissant l'activité de tournage cinématographique pérennisée sur place depuis bientôt 20 ans, et en veillant à la valorisation touristique de ce patrimoine minier d'exception.

Au sein de l'Agence de développement économique, structure de mise en réseau des entreprises que nous avons créée avec une centaine d'entre elles, est née l'idée d'organiser un Salon professionnel des savoir-faire affirmant le *Made in Hainaut*. La première édition vient de se tenir, rassemblant en deux jours, les 30 et 31 mai, 120 exposants essentiellement industriels, et plus de 2 000 visiteurs, cadres et chefs d'entreprise. Face à la conjoncture difficile, c'était une façon d'élargir notre champ d'action en dépassant des formes plus courantes de soutien institutionnel à l'économie auxquelles nous consacrons 12 millions d'euros par an. C'était aussi le moyen de rompre avec les tendances au repli sur soi qu'alimente la crise du système. Les valeurs qui nous mobilisent comme élus de terrain sont connues. L'expérience montre que loin de faire obstacle à la convergence des énergies et des compétences, elles permettent au contraire cette addition de moyens humains et financiers indispensables au développement du territoire et au bien-être de ses habitants. ■

**Alain Bocquet** est député du Nord et président (PCF) de la communauté d'agglomération de La Porte du Hainaut.

## L'EMPLOI : UN ENJEU CENTRAL POUR NOS VILLES

Lors d'une rencontre avec les chômeurs de ma ville que j'organise chaque année, un jeune urbaniste m'interpelle : « Madame le maire, je vois de très nombreux chantiers, des constructions de logement dans tous les quartiers, l'arrivée du tramway et des futurs métros du Grand Paris... et je suis enragé de ne pouvoir mettre mes compétences au service de ma ville. Que pouvez-vous faire ? » Cette interpellation m'a d'autant plus marquée que nous étions en train d'élaborer, avec d'autres villes du territoire et l'État, un contrat de développement territorial (CDT) où la dimension emploi-formation était à peine effleurée. Avec d'autres collègues élues - nous sommes quatre femmes maires communistes concernées ! - nous nous sommes particulièrement mobilisées pour que cet enjeu soit autrement pris en compte. Avec une idée simple : les formidables projets scientifiques, économiques que nous portons sur notre territoire, l'arrivée des gares du Grand Paris Express (GPE) - trois à Villejuif -, doivent être bénéfiques pour nos populations, notamment pour faire reculer les inégalités sociales et le chômage. Nous nous sommes engagés pour un plan d'action avec des moyens d'ingénierie pour élaborer une Charte emploi qui va comprendre des objectifs chiffrés et au-delà travailler la carte des formations initiales comme professionnelles pour anticiper la formation aux métiers indispensables à la réalisation de ces grands chantiers. Prenons l'exemple des futurs métros du GPE, on estime que le seul secteur des travaux publics représente 10 000 emplois, 6 000 pour la filiale ferroviaire (matériels roulants - équipements de voies) et au total, ce vaste chantier offre l'occasion de créer 20 000 emplois chaque année. Au-delà des outils existants qu'il convient de mobiliser : clauses d'insertion pour les marchés publics, charte emploi avec les entreprises, initiatives multiples pour mettre en relation les différents partenaires, en particulier la société du Grand Paris, les forums pour l'emploi... la bataille

d'un maire pour l'emploi est avant tout une bataille politique au sens où nous devons aider à faire grandir cette exigence dans la population et contribuer à rassembler largement autour d'objectifs communs. Nous ne sommes pas un « pôle emploi bis ». Nous jouons un rôle facilitateur, de mise en réseau, qu'il ne faut pas négliger.

Une bataille politique aussi car les choix d'aménagement et de développement urbain ne sont jamais neutres. Ils peuvent ou non contribuer à favoriser l'activité économique, l'installation d'entreprises et donc l'emploi. Par exemple, nous portons, avec d'autres acteurs, un projet scientifique et médical d'envergure internationale dans la lutte contre le cancer. Ce projet a notamment permis la réalisation d'une pépinière qui accueille des entreprises spécialisées dans les biotechnologies et le chantier de cette pépinière a lui-même généré la création d'une dizaine d'emplois. Nous aidons à la mise en synergie de tous les acteurs scientifiques, hospitaliers, de recherche, qui constituent les atouts de notre ville. Le fait d'être porteur de projets permet également d'attirer des entreprises, voire de modifier leur stratégie. Par exemple, avec le projet Cancer Campus et la victoire sur le réseau du Grand Paris, un grand groupe pharmaceutique qui envisageait de partir du territoire, a finalement décidé de rester et d'investir. Cette bataille pour l'emploi est inséparable de la formation des populations notamment des jeunes et nous travaillons dans le CDT à l'élaboration d'un schéma des services publics et des formations comprenant les filières à développer. Ainsi par exemple, nous accueillerons au sein du projet Cancer Campus, un centre universitaire aux métiers de la santé. ■

**Claudine Cordillot** est maire (PCF) de Villejuif (Val-de-Marne), vice-présidente de la communauté d'agglomération du Val-de-Bievre en charge du contrat de développement territorial (CDT).

## L'EMPLOI PUBLIC TERRITORIAL AU CŒUR DE LA BATAILLE POUR LE SERVICE PUBLIC

**Parce qu'il constitue un des éléments indispensables au bon fonctionnement du service public, la CGT Services publics continue de faire de l'emploi public un de ses principaux axes de réflexion et d'intervention.**

PAR BAPTISTE TALBOT\*

**T**rop nombreux, donc trop coûteux et par conséquent responsables pour partie du creusement de la dette publique... Voici résumée en quelques mots la vision des agents territoriaux que portait le pouvoir sarkozyste. Dans son entreprise de déconstruction de l'action publique, la précédente majorité avait en effet fait de l'emploi public territorial un de ses chevaux de bataille idéologique. Si le gouvernement actuel n'aborde pas cette question en des termes aussi fron-

taux, sa politique en matière d'organisation et de financement des collectivités locales continue de placer l'emploi public territorial parmi les principaux enjeux de la période en matière d'action publique.

### POURQUOI UN EMPLOI PUBLIC TERRITORIAL À STATUT ?

Le Conseil d'État a rappelé en 2003 les finalités de la construction statutaire : « l'essentiel correspond à ce pourquoi un statut de la Fonction publique a été voulu et construit au fil du temps, c'est-

à-dire les principes fondamentaux définis dans les lois statutaires, sur lesquels il ne peut être question de revenir, destinés à assurer l'égal accès aux emplois publics, à garantir les fonctionnaires contre l'arbitraire et le favoritisme et à donner à la puissance publique les moyens d'assurer ses missions sur tout le territoire dans le respect des règles d'impartialité et de continuité ».

Marquée par les lois Defferre de décentralisation et Le Pors relatives au statut de la Fonction publique, la période 1982-1984 a vu s'opérer un double mouvement de réorganisation de l'intervention publique et de renforcement des garanties statutaires des agents. Avec, certes, des imperfections non négligeables, cette politique a globalement

respecté l'équilibre indispensable entre garanties nationales et exercice des missions dans la proximité : création du statut de la Fonction publique territoriale (FPT) ; transfert des compétences et des ressources vers des exécutifs locaux élus au suffrage universel ; mécanismes de péréquation financière en faveur des territoires en difficulté.

C'est parce qu'elle a été conçue et mise en œuvre dans ce cadre que la première phase de la décentralisation a été une avancée en matière de service public et de démocratie. Elle a démontré la pertinence d'une organisation de l'intervention publique s'appuyant sur une complémentarité État/collectivités. Elle s'est caractérisée par le développement du périmètre d'action et de la qualité du service public, et la croissance de l'emploi public, appréciés positivement par la population. Réalisant plus de 70 % de l'investissement public, les collectivités, leurs services et leurs agents se sont affirmés comme des acteurs déterminants du développement économique.

Le caractère public et statutaire de l'emploi territorial constitue bien un puissant vecteur de contrôle démocratique, tant en matière de maîtrise publique des missions que de conditions d'exercice de ces dernières au bénéfice des citoyens-usagers. *A contrario*, les expériences de libéralisation, par exemple dans le domaine des télécommunications, ont vu s'opérer un triple mouve-

ment de recul de l'égalité de traitement, de perte de la maîtrise publique des missions et de disparition programmée des garanties statutaires et du caractère public de l'emploi.

### UNE CROISSANCE DÉMESURÉE DE L'EMPLOI PUBLIC TERRITORIAL ?

La précédente majorité avait fait de la croissance de l'emploi territorial, présentée comme démesurée, un de ses principaux angles d'attaque. Obnubilée par son objectif de réduction des dépenses publiques, la nouvelle majorité s'inscrit, elle aussi, dans une approche comptable de l'emploi public. Quelques chiffres sont donc bienvenus pour remettre les pendules à l'heure.

Si l'on considère la période 1985-2011, on s'aperçoit que la croissance globale des effectifs des trois versants de la Fonction publique (+8 %) est inférieure à celles de la population (+15 %) et de la population active (+13 %). Certes, sur la même période, le pourcentage d'augmentation du nombre d'agents territoriaux (+50 %) est important et est d'ailleurs abondamment utilisé par les détracteurs de la FPT.

Il doit être largement relativisé. Il s'explique en effet pour une part importante par des transferts de missions et d'agents de l'État ainsi que par des créations de postes consécutives au désengagement de l'État dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP).

Loin de constituer une aberration, la croissance des effectifs territoriaux s'inscrit en réalité dans une reconfiguration de l'action publique marquée par le recul de l'État et un fort développement des besoins de service public lié à la croissance démographique.

### QUELLES PERSPECTIVES ?

La politique et les projets du gouvernement relatifs aux collectivités locales se placent dans la continuité des réformes de Sarkozy : baisse des dotations ; compétitivité considérée comme la finalité prioritaire de l'action publique territoriale (avec notamment la métropolisation) ; affaiblissement de la démocratie locale et du service public de proximité ; emploi public corseté...

Sur ces questions comme sur tant d'autres, seule la rupture avec la logique mortifère de l'austérité et de la compétitivité permettra de retrouver la voie du progrès social. Cela nécessite en particulier une réforme fiscale fondée sur une nouvelle répartition des richesses et qui permette d'assurer un financement pérenne et solidaire des collectivités locales et de leurs services publics. Les forces partageant cette approche doivent continuer d'œuvrer à faire grandir les mobilisations convergentes indispensables pour imposer le changement. ■

\***Baptiste Talbot** est secrétaire général de la fédération CGT des Services publics.

## DES FORMES NOUVELLES DE DÉMOCRATIE

**Certaines difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la démocratie participative appellent de nouvelles innovations.**

PAR HÉLOÏSE NEZ ET JULIEN TALPIN\*

La démocratie participative s'est généralisée à tous les échelons territoriaux depuis une dizaine d'années en France. Les collectivités communistes ont été parmi les premières à emboîter le pas et ont mis en œuvre certaines des expériences les plus originales, permettant une relative redistribution du pouvoir. Rapidement, cependant, elles sont rentrées dans le rang, s'alignant sur des pratiques de légitimation des élus locaux par la participation. Nous analysons les origines de ce désen-

gagement, avant de proposer quelques pistes d'un possible renouveau.

### LES EXPÉRIENCES DE BUDGET PARTICIPATIF

Si le développement de la participation des habitants date des années 1970, un tournant s'opère à la fin des années 1990 avec la popularisation de l'expérience du budget participatif (BP) de Porto Alegre au Brésil. Le BP, qui repose sur la mise en discussion avec la population de la partie investissement du budget, incarne une des expériences participatives qui va le plus loin en matière de codécision. Relayés par le mouvement altermondialiste, les BP apparaissent dans l'hexagone à la fin des années 1990, d'abord dans plusieurs villes communistes de la banlieue parisienne (Saint-Denis, Bobigny, La Courneuve, Morsang-sur-Orge, Limeil-

Brevannes) et en province (Aubagne, Pont-de-Claix, Vif). La démocratie participative semble ainsi s'inscrire dans différentes tentatives de rénovation du projet communiste, notamment dans les communes populaires de l'ancienne « banlieue rouge ». Cet investissement important apparaît à la fois comme la réponse à un déclin électoral patent, un moyen de renouer avec les catégories populaires et le fruit d'initiatives d'élus locaux relativement jeunes, réformateurs et insérés dans des réseaux proches de l'altermondialisme. Le discours est bien souvent radical, les élus défendant une volonté de « partager le pouvoir » et de « démocratiser la démocratie ». Pourtant, les pratiques s'avèrent souvent décevantes. À quelques exceptions près, dans des petites villes comme Grigny en Rhône-Alpes ou Morsang-sur-Orge en Essonne, où des

formes de codécision sont mises en place, les pratiques participatives communistes ne se distinguent pas de celles mises en œuvre par des collectivités d'autres couleurs politiques. C'est la consultation qui règne, la participation ayant principalement pour objet de rapprocher les élus de la population. Les principales décisions dans ces collectivités demeurent de l'autorité des seuls élus. Des mots aux pratiques, il semble donc exister un monde. La majorité des villes pionnières ont d'ailleurs abandonné l'expérience du budget participatif ou l'ont laissée en déshérence. Ce désinvestissement des élus communistes peut s'expliquer par les retombées électorales limitées offertes par la démocratie participative. Peu visible, souvent décevante pour des participants qui attendaient un réel pouvoir de décision, il est rare que la participation se traduise par une inversion du déclin électoral.

Alors que les communistes cherchaient à renouer avec les classes populaires, ce sont surtout des classes moyennes, déjà engagées par ailleurs dans le milieu associatif, qui s'investissent. Il faut néanmoins noter que les élus communistes, à l'image des membres d'autres partis politiques, font preuve d'une réelle frilosité à cet égard. S'il est difficile de partager son pouvoir quand on voit ses marges de manœuvre se réduire (par la création d'institutions intercommunales ou un équilibre budgétaire difficile à trouver), les communistes doivent se demander si des pratiques du pouvoir local parfois autoritaires et clientélistes sont en accord avec leur projet d'émancipation des classes populaires.

## DES EXPÉRIENCES DE DÉMOCRATIE DIRECTE ?

Il nous semble à l'inverse qu'un investis-

sement sincère dans une conception plus radicale de la démocratie participative, loin de saper les bases de plus en plus fragiles des quelques bastions qui tiennent encore, permettrait peut-être de sauver ce qui peut encore l'être, voire de reconstruire une forme plus ambitieuse de communisme municipal. Concrètement, quelle forme cela peut-il prendre ? Alors que figurait dans le programme du Front de gauche la généralisation des budgets participatifs, les élus communistes au pouvoir pourraient de nouveau s'investir dans l'expérience, en permettant qu'une part significative du budget de leur collectivité soit décidée collectivement avec la population au terme d'une série d'assemblées publiques. Au-delà du budget, des décisions importantes et structurantes de la municipalité (projets ANRU, grands équipements, etc.) pourraient faire l'objet à la fois d'assemblées citoyennes

## LE CENTRE DE SANTÉ, RÉPONSE À LA DÉSERTIFICATION MÉDICALE

Les questions de santé refont surface. Durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle elles se posaient avec moins d'acuité qu'aujourd'hui parce qu'un système de protection sociale solide avait été mis en place à la Libération. Ce système a été victime de coups de boutoir réguliers et aujourd'hui l'accès aux soins est remis en cause. Ainsi 50 % des dépenses ambulatoires restent à la charge des familles. La crise économique, la baisse du pouvoir d'achat, le chômage et les réductions de moyens de l'Assurance maladie ont créé des inégalités sociales et territoriales de santé criantes.

### LA SANTÉ, UNE QUESTION ÉMERGENTE

La santé est devenue selon des sondages récents la seconde préoccupation des Français derrière le chômage et devant le logement. On peut dire que la santé est à nouveau une question émergente et elle fera irruption dans la campagne des municipales sans aucun doute. D'ailleurs, lors d'un stage destiné aux élus locaux et aux candidats aux municipales, intitulé « Comment conduire une politique territoriale de santé ? » que nous avons organisé en avril, 90 % des stagiaires ont indiqué que leur principale motivation pour venir à ce stage était la question de la désertification médicale.

En effet à la crise sociale d'accès aux soins (honoraires libres de plus en plus importants, secteur privé à l'hôpital public, déremboursement des médicaments, mutuelles de plus en plus chères et restrictives, fermetures incessantes de services hospitaliers etc.) s'ajoute une crise démographique. Après de longues années de réduction du nombre de médecins en formation par un *numerus clausus* malthusien nous sommes arrivés au moment que nous avons annoncé : le nombre de médecins chute de façon catastrophique et la pénurie est là. M<sup>me</sup> Touraine dit : « Il va falloir comprendre qu'il n'y aura plus de médecins dans chaque commune ». Or la première chose que font les citoyens en cas de difficultés, c'est de s'adresser à leurs élus locaux. Le maire hérite ainsi d'un problème nouveau et explosif.

### PROMOTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

On pourrait aborder la politique de santé locale autrement : à savoir en organisant la promotion de la santé publique. En étudiant les besoins des habitants, en demandant des enquêtes, en recensant les problèmes sanitaires qui pourraient être réglés par des mesures de prévention, des mesures environnementales, en réduisant les facteurs de risque. Prévention, promotion de la santé publique, éducation thérapeutique, dépistage sont les maîtres-mots de cette politique. On sait bien que les déterminants de la santé sont globaux et loin d'être l'apanage du système de soins.

Mais la question revient par la porte traditionnelle de l'accès aux soins. La lutte pour le maintien des hôpitaux publics, des centres de Sécurité sociale, de PMI ou de médecine scolaire et la médecine du travail. Et aussi attirer des médecins et d'autres professionnels de santé sur la commune. Les centres de santé répondent à cette attente. Ils permettent de faire venir des professionnels dans un cadre salarié, travaillant en équipe, avec des tarifs complètement remboursés ; la dispense de frais est assurée par le tiers payant. Le modèle des « maisons de santé » proposé par les pouvoirs publics n'offre pas ces garanties et finalement se contente de donner de l'argent public à des structures privées gérées selon les intérêts des propriétaires. Les citoyens n'ont alors aucun droit de regard.

Au total, deux pistes s'ouvrent aux élus locaux : celle d'une politique de promotion de la santé et celle de l'accès aux soins par le développement de centres de santé. Ces deux démarches complémentaires s'imposeront dans les mois qui viennent. Il serait bon de s'y préparer. ■

**Michel Limousin** est médecin au centre de santé de Malakoff. Il est membre de la commission Protection sociale du Conseil national du PCF.

et de délibérations larges incluant le plus d'avis possible, processus qui gagnerait à être conclu par un référendum local. Une des pistes pour redynamiser la démocratie participative est en effet de la coupler avec des expériences de démocratie directe pour s'assurer que les discussions soient suivies d'effet. Au-delà de la participation, il faut créer les conditions politiques d'une réelle démocratisation du pouvoir local. À cet égard, et alors qu'his-

toriquement le PCF a permis l'entrée en politique de la classe ouvrière et continue en partie d'assurer la présence d'élus d'origine populaire à tous les échelons territoriaux, une plus grande rotation des élites (élues ou au sein du Parti) pourrait aussi assurer une telle démocratisation sociale, en empêchant notamment le cumul des mandats dans le temps (pas plus de deux mandats consécutifs). Pour que la rotation permette une démocratisation, il

convient cependant que le Parti lui-même soit en mesure de renouer avec les catégories populaires, que les militants en soient issus. Une démocratie participative radicale, en lien avec les associations et collectifs locaux, peut y contribuer. ■

\***Héloïse Nez** est sociologue. Elle est maître de conférences à l'université de Tours.

**Julien Talpin** est politiste. Il est chargé de recherche au CNRS.

## CO-CONSTRUIRE LA VILLE AU TRAVERS D'UN BUDGET PARTICIPATIF

La ville de Grigny s'est investie dans sa démarche de démocratie participative à la fin des années 1990 en faisant de la démocratie participative sans le savoir : mise en place de conseils de quartier ; participation des habitants aux grands projets de ville ; co-élaboration de projets urbains, etc. Jusqu'à ce que, en partenariat avec les habitants, il soit décidé de jeter les bases d'un budget participatif.

Grigny, sans fausse modestie, peut se targuer d'être pionnière, en France, si ce n'est en Europe en matière de démocratie participative. Forte d'une expérience de neuf années de budget participatif, elle compte plus de 1 000 personnes investies dans cette démarche. En 2008, dès le début du mandat, la démarche participative a été placée au cœur du fonctionnement municipal de telle sorte que l'ensemble du fonctionnement des services a été repensé et remodelé pour faire de la démocratie participative la porte d'entrée du fonctionnement municipal. Aujourd'hui, ce sont les habitants qui votent le budget participatif co-élaboré par les Grignerots, chiffré par les services en partenariat avec le groupe de travail du budget participatif dont les membres sont les rap-

porteurs des propositions lors de la soirée de mise aux voix. Les élus ne prennent pas part au vote et le budget ainsi voté par les habitants - qui représente 60 % du budget d'investissement de la ville en 2013 - est intégré dans le budget général de la ville. Après le vote du budget municipal, une soirée d'analyse critique de l'expérience de l'année écoulée est organisée dans le but d'améliorer sans cesse le processus. La ville de Grigny a été à l'origine, avec le concours du CIDEFE, de la création du Réseau national de la démocratie participative. La première initiative prise par ce réseau, lors de l'assemblée générale d'Allonnes (Sarthe), fut de se donner les moyens de procéder à la rédaction, de manière participative à l'échelle du réseau, d'une proposition de loi, portant sur les moyens à mettre en œuvre pour promouvoir et généraliser la pratique de la démocratie participative en France. Elle sera soumise à tous les groupes parlementaires et ceux qui auront décidé de soutenir l'initiative la déposeront sur le bureau de l'Assemblée nationale ■

**René Balme** est maire (Front de gauche) de Grigny (Rhône).

## LE PCF ET LA QUESTION MUNICIPALE : ÉLUS DU PARTI VS « PARTI D'ÉLUS »

Tout au long de l'histoire du PCF, l'investissement municipal a été l'enjeu de tensions.

PAR PAUL BOULLAND\*

« **C**ommunisme municipal », « banlieue rouge » ces expressions, mobilisées en sens opposés par le Parti communiste lui-même et par ses adversaires, se sont imposées comme une évidence pour caractériser l'ancrage et l'action du communisme en France. De manière générale, l'action des élus put se développer sans subir un contrôle politique ou idéologique étroit du parti. Dès l'entre-deux-guerres, les nombreuses réalisations (logements sociaux, colonies de vacances, équipements scolaires et sportifs, etc.) s'ap-

puient autant sur la politique volontariste des élus communistes que sur leur adaptation aux contraintes gestionnaires et aux nécessaires relations avec des partenaires pourtant dénoncés comme adversaires (préfet, ministères, etc.). De même, les maires communistes prirent place dans les syndicats intercommunaux ou les associations d'élus et participèrent pleinement à la modernisation et à la professionnalisation de l'administration locale. Georges Marrane maire d'Ivry de 1925 à 1965, en constitue le meilleur exemple.

La relation du PCF à ses édiles fut surtout travaillée par l'enjeu complexe de leur

place dans le parti. Dès 1920, lors du congrès de Tours, nombre de socialistes élus en 1919 participèrent à la majorité en faveur de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. La Section française de l'Internationale communiste (SFIC) gagnait ainsi ses premières municipalités, comme Waziers (Nord) ou Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire) toujours communistes en 2013, ainsi que la plupart des mairies socialistes de la région parisienne. Mais, après la Première Guerre mondiale, le rejet des anciennes élites de la SFIO constituait l'une des matrices essentielles du premier communisme et le modèle bolchevique cristallisait ce sentiment en accordant le primat aux ouvriers face aux intellectuels ou aux autres catégories sociales, et en valorisant l'appareil et ses cadres face aux élus. En banlieue, nombre des premiers maires communistes furent rapidement exclus ou quittèrent le Parti au cours des années 1920, à l'image d'Henri Sellier, maire de Suresnes, ou d'Émile Cordon,

maire de Saint-Ouen, et André Morizet, maire de Boulogne-Billancourt, qui tous deux refusèrent l'interdiction d'appartenance à la franc-maçonnerie imposée par le Komintern.

## L'ENJEU COMPLEXE DE LA PLACE DES ÉLUS DANS LE PARTI

Dans le modèle partisan communiste, le statut d'élu comportait en effet une ambivalence problématique. Il mettait en tension la légitimité accordée par le Parti et celle conférée par l'élection ou acquise dans l'action municipale. L'idéal du « maire-militant » s'efforçait de lut-

ter contre l'émergence de notables dotés d'un capital politique personnel et autonome, fondé sur la popularité ou sur les sociabilités concurrentes qu'offraient les activités protocolaires et administratives hors du parti. Le contexte de l'entre-deux-guerres, marqué par les revirements et le sectarisme de la ligne du PCF et de l'Internationale, exacerbait cette méfiance et favorisait en retour l'autonomisation et le départ de certains élus. En 1934, la rupture de Jacques Doriot, entraînant dans son sillage le conseil municipal de Saint-Denis et d'autres élus comme Albert Richard, maire de

Pierrefitte, fut l'un des points culminants de ce processus, dans la mesure où il touchait un dirigeant de premier plan. Une dernière « crise municipale » majeure affecta le Parti lors de la signature du pacte germano-soviétique auquel s'opposèrent ouvertement certains maires, à l'image de Jean-Marie Clamamus (Bobigny), Fernand Dusserre (Orly), Marcel Capron (Alfortville), Léon Pigninier (Malakoff), Albert Vassart (Maisons-Alfort), etc. Si le statut d'élu ne peut expliquer à lui seul ces processus de rupture, il joua indéniablement un rôle dans le détachement et la prise de

## UNE VILLE PROGRESSISTE SUR LA CÔTE FLEURIE !

À Dives-sur-mer, petite ville de 6 000 habitants, sur la Côte Fleurie, dans le Calvados, l'identité communiste de la ville s'est forgée au fil du temps. Cette Cité millénaire, liée à l'histoire de Guillaume le Conquérant a connu depuis 1953 trois maires communistes : André Lenormand, Francis Giffard et moi-même, élu en 2008. L'identité communiste de la ville s'est forgée au fil du temps, en même temps que s'est implantée en 1889 et que s'est développée une usine spécialisée dans le traitement du cuivre. Cette entreprise qui a compté jusqu'à 2000 salariés a scellé le destin de Dives.

Plusieurs dates ont marqué profondément la conscience divese. 1936 : c'est de Dives qu'est parti le mouvement de grève, faisant dire à un historien local que « les moutons de la campagne se sont transformés en lions des conquêtes sociales. » 1939-1945 : Dives a été un des bastions de la résistance communiste sous l'occupation. Elle en a payé le prix fort en arrestations, déportations, exécutions. 1968 : l'usine de Dives est longtemps occupée, les salariés voient bon nombre de leurs revendications aboutir. Mais la date fondatrice de cette histoire, c'est 1953, date à laquelle André Lenormand, résistant, déporté, seul député communiste que la Basse Normandie ait jamais connu, emporte les élections municipales à la tête d'une équipe d'ouvriers de l'usine, et bat l'ancienne équipe majoritairement composée de cadres de l'usine et de notables. La rupture est nette. Après les privations de la guerre, les conditions de vie et de travail très difficiles, l'équipe municipale va n'avoir pour seul objectif que de répondre du mieux possible aux besoins essentiels de la population (solidarité, école, santé, culture...). Au fil du temps, s'est développé une véritable osmose entre l'usine, son mouvement ouvrier très puissant et la ville. On passe petit à petit du paternalisme patronal à la « maison du peuple ». Dans les années 1970-1980, *a contrario* des villes balnéaires voisines (Cabourg, Houlgate, Deauville), Dives construit du logement social (plus de 40% aujourd'hui) et ne brade pas son foncier aux Ribourel, Mamet et autres promoteurs immobiliers.

1986 : la fermeture de l'entreprise provoque un terrible traumatisme. Cependant, la formidable lutte menée par les salariés et la ville de Dives contre la fermeture a permis que le gouvernement de gauche de l'époque accorde les moyens d'une réelle reconversion. Une importante zone industrielle

est implantée au sud de la ville. Un port de plaisance est creusé là où se trouvait l'usine de cuivre. La ville a continué d'être, pour beaucoup de Dives, le recours. Elle porte toujours les valeurs de solidarité, de justice. La proximité des élus avec la population ouvrière reste forte. L'action pour le logement social, l'école, la santé, la maîtrise du foncier, la jeunesse, la culture, perdure. La ville a construit une médiathèque, un centre municipal de soins, des équipements sportifs... Mais dans le même temps, tout change. La population change. La ville se tourne davantage vers le tourisme. L'évolution de la politique nationale vis-à-vis des collectivités et de l'intercommunalité menace les capacités financières et l'autonomie de la commune.

Pour nous, cet avenir passe par une lutte résolue contre le départ des jeunes et pour cela, il nous faut maintenir et développer l'emploi et la vocation industrielle de la ville. Poursuivre une politique volontariste de logement social, de mixité et de réserves foncières pour favoriser l'accession des jeunes couples salariés, la prise en charge des loisirs et des vacances des jeunes par notre service jeunesse, la promotion du tourisme social. Défendre bec et ongle les services publics... et poursuivre une action résolue au service de l'école publique, de la jeunesse, de la santé, de la solidarité.

Mais au delà de ces actions indispensables pour résister et éviter de transformer la ville en lieu de résidences secondaires, la commune peut devenir un formidable atelier d'une nouvelle citoyenneté active. Notre volonté de garder une proximité forte avec la population ouvrière, l'action originale que nous menons pour la création artistique, la vie culturelle et associative en direction des enfants, des familles, la dynamique de soutien, d'attention, de valorisation des initiatives locales, l'attention que nous portons à la mixité sociale, au bien vivre ensemble, et surtout à faire vivre la démocratie dans la cité est ce qui fait, dans le contexte local, notre identité et notre marque de fabrique. Faire œuvre d'éducation populaire, c'est dans ce sens que l'on peut, modestement, dans une petite ville côtière de Basse-Normandie, contribuer à la construction d'une nouvelle société en rupture avec le modèle libéral.

**Pierre Mouraret** est maire (PCF) de Dives-sur-mer (Calvados), vice-président du conseil régional de Basse-Normandie.

distance. Alors que près de la moitié des maires communistes de la Seine (12 sur 27) rompirent publiquement avec le Parti à l'automne 1939, l'écrasante majorité des conseillers municipaux n'exprimèrent aucun désaccord – ce qui ne présume pas de leur position personnelle – et nombre d'entre eux poursuivirent leur action durant la guerre.

### LES ÉVOLUTIONS DE LA LIBÉRATION À AUJOURD'HUI

Après la Libération, les tensions n'apparaissent plus aussi ouvertement mais la méfiance restait de mise. En effet, nombre d'élus bénéficièrent alors d'une très forte reconnaissance pour leur action résistante. Le Parti communiste s'était fortement appuyé sur leur aura lors des élections, mais la légitimité résistante s'écartait, elle aussi, des critères traditionnels du parti, plus encore après l'entrée en Guerre froide et le retour à une ligne « ouvriériste ». Ainsi, les évictions de Charles Tillon à Aubervilliers ou de Robert Deloche à Joinville-le-Pont, étaient au moins partiellement liées à leur statut d'élus dans la mesure où celui-

ci valorisait leur rôle dans la Résistance et offrait un support à leur autonomie. De 1920 à la fin des années 1970, la volonté de relativiser la place des élus locaux au sein de l'appareil fut l'une des constantes de la structuration interne du PCF. Dans les années 1950 et 1960, le contre-modèle d'un parti dirigé par les élus était encore largement dénoncé, en particulier pour critiquer la SFIO. Au sein des directions nationales ou fédérales du parti, les titulaires de mandats locaux étaient relativement peu nombreux et n'occupaient pas les positions les plus éminentes. Ainsi, rares sont les dirigeants qui accédèrent au Comité central après avoir occupé des fonctions de maire. À l'échelle des parcours individuels, l'investissement municipal constituait plus volontiers une seconde étape de la carrière militante. En banlieue parisienne, la nouvelle génération de maires qui s'imposa à partir de 1965 était ainsi formée d'anciens cadres fédéraux ou nationaux (Dominique Frelaut à Colombes, Parfait Jans à Levallois, Jacques Laloë à Ivry, Marcel Rosette à Vitry, Gaston Viens à Orly, etc.).

Au cours des années 1980 et 1990, alors que l'influence électorale et les effectifs du Parti communiste s'érodent, l'implantation municipale résiste relativement bien. Associé aux transformations sociales qui avaient affecté le corps militant et l'encadrement du Parti depuis les années 1970, ce contexte conduisit à un recentrage des directions fédérales et centrales sur les élus locaux (maire et adjoints, conseillers généraux et régionaux). En ce sens, l'élection de Robert Hue au poste de secrétaire national en 1994 traduit une rupture significative qui porta à la tête du Parti un élu local, maire de Montigny-lès-Cormeilles durant dix ans avant son entrée au Comité central, conseiller général et régional. Comme le note Julian Mischi, les processus à l'œuvre au cours des trois dernières décennies ont contribué de fait à bouleverser le modèle partisan communiste, faisant évoluer le PCF « vers un parti d'élus ». ■

\*Paul Boulland est historien. Il est co-directeur du *Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (1944-1968), CNRS.

## RETOUR SUR LE « COMMUNISME MUNICIPAL »

**Le Parti communiste s'est longtemps distingué par son ancrage municipal qui lui a procuré une légitimité sur la scène politique et un rayonnement auprès des populations et tout particulièrement des classes populaires. Mais cette participation des élus communistes au jeu institutionnel a aussi suscité de la défiance et des dissidences.**

PAR EMMANUEL BELLANGER  
ET JULIAN MISCHI\*

Deux mots sont associés couramment à l'expérience sociale et politique des territoires rouges : le « communisme municipal ». Ce communisme municipal a assuré au Parti communiste au cours du XX<sup>e</sup> siècle une représentation parlementaire et un espace de socialisation, de légitimation et de ressourcement. Il relève d'une conception exogène, élaborée hors de l'institution politique, et s'inscrit dans la filiation du socialisme et du réformisme municipal que les dirigeants du PCF ont toujours rejetée, du moins officiellement.

### DES CONTRADICTIONS

Dès les années 1920, la question municipale interpelle la direction du PCF qui

perçoit les contradictions formelles entre le discours subversif qu'elle veut incarner et la gestion municipale dans un « État bourgeois » qu'elle souhaite détruire. Le principe du contrôle politique du travail municipal est d'autant plus revendiqué par l'appareil politique qu'il a été contesté dès les années 1920 par une dizaine de maires communistes de la banlieue parisienne qui ont préféré ou ont été contraints de quitter ce parti. Cette défiance originelle ne s'estompe pas dans les décennies suivantes. Jusque dans les années 1970, pèse sur les élus locaux du PCF, qui sont de plus en plus nombreux, le soupçon du « crétinisme municipal » dénoncé en 1945 par Étienne Fajon, alors membre du bureau politique. Cette expression s'inscrit en opposition avec les règles de bonne conduite attendues d'un élu local : « le soutien des luttes

ouvrières », le maintien de « la liaison permanente des élus communistes avec les masses », « la lutte contre le pouvoir de tutelle du gouvernement et de ses préfets », le rejet des « vieilles théories réformistes » et la « juste application de la politique du Parti ».

### UN COMPROMIS UTILE

L'implication du personnel politique communiste dans les assemblées délibératives locales (municipalités, conseils généraux et régionaux, communautés urbaines, communautés d'agglomération, etc.), les groupements d'élus et les associations affiliées au PCF (anciens combattants, mouvements de jeunesse, locataires, parents d'élèves, etc.) dévoile des militants qui, pour réaliser leur programme politique et faire face à l'intensification de la compétition électorale, ont pris place dans le système de décision politico-administratif local français. Souvent en porte-à-faux, avec les positions défendues par leur parti, ces administrateurs locaux sont aux prises avec des contraintes de tutelle et de gestion avec lesquelles ils doivent composer. Ainsi, des années 1920 à nos jours, les

mandataires du Parti communiste ont assuré l'exercice du pouvoir local et la prise en charge des besoins de leurs administrés au prix de compromis qui, en retour, ont donné une assise et une vitrine à l'engagement communiste dont les dirigeants du PCF ne pouvaient se passer, surtout lorsque leur base militante s'est effritée avant de se décomposer à partir des années 1980-1990.

Du côté de l'État, dans des périodes de crispations sociales (la résorption des lotissements défectueux de l'entre-deux-guerres, la Reconstruction, la suppression des bidonvilles dans les années 1960-1970, la « crise » du logement et des banlieues tout au long du XX<sup>e</sup> siècle ou la montée de la précarité dans les années 1930 et les années 1980), les pouvoirs publics ont fini, eux aussi, par s'accommoder de cette représentation municipale communiste, qui assurait un rôle de régulation en s'efforçant de contenir le désordre social de ces territoires populaires. Les élus communistes ont ainsi participé, de l'entre-deux-guerres aux années 2000, aux dispositifs de résorp-

tion de l'habitat insalubre et de rénovation urbaine, de diffusion de l'hygiène sociale et de la santé publique, de constructions de logements sociaux et de mise en place des dispositifs étatiques d'aides aux quartiers dits sensibles.

## LA SINGULARITÉ DE LA GESTION COMMUNISTE

Les mairies communistes ont assumé des politiques qui ont profondément restructuré la morphologie de leur cité. L'ampleur des dépenses sociales a singularisé la gestion de ces villes populaires aux prises avec le chômage des années 1930 et la désindustrialisation amorcée dès les années 1960. D'autres spécificités sont à souligner : le modèle social de la colonie de vacances et des structures d'encadrement de la jeunesse et d'éducation populaire, la politique de santé articulée autour de ses dispensaires, la politique foncière qui tend à municipaliser une part considérable du territoire communal et la construction de logements sociaux, réalisés par des offices publics ou des sociétés d'économie mixte

en nombre bien supérieur à ceux des communes à l'entre-soi bourgeois.

Les mairies communistes se rangent aussi parmi les plus grands employeurs locaux en raison de leurs services publics plus étendus mais aussi de l'intégration des militants. Si les passerelles entre partis politiques et services municipaux ne constituent en aucun cas l'apanage des villes rouges, leurs services techniques (atelier et garage) ont été sans conteste le foyer d'un activisme politique.

Autre spécificité importante à mentionner : les mairies communistes ont été le lieu d'une promotion d'élus issus des classes populaires. Alors même que le fonctionnement de la vie politique tend à exclure les ouvriers de la gestion des affaires publiques, les communistes ont encouragé et valorisé l'établissement de « municipalités ouvrières » au nom de la lutte contre l'exploitation capitaliste qui se joue aussi sur le terrain communal. ■

\***Emmanuel Bellanger** est historien. Il est chargé de recherche au CNRS.

**Julian Mischi** est sociologue. Il est chargé de recherche à l'INRA.

## ENJEUX CITOYENS DES POLITIQUES CULTURELLES DE LA COMMUNE JUSQU'À L'ÉTAT

Depuis plus de cinquante ans, notre pays raconte fièrement sa belle aventure culturelle, ces multiples histoires qui font vivre l'exception culturelle au quotidien. Il y a dans ces expériences une richesse inouïe. La nation est faite de cette sève, notre peuple cultive un souci de culture et d'arts. L'inventivité des artistes dans tous les domaines, dont le régime d'assurance chômage garantit des droits sociaux bien légitimes pourtant remis en cause régulièrement est le terreau de cette vitalité... et ces centaines de milliers de professionnels qui agissent en continu, au plus près des citoyens pour que les arts et la culture irriguent les territoires. La décentralisation a favorisé la construction d'un outil culturel dense, diversifié, réellement efficace, avec un apport associatif déterminant. Pour autant sommes-nous au firmament de l'avènement des politiques publiques des arts et de la culture ? La crise frappe et le constat est terrible partout, tant du côté des populations et des artistes que des structures, le manque est grand... et les enjeux d'hier semblent bien petits au regard de tous ceux qui agitent notre monde contemporain.

Quels chemins, quelles pistes emprunter ? Plutôt que la dérive libérale sans lendemain, nous appelons à une vraie révolution de la pensée pour faire de la culture le moteur d'un nouveau projet politique. « L'archipel sensible » sorti cet été pendant le festival d'Avignon propose de nous interroger sur le champ souvent rétréci de ce qu'est la culture. Les tenants d'une vision libérale de la société, eux, sont à pied d'œuvre, leurs réponses conjuguent toujours culture, arts et produits financiers, mais le pire n'est pas encore à l'œuvre, en tout cas en ce qui concerne les collectivités et l'État : la puissance publique ferait de la cul-

ture non pas un moteur d'humanité mais un vecteur économique, un marché de biens et de produits. La frénésie de la concurrence entre capitale européenne et la compétitivité érigée en dogme asséchera tous les financements ! Que faire alors devant une si sinistre prophétie ? Résister, inventer, responsabiliser, anticiper comme le suggère Mireille Delmas-Marty. Car au nom de quoi faudrait-il abandonner nos antennes émancipatrices !

Appelons du nouveau dans nos politiques publiques, sortons des schémas anciens et mettons en démocratie ! Donnons du souffle, interrogeons la politique, débattons des enjeux ! Ne voyons plus les populations comme des cohortes à éduquer ou des consommateurs potentiels, favorisons une vision progressiste qui reconnaisse les droits culturels pour chaque citoyen. Les politiques passées les ont chiffrés, catégorisés, soumis aux critères de la démocratisation culturelle, faisons ensemble des politiques avec les gens. Un pari démocratique enthousiasmant qui modifie le centre de gravité des politiques publiques. Soyons conquérants pour tous, la culture est un bien commun qu'il nous faut partager dans une vision transversale et non pas comme un élément additionnel de l'action publique... saisissons nous des questions ensemble et réactivons notre espace public en donnant du sens à notre action ! un enjeu qui doit nous mobiliser partout et singulièrement au sein de nos communes, espace culturel symbolique et physique de construction de notre projet politique. ■

**Florian Salazar-Martin** est adjoint (PCF) au maire de Martigues (Bouches-du-Rhône), chargé de la culture.

# TRANSPORTS EN COMMUN : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, GRATUITÉ

L'expérience sociale de transport gratuit à Aubagne, une expérience positive à plus d'un titre.

PAR DANIEL FONTAINE\*

Le pays d'Aubagne et de l'Étoile, c'est 105 000 habitants, 12 communes à proximité de Marseille, une ville centre : Aubagne, 45 000 habitants. La gratuité des transports a été mise en place le 15 mai 2009, à l'échelle du territoire de l'agglomération. Ce choix a été effectué, d'abord parce qu'il constitue un signe fort en matière de politique de déplacement. Nous avons mis en place un réseau performant qui porte aussi sur les modes doux, le prêt de vélos gratuit sur le territoire, le projet de deux réseaux de transport en site propre pour les prochaines années, dont le tramway d'Aubagne qui sera gratuit.

## LE FINANCEMENT

Il s'agit d'une gratuité totale pour les utilisateurs du réseau, elle n'est pas réservée aux habitants du territoire. Donc il n'y a pas de carte, ni pour les jeunes, ni pour les anciens, ni pour les pauvres. La gratuité est financée intégralement par le versement transport des entreprises, sans aucune augmentation des impôts locaux. Dans les territoires de plus de 10 000 habitants, les collectivités perçoivent une contribution des entreprises de plus de 9 salariés, celle-ci est assise sur un pourcentage de la masse salariale : 0,6 % pour les collectivités de moins de 100 000 habitants, 1,05 % jusqu'à 400 000, 1,8 % au-delà. Et quand le réseau compte des transports en site propre, comme le tramway ou le métro, le taux de 1,8% s'applique, quel que soit le niveau de population. Ce qui est le cas pour notre agglomération. Soit pour l'agglomération du pays d'Aubagne : 8,6 millions d'euros. Notons que des salariés bien transportés, qui arrivent à l'heure, des zones d'activité bien desservies avec moins de véhicules, c'est bénéfique pour tout le monde.

## LA VALEUR D'USAGE SE SUBSTITUE À LA VALEUR MARCHANDE

Enfin, il y a un bénéfice très concret dont l'évaluation monétaire de l'environnement naturel et social. Moins de trajets en voiture, c'est une usure moins rapide des chaussées, moins de places de stationnement à construire, moins de CO2 expulsé dans l'atmosphère. Plus de

déplacements, c'est davantage de gens qui vont au cinéma, dans les commerces. Avec la gratuité, il n'y a pas de centre-ville réservé à quelques-uns, il n'y a pas de communes inaccessibles, on désenclave les cités populaires, chacun va où il veut, il est libre. C'est la valeur d'usage qui se substitue à la valeur marchande.

“ *La gratuité est financée intégralement par le versement transport des entreprises, sans aucune augmentation des impôts locaux.* ”

Nous partons du principe suivant : les rues sont d'accès gratuit, l'école l'est aussi, nous trouvons cela normal et bénéfique. Pourquoi pas les transports ? Nous nous situons dans une démarche de novation du service public, nous ne sommes pas en régie, nous avons un délégataire, « Transdev », multinationale née de la fusion avec Veolia, et nous l'obligeons à faire de la gratuité. Nous introduisons de la maîtrise publique dans une délégation de service public. C'est une rupture avec les politiques d'inspiration libérale qui font de la marchandisation un horizon indépassable.

## DES RÉSULTATS TRÈS POSITIFS

En un an seulement, on atteint les 100 % de progression de fréquentation, et celle-ci n'a cessé de se poursuivre, 174 % de voyageurs supplémentaires aujourd'hui. Avec l'augmentation de la fréquentation, le coût de l'investissement public a baissé ; hier, un déplacement coûtait 3,93 € ; aujourd'hui, avec la hausse de fréquentation, le déplacement revient à 2,04 € Avec le même investissement, on transporte deux fois plus de passagers. C'est ce que nous appelons de nouveaux critères de gestion de l'argent public. Une étude permet d'adosser et de visualiser statistiquement les modifications que la gratuité a introduites dans la vie quotidienne, il serait trop long de le commenter ici. Je ne citerai qu'un chiffre ; l'enquête démontre un report modal de 35 %, soit chaque jour plus de 5 000 voyages en voiture ou moto évités. Contrairement aux idées reçues, la gra-

tuité ne génère pas des dégradations : à Aubagne le matériel est respecté et ajoutons que davantage de monde dans les bus, c'est aussi plus de sécurité. La gratuité des transports, c'est aussi une redistribution du pouvoir d'achat pour les familles, soit près de 600 à 700 euros par an pour une famille de 4 personnes qui prennent deux fois par jour les transports (sur la base des tarifs aubagnais avant la gratuité). C'est également l'économie de la deuxième voiture pour de nombreux foyers, soit 5 200 euros d'économie. La gratuité abolit la loi du marché, elle permet de ne plus faire la distinction entre les riches et les pauvres en attribuant le même avantage ; la gratuité évite de contrôler et de mettre en évidence la hiérarchie des positions sociales. En cela, elle n'est pas une gratuité d'accompagnement pour les plus pauvres, elle est la gratuité de l'émancipation.

En France, il y a une vingtaine de territoires qui ont adopté la gratuité des transports, d'autres s'interrogent. La capitale de l'Estonie est en gratuité des transports depuis le début de l'année. Nous participons pour l'agglomération à des réunions qui regroupent des villes européennes qui s'inscrivent ou qui réfléchissent à s'inscrire dans cette démarche.

Nous ne disons pas que l'expérience aubagnaise est applicable dans les mêmes conditions partout, c'est une avancée locale sur un champ limité, on peut néanmoins la lire comme un petit pas dans le mouvement que nous appelons « émancipation ». ■

\*Daniel Fontaine est maire (PCF) d'Aubagne, vice-président du conseil général des Bouches-du-Rhône.

Réagissez à ce dossier  
contactez-nous !  
[revue@pcf.fr](mailto:revue@pcf.fr)

## LA MONNAIE LOCALE, LEVIER DE TRANSFORMATION SOCIALE

ENTRETIEN AVEC JEAN-PAUL PLA\*

**Revue du Projet : Qu'est-ce que le Sol-Violette et comment est-il né ?**

**Jean-Paul Pla :** Le Sol-Violette est une monnaie complémentaire et citoyenne, l'un des dispositifs de l'économie sociale et solidaire. L'objectif est de permettre à ses utilisateurs de se réapproprier les échanges économiques en remettant la monnaie à sa place : celle d'un moyen et non d'une fin. L'idée a germé vers novembre 2009 lorsque nous avons organisé à Toulouse un débat sur la possibilité de créer une telle monnaie. Près de 120 personnes ont alors pris part à celui-ci, signifiant un fort intérêt pour une initiative de ce type. Des collègues de citoyens ont alors été mis en place pour réfléchir à sa mise en œuvre concrète, auxquels ont pris part plus de 150 personnes. Le Sol-Violette a ainsi été lancé le 6 novembre 2011 et a été, depuis, progressivement élargi à un nombre de territoires et de participants croissant. Ceux-ci peuvent être des citoyens, les « solistes », ou des organisations, les « acteurs sol », et de toutes les couches sociales : cela va des associations de chômeurs aux entreprises. Récemment, un lycée est ainsi entré dans le réseau et tous les échanges internes s'y règlent désormais en Sol-Violette. Aujourd'hui, 1 300 personnes et 140 entreprises utilisent le Sol-Violette.

**R.D.P. : La finalité d'un tel réseau est-elle d'abord pédagogique ou en attendez-vous des transformations plus profondes ?**

**J.-P.P. :** L'expérience a une portée pédagogique mais ne se réduit pas à cela : elle porte une véritable remise en cause du fonctionnement de la monnaie traditionnelle. Il s'agit d'une monnaie fondante, c'est-à-dire qu'elle perd sa valeur au bout de trois mois. Elle n'est donc pas capitalisable, ce qui rend toute spéculation caduque. Les premiers bilans ont montré qu'elle circulait à un rythme plus de deux fois supérieur à l'euro, ce qui favorise les échanges et les liens entre ses utilisateurs, promouvant de ce fait une autre conception de la richesse, plus éthique que celle portée par les monnaies classiques.

**R.D.P. : Pourquoi avez-vous retenu dans votre communication l'appellation de monnaie éthique ?**

**J.-P.P. :** Éthique parce que notre monnaie symbolise un choix, celui de fonction-

ner dans des lieux qui respectent les personnes, l'environnement, les salariés, etc. On a fait une charte, qui n'est pas une charte fermée, en vingt-et-un points pour les entreprises, qui peuvent ainsi avoir un label provisoire. Elle s'inscrit ainsi dans une démarche visant à progresser vers un plus grand respect des salariés et de l'environnement social et naturel. Il ne s'agit donc pas d'une démarche fermée telle qu'une labellisation *a posteriori*. Pour nous, le changement de société doit se réaliser aussi dans la proximité et l'accompagnement des structures qui veulent se transformer. Cette monnaie est aussi citoyenne parce qu'elle est gérée dès l'origine par une commission de pilotage où l'on retrouvait une majorité de citoyens, mais aussi des entreprises, deux banques qui travaillent avec nous et la ville qui n'est qu'une voix parmi d'autres. Et, depuis le début 2013, elle est encore plus citoyenne, car nous avons mis en place des comités de pilotage par quartier, où ce sont les citoyens qui décident concrètement comment la monnaie circule.

**R.D.P. : Et de ce fait, vous constatez des différences de fonctionnement selon les quartiers ?**

**J.-P.P. :** Oui, par exemple, dans le quartier du Mirail, le comité a tenu une réunion avec les associations locales qui a débouché sur l'organisation d'un village solidaire permettant de faire découvrir le fonctionnement à l'ensemble de la population. Ce sont eux qui décident et prennent les initiatives. Ils sont aussi en train de voir si le Sol-Violette peut passer un autre cap et dépasser la simple fonction de consommation pour promouvoir plus activement des activités utiles collectivement : des actions citoyennes dont les instigateurs n'ont rien demandé à personne mais qui augmentent le bien-être sur le territoire. Par exemple, certains habitants ont décidé de faire un jardin au pied des immeubles en le finançant de leur poche. Les fleurs qu'ils ont plantées améliorent le quotidien de tous et ce comité de pilotage a décidé de leur attribuer cent sols, pour acheter des graines ou autre, même s'ils n'ont rien demandé, reconnaissant ainsi la valeur sociale de leur activité.

**R.D.P. : Avez-vous rencontré des difficultés ou des oppositions dans la mise en place de ce réseau, et si oui de quelle nature ?**

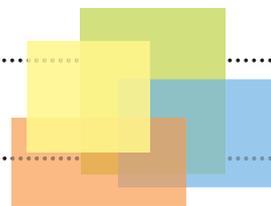
**J.-P.P. :** Il y a eu au départ de nombreux

sceptiques, notamment parce que l'on apprend encore trop souvent à l'école qu'il est pratiquement impossible d'agir autrement. Beaucoup ont souri, pensant que le projet n'aboutirait pas. Nous n'avons pas eu la majorité lorsque nous avons soumis le projet pour la première fois au conseil municipal, mais aujourd'hui on a prouvé que le projet était largement viable. Après, d'autres considéraient que ce type d'initiative posait problème dans le cadre de l'euro, mais nous sommes dans un cadre légal : la loi permet que les citoyens qui s'organisent puissent faire circuler une monnaie alternative comme celle-là.

**R.D.P. : En quoi une telle expérience peut-elle s'inscrire finalement dans un projet communautaire renouvelé ?**

**J.-P.P. :** L'avant-dernier congrès de notre parti avait affirmé qu'il était important de remettre la main sur l'économie et la monnaie et d'en être les acteurs, plutôt que de laisser quelques institutions comme la Banque centrale ou le FMI décider de l'organisation de la production et des échanges. Aujourd'hui, le Sol Violette participe de cette réappropriation et provoque des débats autour de ces thématiques fondamentales. Par ailleurs, plus de 30 territoires, et non des moindres, comme le Pays Basque, Niort, le conseil général d'Ille-et-Villaine, ont développé leur propre monnaie et s'inscrivent dans cette démarche de réappropriation de l'organisation locale. Nous sommes dans un projet profondément politique puisqu'il permet aux habitants d'un territoire d'avoir la vision de son développement et met à leur disposition un outil qui permet de ne pas voir uniquement la monnaie comme un instrument d'enrichissement pour quelques-uns, mais comme un outil de développement. Je crois que je suis dans mon rôle, en tant qu'élue communiste, lorsque je porte ce projet, qui a permis la création de 140 entreprises de l'économie sociale et solidaire, notamment des coopératives dont les salariés sont aussi des acteurs. C'est un projet global de changement de société où l'humain a sa place et participe à ce changement. ■

\*Jean-Paul Pla est conseiller municipal (PCF) de Toulouse (Haute-Garonne), initiateur du Sol-Violette.



## Retraites et accroissement de la productivité

Le dossier sur les retraites apporte des repères d'analyse très pertinents. Il montre que les enjeux fondamentaux sont d'une part la lutte pour accroître la part des richesses créées revenant à ceux qui les créent et d'autre part la place de l'emploi dans l'intégration sociale et dans l'acquisition des droits. Sur ces deux aspects, je pense que le dossier sous-estime certaines réalités.

Concernant la richesse créée, le dossier ne s'intéresse qu'à la valeur ajoutée (PIB). Sur cette notion, on sait aujourd'hui que la croissance de PIB n'est pas la garantie du développement social. Ensuite la productivité a juste été évoquée par Lucien Sève.

Dans les dernières décennies nous avons assisté à un accroissement de la productivité. Cette productivité relève de deux dimensions. La première, la productivité directe, c'est à dire le temps socialement nécessaire à la fabrication d'un objet ou à la réalisation d'un service. Cet accroissement de productivité a été largement accaparé par les capitalistes. La deuxième, la productivité concerne l'accroissement de la valeur d'usage des objets et services. Cette deuxième produc-

tivité les capitalistes cherchent généralement à la détruire afin de pousser à la consommation. Nous pouvons exiger que le temps de travail contraint diminue du fait de l'accroissement de ces deux productivités par la réduction du temps de travail et par le maintien de la retraite à 60 ans.

Aujourd'hui l'emploi est la principale voie pour acquérir les droits à la retraite voir à la santé. Cela donne l'illusion que les actifs travaillent pour les non-actifs et permet au patronat d'opposer les actifs aux retraités, les gens en bonne santé aux malades.

Nous devons dépasser cette question par la mise en place d'autres processus d'acquisition des droits. Sinon la proposition des réformistes de mettre en place une retraite uniquement par points risque de paraître la solution la plus juste socialement. En effet cette proposition affirme que les droits découlent uniquement du travail contraint. Les autres formes de travail (bénévoles, activités citoyennes..) ne donnant lieu à aucune forme de reconnaissance sociale.

GRÉGOIRE MUNCK

## Le financement de la retraite : un combat idéologique essentiel

Ce qui détermine le « jugement » des citoyens est incontestablement le fait que le trou financier doit être comblé. Nous n'avons pas d'autre choix que de combattre sur ce terrain. Les grandes idées ne semblent pas trop porteuses ni même crédibles. Le poids de la crise est l'alibi du « moment ». On ne peut faire l'impasse sur le démontage de cet argutie. Les luttes ont besoin de résultats positifs et si l'on veut changer la réalité il faut d'abord la connaître... Peut-on financer ou pas la retraite à taux plein à 60 ans ? La réponse est oui mais non pour le Capital. La lutte des classes n'a jamais cessé mais ce sont les patrons qui la pratiquent de manière intensive. Le combat idéologique est essentiel.

LAURENT MICHEL

## AU CŒUR DES ENJEUX DES MUNICIPALES

Les Rencontres nationales de l'ANECR qui auront lieu à Gennevilliers, les 18, 19 et 20 octobre prochains. Elles seront un moment important d'échanges en préparation directe des échéances de 2014, municipales et européennes, et se veulent utiles à l'approfondissement des contenus et à l'engagement de nos candidats.

Le secteur Communication en lien avec le secteur Élections prépare des fiches pratiques pour tous les militants et candidats afin de les aider à mener la bataille des municipales.

## Pourquoi l'agriculture est-elle un enjeu de civilisation ?

Xavier Compain et Éric Coquard\*

Un texte juste et complet qui me réconcilierait presque avec le PCF. C'est en tout cas le texte le plus pertinent que j'aie pu lire. Même bref, il fait un tour complet de la question. Le PCF devrait davantage le populariser.

Il pourrait aller plus loin et explorer les pistes entre vie paysanne, production à échelle humaine et protection de la nature (eaux et forêts).

R. S. SUR MEDIAPART



À quelques mois des élections municipales, le n°2 de *Progressistes*, la nouvelle revue du PCF, vous proposera un dossier sur l'environnement autour des questions du transport, de l'énergie, du traitement des déchets, de l'eau... Chercheurs, élus, professionnels, militants, syndicalistes nous livreront leurs expériences et leurs propositions d'avenir...

À ne pas manquer.

# La connaissance n'est pas un objet consommable

Conseillère régionale en PACA, enseignante à Aix-en-Provence, **Anne Mesliand** est en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche au PCF après avoir été une dirigeante syndicale nationale dans ce secteur. Elle réagit à l'actualité du monde universitaire et scientifique et expose la place que les communistes donnent à la connaissance dans leur projet de transformation de la société.

**La loi Fioraso a été adoptée en dépit du vote contre des parlementaires communistes et du Front de gauche. En quoi la jugez-vous insatisfaisante ?**

Une loi était attendue par la communauté scientifique et universitaire après dix ans de politiques libérales qui l'ont plongée dans des difficultés très importantes et pas seulement sur le plan financier. Mais la loi présentée par le gouvernement socialiste ne répond ni aux urgences budgétaires des universités, notamment celles placées sous tutelle des recteurs, ni aux attentes démocratiques du monde scientifique et universitaire en matière de collégialité, d'espace d'indépendance...

La loi défendue par Geneviève Fioraso n'est pas en rupture avec les textes antérieurs. À certains égards, elle les poursuit. Les parlementaires communistes au Sénat comme à l'Assemblée nationale se sont engagés dans le débat législatif avec la volonté de faire entendre la voix des universitaires, des chercheurs, des syndicats du secteur, avec des amendements précis. Au bout du processus, aucune inflexion n'a été consentie comme l'a déploré Marie-George Buffet. Je dirais même que des amendements d'autres groupes - acceptés quant à eux - sont venus aggraver le texte.

Les missions de l'université sont de plus en plus soumises au principe de compétitivité et la production de connaissance

contrainte par les exigences du capitalisme financier. Cette loi ne le remet pas en cause. Elle ne contient pas non plus d'efforts suffisants pour la démocratisation de l'enseignement supérieur dans une perspective de lutte contre la reproduction des inégalités sociales.

Quant à la démocratie au sein de l'université, après la loi LRU qui avait été très critiquée notamment sur ce point, la loi Fioraso revient sur le mode de scrutin pour l'élection des conseils sans pour autant rétablir la proportionnelle intégrale. Elle instaure la parité ce qui, en soi, est une bonne chose à condition de prendre en compte la question des inégalités professionnelles pour la résoudre. Selon les disciplines, les femmes ne représentent qu'entre 15 et 20 % des professeurs d'université. À peine autant que dans l'armée !

**La possibilité d'enseigner dans une langue étrangère - dans les faits en anglais - contenue dans la loi a fait couler beaucoup d'encre. Quelle est votre position sur le sujet ?**

Si certains ont focalisé le débat sur cette question dans le but d'en faire un écran de fumée, je dois dire que la levée de boucliers est tout à fait fondée. Sous prétexte « d'attractivité » internationale, la loi autorise les cours en langues étrangères par des enseignants qui ne sont pas des professeurs invités locuteurs de ces langues mais des ensei-

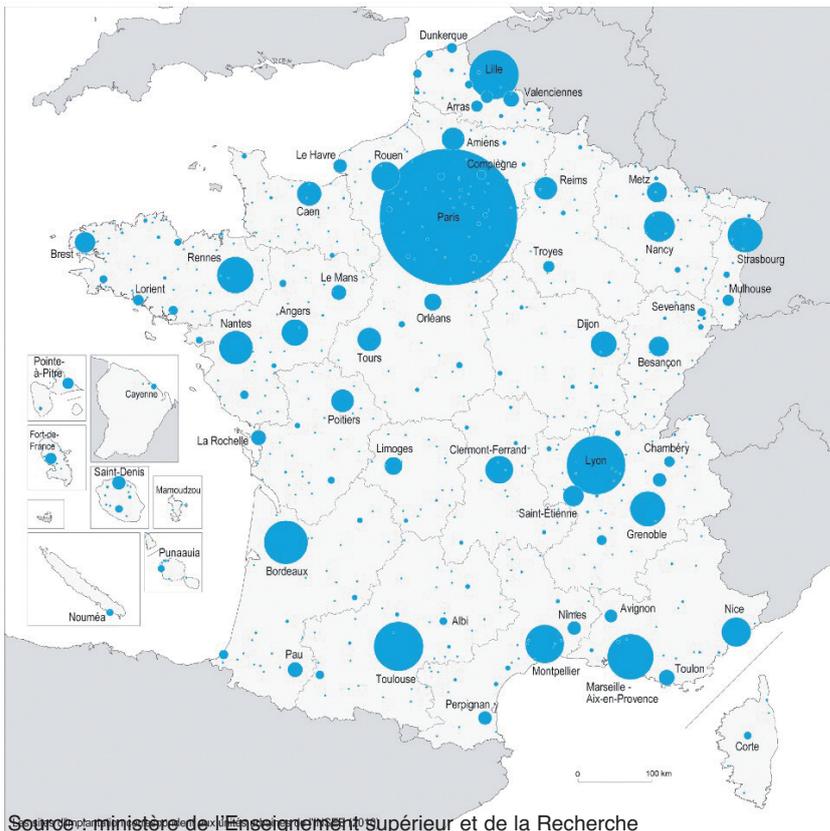
gnants français. Quelle que soit la nécessité de coopération internationale, il faut absolument permettre à toutes les langues de penser la science, de poser des cadres conceptuels, de produire des savoirs en leur sein. Une langue qui ne se confronterait plus à la science s'appauvrirait considérablement.

Cette disposition de la loi encourage la mainmise déjà existante de l'anglais sur les publications scientifiques. Elle pourrait aussi devenir un cheval de Troie des organismes de formation privés nord-américains qui, à l'heure de l'ouverture des négociations sur le marché transatlantique, regardent avec gourmandise ce qu'ils considèrent comme le « marché » de la formation.

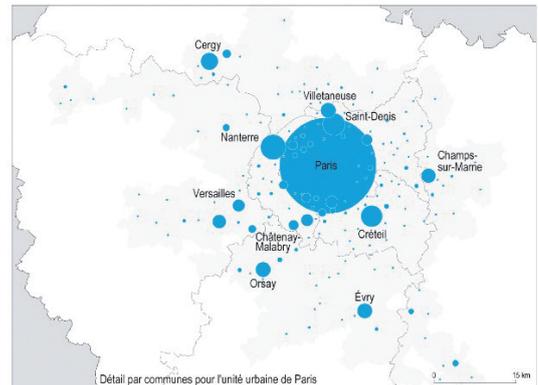
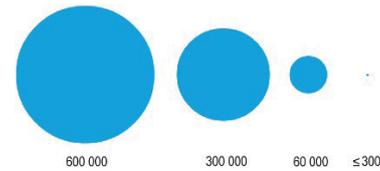
**Et les étudiants dans tout ça ? La ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche annonce que sa loi comporte des dispositions de nature à améliorer leur réussite. Qu'en dites-vous ?**

Les étudiants sont dans une situation très tendue. L'UEC a déjà indiqué ce qu'on pouvait craindre pour cette rentrée - dans un contexte d'approfondissement de la crise - en termes d'appauvrissement, de difficultés d'accès aux soins mais aussi à la vie culturelle pour les étudiants condamnés à trouver un emploi alimentaire. De ce point de vue, rien ne vient en matière de moyens pour per-

## ÉTUDIANTS INSCRITS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN 2010-2011



Nombre d'étudiants inscrits en établissements et formations d'enseignement supérieur



Source : ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

mettre à tous d'être pleinement étudiants. La perpétuation des injustices, l'échec à cause de la galère sont inacceptables. L'insuffisance des moyens des universités elles-mêmes porte une part de responsabilité dans l'échec des étu-

“ *Les missions de l'université sont de plus en plus soumises au principe de compétitivité et la production de connaissance contrainte par les exigences du capitalisme financier.* ”

dants qui pâtissent de cours aux effectifs surchargés. Le SNESUP chiffre à plus de 5 000 le nombre de postes manquants, c'est dire le chemin à parcourir.

Le PCF et l'UEC travaillent ensemble sur les questions étudiantes dans le respect de l'indépendance de nos organisations et avec le souci de remplir chacun nos missions particulières. C'est dans cet esprit qu'avec Hugo Pompougnac, secrétaire national de l'UEC, nous avons co-animé un atelier à l'université d'été des Karrellis.

### Résorber l'échec à l'université peut-il se résumer à une question de moyens ?

D'abord, au-delà des lieux communs sur l'échec à l'université, il faut rappeler qu'il en sort des personnes de grand talent, des docteurs, des chercheurs, des médecins... Ensuite, l'échec existe, il est toujours trop important, on ne saurait le nier. Sans doute faut-il réfléchir à la question de la qualification dans la formation générale. Les savoirs fonda-

mentaux et technologiques sont beaucoup trop disjoints. Il faut permettre aux étudiants lorsqu'ils s'engagent dans une filière, d'avoir une vision claire de là où elle va les mener en termes de métier. Je ne parle pas de professionnalisation tant ce terme a été dévoyé par les libéraux. Il faut précisément des diplômes nationaux qualifiants face à l'offensive du Medef à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur de l'université, qui tente de transformer la notion de qualification en notion de compétence. Cela conduit à une fragmentation des formations, à leur dévalorisation et donc à une déqualification des travailleurs. Il faut au contraire sécuriser les parcours avec un bagage initial garanti en matière de savoirs et de capacités à évoluer dans les savoirs et la connaissance. C'est un rôle essentiel pour l'université.

## Quel est votre état d'esprit à l'approche de la rentrée universitaire après l'adoption de cette loi ?

Les problèmes budgétaires quoi qu'en (dise la ministre sont largement devant nous. Les questions d'emploi vont devenir absolument incontournables. Dans les organismes de recherches publics, plus d'un tiers des effectifs est précaire. La loi va donner lieu à toute une série de décrets et il y aura des batailles à mener. Les communistes sont prêts à les mener à travers leur engagement syndical et en tant que tels.

À l'université comme ailleurs, il nous faut démontrer ce qui fait obstacle à une véritable politique de gauche et de changement. Il nous faut révéler les liens entre les traités européens et les politiques d'austérité à l'œuvre. Il nous faut dénoncer la recherche effrénée du profit qui soumet la science et conduit à tourner le dos à la recherche fondamentale dont on sait qu'elle est désintéres-

sée. Il nous faut faire le lien entre la désindustrialisation du pays et les difficultés de la recherche, publique et privée. Il nous faut initier des convergences en montrant par exemple la logique qui unit la volonté de fusion autoritaire des universités dans de grands ensembles et celle de mettre en concurrence les territoires. Les batailles de résistance sont importantes et les communistes y prennent toute leur place mais nous avons la responsabilité, par ce travail politique, idéologique, d'ouvrir des perspectives de changement et de conquête.

## L'accélération des avancées scientifiques et leurs implications dans la vie quotidienne posent avec de plus en plus de force la question des rapports entre science et société. Quelle est votre approche ?

Le développement des connaissances et surtout leur appropriation collective est incontestablement un des plus grands

défis de notre temps. Un défi pour répondre aux questions qui se posent à l'humanité aux plans environnemental, énergétique, sanitaire, alimentaire,

“ *L'insuffisance des moyens des universités porte une part de responsabilité dans l'échec des étudiants qui pâtiennent de cours aux effectifs surchargés* ”

démographique... Mais aussi un défi démocratique pour ouvrir une voie vers la démocratie réelle. Celle-ci implique que les citoyens aient accès à l'ensemble des moyens culturels et intellectuels pour délibérer et évaluer la portée d'une décision. Nous voulons rompre avec la logique actuelle qui est celle des « experts ». Non pas qu'il n'y ait pas

## BRÈVES DE SECTEUR

### L'OPPRESSION DE CLASSE EST SEXUÉE

Un vent nouveau souffle sur le secteur « Droits des femmes et Féminisme » depuis le 36<sup>e</sup> congrès.

Notre contribution « Le féminisme ne tue pas » en amont de la rédaction de la motion finale a permis de redonner du sens à notre engagement féministe et communiste.

Partager que le féminisme conjugué à la lutte des classes est un combat universel qui ouvrira ou pas une transformation radicale de la société, suivant la force que nous saurons lui donner, est un enjeu majeur !

Il n'est pas inutile de souligner, une nouvelle fois, que la question n'est pas de stigmatiser les hommes, de les désigner comme les oppresseurs, les bourreaux, mais de dénoncer un système qui asservit chacune et chacun.

Les hommes sont eux-mêmes des victimes avec une assignation à des rôles et une place dans la société. Ils sont enfermés dans des stéréotypes de réussite sociale et familiale. Tout écart à cette norme est de fait très mal vécu.

Pour les féministes que nous sommes, il ne s'agit pas de remplacer un système de domination par un autre, ni de prendre le pouvoir mais de le partager dans le respect et la dignité de chacune et de chacun.

Nous devons donc, Hommes ET Femmes, nous mobiliser, ensemble, pour changer de regard, pour ne plus reproduire une socialisation différenciée qui cloisonne dès le plus jeune âge, qui enferme nos identités. Communistes, nous devons faire éclater ces cadres pour le mieux vivre ensemble.

Lutter pour une société d'émancipation humaine, c'est rejeter

ter toute domination, c'est refuser toute soumission, c'est abolir toute exploitation. C'est ce chemin-là qu'il nous faut prendre ensemble pour faire grandir notre rassemblement, pour faire du Front de gauche un véritable « Front populaire ».

C'est ce que nous avons porté avec notre Marche des femmes contre l'austérité et c'est ce que nous allons poursuivre et amplifier à la Fête de l'Humanité.

**LAURENCE COHEN**

**DROITS DES FEMMES ET FÉMINISME**

### SE MOBILISER POUR OBTENIR DES CHANGEMENTS

Beaucoup d'activités du Front de gauche média depuis le début de l'année, du point de vue législatif, prises de positions, assemblées citoyennes.

Après le dépôt par les députés Front de gauche de la proposition de loi « visant au redressement de la presse et de sa distribution au service du pluralisme », trois assemblées pour la populariser, Marseille, Paris au *Monde*, Vénissieux, à chaque fois plus d'une centaine de personnes, travailleurs du Livre et citoyens. Il s'agit maintenant, avec les syndicats et le réseau courriel des « Amis du Front de gauche média », d'obtenir son inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Autre combat, avec les parlementaires Front de gauche, la réforme du CSA, un des engagements d'Hollande. Cette réforme ne répond pas aux exigences, car si l'on peut se réjouir de la fin de nomination des PDG de l'audiovisuel public par

d'experts mais parce que la logique dominante repose sur la dénégation des capacités de comprendre des citoyens, là où au contraire, il faut une appropriation collective, une mise en commun. Les scientifiques revendiquent à juste titre l'indépendance de la recherche et pour le PCF garantir l'indépendance intellectuelle des travailleurs scientifiques est un principe fondamental. Dans le même temps les citoyens doivent pouvoir se prononcer sur le développement de la recherche, c'est pourquoi nous proposons de créer des forums citoyens de la science, de la technologie et de la culture. Dotés de pouvoir d'enquête, indépendants de tout pouvoir politique ou pression économique, ils débattraient publiquement et rapporteraient tous les ans devant l'Assemblée nationale. Bien sûr cela suppose de donner aux chercheurs du temps et des moyens pour la diffusion de leurs résultats auprès du public et

aussi de transformer quelque peu notre système médiatique !

**Les tenants du capitalisme mondialisé ont un projet qui incorpore l'enseignement supérieur et la recherche : ils lui ont donné le nom « d'économie de la connaissance ». Quelle place les communistes leur donnent-ils dans leur projet de transformation de la société ?**

La stratégie de Lisbonne vise à instrumentaliser la production de savoirs pour maximiser les profits - de plus en plus déconnectés de l'économie réelle. Cet objectif est, bien entendu, à l'opposé de notre conception du développement des savoirs, scientifiques mais aussi artistiques, sensibles. La recherche est profondément humaine. Elle repose sur cette pulsion de connaissance de l'humanité qui n'est jamais satisfaite de ce qu'elle sait. Nous l'affirmons : à l'opposé des logiques de marchandisation, la connaissance n'est pas un objet consommable. C'est le contraire : en la

partageant on la multiplie. Elle est foncièrement émancipatrice car en permettant de comprendre le monde, elle permet de le transformer, d'en inventer un nouveau. Elle participe donc du mouvement de transformation sociale auquel nous fixons une visée révolutionnaire de dépassement du capitalisme. Marx considérait que la société communiste est celle où l'on pourra travailler quatre heures par jour et choisir d'aller pêcher le matin et de faire de la philosophie le soir. Pour les communistes, la connaissance, sa production, son appropriation ont leur place au cœur de la vie sociale mais aussi individuelle dans ce qu'elle peut avoir de plus intime, au même titre que les autres plaisirs et occupations de l'existence. ■

le Président de la République, syndicats et téléspectateurs en sont absents et le CSA ne devrait pas faire mieux respecter le pluralisme qu'il ne l'a fait. Nous espérons une loi d'ensemble sur l'audiovisuel en 2014, ce qui nous permettrait de défendre nos propositions de Conseil supérieur des média, d'élection des PDG de l'audiovisuel public par les conseils d'administration, de création du Pôle public audiovisuel.

Un engagement de Hollande est en passe d'être tenu, l'amélioration de la loi protégeant les sources des journalistes. On peut s'en féliciter, mais celle-ci laisse encore la possibilité de perquisition à un juge s'il y a « prévention d'un délit constituant une atteinte grave à la personne », formulation trop large à notre sens.

Le Front de gauche média a apporté son soutien à Acrimed et à Médiapart ; Bercy a refusé à l'Association la défiscalisation des dons au prétexte qu'elle « ne contribue pas à la production et à la diffusion d'œuvres de l'esprit » (!), quant à Médiapart la Cour d'appel de Versailles a ordonné de supprimer de son site toute citation des enregistrements concernant l'affaire Bettencourt, un véritable acte de censure mettant en danger la pérennité de ce média.

Soutien également à la lutte des salariés de l'ERT (la télévision grecque) et aux dirigeants du SNJ et du SNJ-CGT (qui avaient regretté les conditions de divulgation du « mur des cons ») dont le site euro-reconquista avait diffusé les noms et téléphones entraînant sur le net de véritables appels au meurtre !

Comme aux Estivales du Front de gauche, le front thématique Média anime des débats à la Fête de L'Humanité.

**JEAN-FRANÇOIS TÉALDI**  
MÉDIA

## UNE INITIATIVE À L'AUTOMNE

Le secteur multiplie les initiatives. Tour d'horizon des rendez-vous passés et à venir :

Université d'été : atelier sur le thème « Quelles actions pour l'économie sociale et solidaire dans les territoires » avec les dirigeants de l'association Max Havelaar France.

Front de gauche Économie sociale et solidaire (ESS) : une brochure a été rendue publique lors des estivales qui ont accueilli un atelier sur la vie associative.

Préparation d'une initiative pour l'automne 2013 « rencontre du PCF avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire » Elle se tiendra un samedi, sous forme d'une matinée d'ateliers et d'un après-midi de restitution - débat en plénière. Quatre ateliers thématiques : l'économie sociale et le travail, la santé, la finance, l'agriculture et l'agroalimentaire. Chacun de ces ateliers a fait l'objet de travaux préparatoires de co-construction avec des acteurs importants de l'ESS, mutualistes, coopérateurs, salariés de banques coopératives, syndicalistes... et les responsables des secteurs travail, santé, agriculture et économie du Conseil national.

Participation à la réunion d'Ap2E sur la proposition de loi « droit de préemption des salariés en cas de cession de leur entreprise ».

Rencontres avec les dirigeants de Max Havelaar, Artisans du monde, Rencontres sociales et les dirigeants des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural.

**SYLVIE MAYER**  
ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Par **GÉRARD STREIFF**

# La France réac

On l'aura vue défilé ces derniers mois pour « sauver » l'ordre familial cette France réac qui, d'ordinaire, se montre peu. D'où vient-elle ? Qui la compose ? Que pense-t-elle ?

**L**e réac, on sait que ça existe, c'est un genre installé dans le panorama, un personnage récurrent du théâtre politique, un incontournable de la vie publique. Quelle famille ne possède pas le sien ? Dans chaque quartier, village, lieu de travail, il y a le réac de service. Qui n'est pas seulement un droitier ou qui est, dirons-nous, un droitier plus : plus de rigidité, plus d'intolérance, plus de passéisme. Bref, un réac, c'est assez banal. Mais quand les réacs sortent en meute, quand ils descendent à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires pour arpenter les avenues de Paris comme ils l'ont fait lors des diverses manifestations contre le mariage pour tous, là, le spectacle étonne toujours un peu. On se dit : mais qui sont tous ces gens ? Cette France réac, d'où sort elle ? Où se cachait-elle ? Et que cherche-t-elle ?

Car le réac processionne rarement. La rue, la déambulation collective, cela ne figure pas trop dans ses gènes. On les a vus en nombre en 1984, pour la défense de leur école privée, mais cela remonte à trente ans ; or les revoici pour la sauvegarde de la famille, en tout cas pour l'image qu'ils s'en font.

Leur front, un temps, a pu sembler uni, coordonné et pourtant ces rassemblements fédèrent plusieurs tribus, aux

caractéristiques proches mais relativement autonomes les unes des autres.

Il y a là la France des beaux quartiers, celles des familles cossues et nombreuses (le réac, quand il manifeste, le fait volontiers avec ses enfants) ; ce genre fut un temps assez bien incarné par Philippe de Villiers. Cette France, on la situe géographiquement : elle vient d'Auteuil – Neuilly – Passy, de Versailles et des environs. Ce sont très souvent des héritiers, héritiers d'un patrimoine, ou/et d'une culture, ou/et de mémoires. Les sociologues Pinçon-Charlot ont bien décrit cet univers. Oui mais tous les manifestants ne viennent pas de l'Ouest parisien, tous ne sont pas des possédants, loin s'en faut. Et tous les cossus n'étaient pas dans la rue.

Il y a là la France de tradition catholique, au sens propre, la tradition et le catholicisme liés, celle qui dépasse assez largement les seuls intégristes, tout un pan de la société éduqué dans le respect de rituels précis et mobilisé de temps à autre (voir les JMJ, ou lors de la venue du pape). L'Église catholique et ses clercs, ses presbytères, ses paroisses et ses conseils de fabrique ont beaucoup donné ces derniers mois dans cette bataille. Question d'intime conviction, peut-être, d'intérêts aussi. La famille, le mariage sont les fonds de commerce d'une institution en perte de vitesse. Ancienne puissance dominante et assoupie, cette Église qui se découvre « minoritaire » et s'inquiète, retrouve les vertus de la mobilisation, de la réunion, de la communication, des

défilés, d'un certain militantisme. L'idée avancée ici ou là qu'elle pourrait, après tout, se recycler dans le mariage catholique pour tous lui est, pour l'heure, insupportable. Oui mais tous les catholiques ne sont pas dans ces manifestations.

Il y a là la France de droite, classique, umpiste ou centriste, celle des inévitables notables.

Dans la bataille contre le mariage pour tous, elle soutient, elle sent la bonne opération de déstabilisation de l'adversaire. Oui, mais toute la droite ne s'identifie pas totalement au mouvement et même les chefs se gardent une marge de manœuvre, préservent l'avenir.

Il y a là la France d'extrême droite, celle des fanatiques de Civitas, des jeunes gens agenouillés sur le pavé, bras en croix, des gros bras du GUD, des aventuriers identitaires, des fanas du « Printemps français ». Ils peuvent encadrer, animer, provoquer, ils ne constituent pas le gros des troupes. Et puis, même Marine Le Pen, un temps, s'est contorsionnée pour dire qu'elle était pour tout en n'étant pas totalement pour ni contre d'ailleurs, etc.

Bref, il y a là des cossus et des traditionalistes, des umpistes et des FN, des friqués et des fauchés, des « radicaux » et des placides. Qu'est ce qui les fédère ? Autrement dit, qu'est ce qui caractérise le réac ?

## LA PEUR DU MOUVEMENT

Et comment eux se définissent ? Ivan Rioufol qui est en quelque sorte leur

porte-parole dans sa chronique hebdomadaire du *Figaro*, parle (29/3) d'une « une France silencieuse, décidée à affronter l'idéologie relativiste du politiquement correct », de gens « qui sont venus de toutes les provinces ne demandant que le respect de leur civilisation, de leur culture, de leur histoire, de leurs traditions, bref de leur mémoire, mot détesté par les valets d'un mondialisme totalitaire où tout deviendrait indifférencié, interchangeable » ou encore d'un « peuple éduqué et respectueux de son passé ». Au-delà d'un ton polémique et d'un discours un peu convenu, il y a là quelques éléments d'identification. Le respect du passé est un *leitmotiv*. Il ne s'agit pas ici d'un simple goût pour le savoir historique, d'une attention légitime pour des expériences collectives fortes mais d'une sorte de culte pour la tradition, pour une façon d'être cadrée une fois pour toutes, un mode de vie appelé à se répéter à l'identique, une imagerie héroïque, fantôme d'une « civilisation » avec ses gloires, ses crises, ses (belles) guerres, une culture codée, un académisme structurel (par principe, le *réac* déteste l'art contemporain).

Le *réac* est de droite, foncièrement, c'est-à-dire qu'il partage toutes les valeurs de cette famille, ordre, hiérarchie, autorité, anti-égalité (voir l'encadré ci-contre) mais dans cette droite, il a sa singularité. Le *réac* a peur du mouvement, du changement, du nouveau. Sa peur est quasi existentielle. Il est fondamentalement anti-révolutionnaire au sens où la révo-

lution comme dit le Larousse est un « changement important dans l'ordre d'une société ». Tout ici le révolte, rien ne lui va dans un tel projet. L'immobilité, la reproduction à l'identique au contraire le tranquillisent ; cela est synonyme pour lui de calme, de repos, d'impassibilité, d'éternité sans doute. Le *réac* n'est pas du tout dans la démarche du prince de Lampedusa qui, dans *Le Guépard*, fait dire à son personnage Tancredi, qu'il « faut que tout change pour que rien ne change ». Horreur ! Le *réac*, tout au contraire, est dans une sorte de fixation :

il faut que rien ne change pour que rien ne change !

Comme si l'ordre des choses était donné une fois pour toutes.

Riche ou pauvre, il est pareillement attaché à l'existant, à l'état du monde dont l'ordre (le désordre ?) le reconforte, un mécanisme que le philosophe Emmanuel Terray a fort bien décrit dans son essai *Penser à droite* aux éditions Galilée. ■

## EMMANUEL TERRAY : « LES FONDAMENTAUX DE DROITE »

« Je suis d'une famille de droite classique républicaine. Au fur et à mesure que les années ont passé, il m'a semblé qu'il fallait prendre la mesure du fait que la moitié du monde ne pense pas comme moi ; et qu'on ne pouvait pas réduire ce fait à la simple défense d'intérêts matériels. D'autant que dans cette moitié, beaucoup de gens ont peu d'intérêts à défendre. Je voulais comprendre ce qui les amenait à défendre un ordre établi qui les traite relativement mal. Ce livre (*Penser à droite*) est le fruit d'un effort déployé pour comprendre la tribu de la droite. [...] Les valeurs de la droite classique et celles des tenants du libéralisme économique

s'opposent presque terme à terme : la stabilité, l'enracinement, la sécurité et le consensus d'un côté ; la mobilité, le nomadisme, le goût du risque et la compétition de l'autre. [...] Ceci dit, cette distinction n'efface pas les fondamentaux : l'ordre, la hiérarchie, l'autorité, la priorité donnée au plus proche sur le lointain, restent constantes. L'idée d'égalité est rejetée par toutes les fractions de la droite - l'inégalité est même considérée comme un bienfait, un moteur de la compétition, donc de la croissance, de l'innovation. »

Entretien avec Mathieu Deslandes de *Rue89*, mars 2012.

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande*.

PAR CLAUDE MORILHAT\*

## L'idéologie, un concept fondamental de la pensée marxiste

Dans nos démocraties libérales l'acceptation par de très larges fractions des classes populaires de la domination d'une oligarchie (associant politiques et hommes d'affaires) apparaît comme une dimension politique cruciale.

\***CLAUDE MORILHAT** est docteur en philosophie.

**A**u milieu du XVI<sup>e</sup> siècle l'ami de Montaigne, Étienne de La Boétie, dans un bref essai le *Discours de la servitude volontaire*, cherche à éclairer le cœur même de la réalité politique. À partir de la notion apparemment contradictoire de servitude volontaire, La Boétie s'efforce de comprendre une réalité énigmatique : la domination, dans toutes les sociétés inégalitaires, du grand nombre par une petite minorité, voire par un seul. Étant donné l'énorme écart numérique entre ceux qui exercent le pouvoir et ceux qui lui sont soumis, la seule invocation du recours à la force s'avère bien insuffisante. D'après le *Discours* il n'est pas même nécessaire de combattre le tyran, « il n'est pas besoin de le défaire [...] il ne faut pas lui ôter rien, mais ne lui donner rien ». Il suffirait à ses victimes de ne pas le servir, de ne pas lui prêter leurs forces, en leur absence il n'est rien, de même que le feu s'éteint faute de bois « sans qu'on y mette de l'eau ». Le constat s'impose : le pouvoir ne possède d'autres forces que celle de ses sujets. Pour expliquer le consentement à la servitude le *Discours* nous propose trois grandes raisons : l'habitude, l'acceptation de l'existant ; la corruption des mœurs par le pouvoir (les jeux du cirque dans l'Antiquité par ex.) ; le rôle de la religion et d'autres croyances. Mais plus fon-

damentalement, La Boétie met en question l'idée simpliste d'un pouvoir isolé face au peuple. Loin de lui être extérieur, le pouvoir traverse la société, ainsi voit-on nombre des sujets « sous le grand tyran, tyrannaux eux-mêmes ». Étant donné la structure pyramidale du pouvoir, une part importante de la population trouve à satisfaire son ambition ou son avarice dans sa complaisance à l'égard de celui-là.

### LA NOTION D'IDÉOLOGIE DÉVELOPPÉE PAR MARX

Presque cinq siècles après, nos sociétés sont bien différentes de celle où vivait La Boétie, par ailleurs nous bénéficions des savoirs développés depuis lors par les sciences sociales, pourtant la question de l'assujettissement, du consentement de la majorité du peuple à sa domination par une étroite minorité demeure toujours difficile à concevoir. Si dans toutes les sociétés de classes, le rôle de la répression ne saurait être ignoré, dans nos démocraties libérales c'est l'acceptation par de très larges fractions des classes populaires de la domination d'une oligarchie (associant politiques et hommes d'affaires) qui apparaît comme une dimension politique cruciale.

Au premier abord, la notion d'idéologie développée par Marx semble offrir l'instrument conceptuel majeur susceptible d'éclairer l'acceptation de la domination sociale et politique. Mais le concept, chez Marx même, n'est pas dépourvu d'incertitudes, en raison de sa complexité il a donné lieu selon les auteurs à des développements unilatéraux souvent fortement divergents. Par ailleurs, avec le passage du mot dans la langue courante, son usage polémique

au cours des joutes politiques, la portée et la nécessité théorique du concept se sont fortement obscurcies. Enfin, certains héritiers de Marx ont proposé des élaborations neuves (Gramsci, Althusser), des développements théoriques importants ont eu lieu en ce qui concerne la compréhension de la réalité sociale (Bourdieu). C'est donc un concept enrichi et rectifié qu'il convient de mettre en œuvre pour faire face aux exigences politiques et théoriques présentes. C'est dans *L'idéologie allemande* que Marx et Engels élaborent le concept. L'on y trouve quelques-unes des thèses les plus célèbres du matérialisme historique : « La production des idées, des représentations et de la conscience est d'abord directement et intimement mêlée à l'activité et au commerce matériel des hommes, elle est le langage de la vie réelle [...] La conscience ne peut jamais être autre chose que l'Être conscient et l'Être des hommes est leur processus de vie réelle » ; « Les pensées de la classe dominante sont aussi à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance *matérielle* dominante de la société est aussi la puissance dominante *spirituelle* » ; « à partir du moment où s'opère une division du travail matériel et intellectuel [...] la conscience peut vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante »... Pour le dire fort schématiquement, Marx et Engels voient alors dans l'idéologie un ensemble de représentations trompeuses qui reflètent la base économique-sociale de la société. Leurs réflexions appellent au moins deux remarques : en insistant unilatéralement, de façon polémique, sur le caractère illusoire des idéologies et leur incon-

sistance ils rendent difficilement compréhensible leur efficace sociale ; à cette époque ils estiment à partir d'une vision irréaliste que « pour la masse des hommes, c'est-à-dire pour le prolétariat, ces représentations théoriques n'existent pas, donc pour cette masse elles n'ont pas non plus besoin d'être supprimées et, si celle-ci a jamais eu quelques représentations théoriques telles que la religion, il y a longtemps déjà qu'elles sont détruites par les circonstances ». L'idéologie dominante ne concernerait donc que la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, laissant les masses ouvrières miraculeusement indemnes, celles-ci ayant d'emblée en raison de leurs luttes une compréhension immédiate de la réalité du capitalisme, une saisie adéquate du mouvement historique.

Mais comme le souligne Isabelle Garo, à la suite des événements de 1848, Marx « renonce à la conviction que le prolétariat est révolutionnaire par définition et clairvoyant par essence ». Dans ses œuvres ultérieures, il ne cessera de corriger le schématisme de ses écrits de jeunesse, de rectifier, d'approfondir sa saisie de la place et du rôle des représentations au sein du tout social, mais le terme idéologie tend à disparaître dans ses derniers textes. Se pose alors la question des rapports entre le concept d'idéologie et la théorie du fétichisme mise en œuvre dans le *Capital*. Loin de toute saisie de l'idéologie comme simple reflet de la réalité, la théorie du fétichisme de la marchandise et plus largement du capital, esquisse une analyse du procès d'engendrement des représentations idéologiques à partir du mouvement même des rapports marchands généralisés, des rapports de production capitalistes.

## LES APPORTS NOVATEURS DE GRAMSCI ET ALTHUSSER

Dans le sillage de Marx, Gramsci et Althusser sont les deux penseurs les plus novateurs s'agissant de l'idéologie.

Le premier distingue (nous schématisons), d'une part la domination et d'autre part l'hégémonie exercées par la classe dominante sur les classes dominées. La première, mise en œuvre dans le cadre de l'État, s'appuie sur la coercition quand la seconde se déploie au sein de la société civile pour obtenir l'adhésion de l'ensemble de la société au pouvoir établi, l'une repose sur la force et peut requérir l'exercice de la violence ouverte, l'autre se fonde sur le consente-

ment, la participation à des valeurs, à des croyances communes. À l'encontre de l'économisme qui affectait alors une large part des analyses marxistes, Gramsci accorde ainsi une importance nouvelle à l'idéologie, plus largement à la culture, dans la totalité sociale, tant en ce qui concerne la conquête du pouvoir par une classe et ses alliés qu'en suite dans l'imposition de celui-là à l'ensemble de la société. Cette même inventivité politico-théorique de Gramsci le conduit à la prise en compte de la fonction sociale des intellectuels en insistant sur leur intégration aux différentes couches sociales, de leur participation au maintien de l'hégémonie de la bourgeoisie ou à l'inverse, pour d'autres, de leur contribution au renversement de cette hégémonie au profit des classes populaires. Plus, il souligne la dimension matérielle de l'instance idéologique, ainsi dans les *Cahiers de prison*, il parle de « l'appareil d'hégémonie politique et culturelle des classes dominantes » ; évoquant « cette structure matérielle de l'idéologie », il énumère rapidement certains de ses composants : maisons d'édition, journaux politiques, bulletins paroissiaux, bibliothèques, écoles, clubs de tous genres, noms des rues. Contrairement à une conception rudimentaire qui tend à ne voir dans l'idéologie, dans l'univers symbolique, qu'un champ inconsistant de représentations, de croyances illusoire, la réduisant à une sorte de reflet, de voile qui masque la seule réalité véritable, l'économie, les réflexions des *Cahiers* conduisent à la reconnaissance de l'efficace propre des superstructures et de l'idéologie quant à la reproduction des formations économiques et sociales.

Soulignant l'apport de Gramsci, Althusser s'est efforcé d'aller plus loin dans l'appréhension de l'idéologie, d'en éclairer les ressorts. Il propose de compléter la théorie marxiste de l'État en distinguant au sein de l'appareil d'État, d'une part les institutions qui constituent l'appareil répressif d'État et d'autre part celles qui représentent les appareils idéologiques d'État (AIE). À l'unicité du premier s'oppose la pluralité des seconds (AIE, scolaire, familial, religieux, politique, syndical, de l'information, culturel). Partant, Althusser peut écrire : « L'idéologie n'existe pas dans le monde des idées'' conçu comme monde spirituel''. L'idéologie existe dans des institutions et dans les pratiques qui sont les leurs ». Donc dans les pratiques mêmes de leurs agents et des individus auxquels s'adressent ces institutions. De plus,

le concept d'AIE vient mettre en cause une conception schématique des rapports entre base économique et superstructure. Mais la matérialité de l'idéologie ne se réalise pas seulement à travers des institutions. Pour chacun, elle s'incarne (au sens premier du terme) dans les comportements, les gestes quotidiens associés à ses croyances, à son appréhension de la réalité. Althusser prend l'exemple de la religion (l'individu « va à l'église pour assister à la messe, s'agenouille, prie, se confesse, fait pénitence... »), il est assez facile de mettre au jour cette inscription corporelle de l'idéologie en d'autres secteurs (pensons par exemple, à l'appareil médiatique et aux rites plus ou moins individualisés qui règlent la lecture d'un journal ou la vision de la télé, au déroulement des manifestations sportives ou culturelles...). Situées plus largement dans un appareil idéologique, ces pratiques réglées par des rituels codifiés socialement ou partiellement liés à la personnalité de chacun donnent corps à nos idées, à nos croyances. Faute de place, nous ne ferons qu'évoquer la thèse cardinale d'Althusser quant au mécanisme idéologique : « Toute idéologie interpelle les individus concrets en sujets concrets », elle les « constitue », les « transforme » en sujets (libres, moraux, responsables) dans le mouvement même où elle les assujettit. À chacun l'idéologie assigne une place au sein des rapports sociaux, lui enjoint tel ou tel comportement.

L'assujettissement idéologique s'impose à travers l'ensemble de la réalité sociale, mais il trouve un ressort particulièrement puissant dans les milieux de travail.

L'organisation traditionnelle reposait essentiellement sur l'obéissance passive aux ordres de la hiérarchie, elle tend aujourd'hui à laisser place à la mobilisation des ressources humaines qui veut une adhésion, une fidélité, un engagement spontané vis-à-vis des valeurs et des objectifs de l'entreprise. L'invocation de la crise économique, la lourde menace du chômage favorisent une moindre résistance aux injonctions du management, encouragent les comportements individualistes. L'adhésion des classes dominées à l'ordre capitaliste néolibéral, l'hégémonie de ce dernier, se fondent ainsi, conformément au jugement de Gramsci, sur la combinaison du consentement et de la coercition au sein des rapports sociaux de production. ■

PAR LUCA DI MAURO\*

## L'échec d'une révolution exclusive

L'histoire de ces événements de Naples en 1799, bien qu'*a priori* mineure dans le panorama de l'Europe bouleversée par la Révolution française, a pourtant laissé des traces durables dans la mémoire historique et politique... et pas seulement en Italie. Surtout, elle nous invite à identifier ce qui conduit une part du peuple à se retourner contre le processus révolutionnaire.

\***LUCA DI MAURO** est historien. Il est doctorant à l'Institut d'histoire de la Révolution française (Paris I).

**E**n 1799 l'armée française envahit le Royaume de Naples en chassant la dynastie des Bourbons, dont les membres se réfugient en Sicile. Une République est instaurée en janvier. L'élite intellectuelle de l'Italie méridionale forme le gouvernement de ce nouvel État, tiraillé entre des rapports difficiles avec les « libérateurs » et la menace que fait peser sur son avenir les forces de la réaction. Une armée paysanne, guidée par le charismatique cardinal Ruffo, reconquiert le royaume en quelques mois. La monarchie restaurée se livre à une répression sanglante qui anéantit le front républicain.

L'une des « Républiques sœurs », née avec l'avancée des troupes révolutionnaires françaises, n'est pas renversée par la contre-attaque des monarchies coalisées contre les idées nouvelles mais par son propre peuple, soulevé au nom de la religion, et capable d'effacer l'État créé par une élite intellectuelle et républicaine à l'aide des baïonnettes françaises.

Ce soulèvement populaire contre la Révolution, uni au sort tragique de la majorité de ceux qui avaient créé la République, victimes après le retour de Ferdinand IV de Bourbon de l'une des répressions les plus dures de l'histoire de Naples, donne à cette histoire un sens pluriel, qu'il est possible d'approcher

grâce à un « chroniqueur d'exception », Vincenzo Cuoco, républicain exilé, qui écrit, dans les années qui suivent immédiatement la catastrophe, le *Saggio storico sulla Rivoluzione di Napoli*, soit une histoire de la brève République napolitaine, appelé à devenir un classique de la littérature politique pour les deux siècles à venir.

### LE CONCEPT DE « RÉVOLUTION PASSIVE » DE VINCENZO CUOCO

La large diffusion de l'œuvre de l'exilé, les modifications introduites par l'auteur entre la première édition de 1801 et celle, bien plus répandue, de 1806, et surtout les différentes lectures que l'on a donné de son récit au fil des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, ont rendu de plus en plus difficile la démarche d'identification des intentions originelles de Vincenzo Cuoco, et beaucoup d'interprétations de l'œuvre n'ont pas tenu suffisamment compte de la situation dans laquelle le livre est né.

C'est ainsi que le *Saggio storico* a été considéré, notamment pendant le XX<sup>e</sup> siècle, comme le manifeste d'un nationalisme rétrograde et traditionaliste, *a priori* contraire à une Révolution qui entend dépasser les coutumes traditionnelles des Italiens. Si la majorité des commentateurs l'a vu comme un modéré, critique envers une Révolution sans bases et étrangère à la majorité de la population, d'autres l'ont considéré tout court comme un réactionnaire, hostile envers tout progressisme et surtout envers la France au nom de la tradition et de la religiosité du peuple, en somme, un de Maistre du *Mezzogiorno*.

Le noyau conceptuel de la lecture que Cuoco donne des faits de Naples est la

« révolution passive », idée indiquant l'extranéité de la grande majorité du peuple du Royaume de Naples à la révolution et, par conséquent, l'isolement non seulement politique mais aussi culturelle de la minorité d'intellectuels protagonistes des conjurations de la dernière décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle puis du gouvernement de la République. L'action politique de ce groupe, mise à part quelque tentative généreuse comme celle d'Eleonora de Fonseca Pimentel à travers les pages du *Monitore Napolitano*, n'arrive jamais à toucher la vie des masses urbaines dans la capitale et agricoles dans les provinces faisant par conséquent de ces dernières une formidable force de frappe pour la réaction.

Cela a alimenté, pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle et une bonne partie du XX<sup>e</sup>, une image toujours répétée, presque de façon acritique, concernant les « jacobins » napolitains : ils n'auraient constitué qu'un groupe d'utopistes généreux, pleins de bonnes intentions et de philosophies mais incapables de lire pragmatiquement la réalité sur laquelle ils essaient d'agir. Une « aristocratie réelle, de l'intelligence, de l'esprit », pour utiliser les mots de l'historien libéral Benedetto Croce, destinée à expier sur l'échafaud son excès d'abstraction et, surtout, sa prétention d'importer une Révolution « étrangère » dans une nation napolitaine, par essence contraire à toute forme de progrès et violemment attachée à ses superstitions passées. C'est seulement dans la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle, à partir des études d'Antonino De Francesco, qu'une nouvelle interprétation de la pensée de

# ment politique : Naples en 1799

Cuoco (et, presque automatiquement, de la lecture de l'histoire de la République napolitaine) voit le jour. À travers un grand effort de contextualisation historique et une reconstruction minutieuse de la biographie du personnage, on obtient un tableau complètement renouvelé de la situation. Tout d'abord, ces recherches ont permis de mettre en lumière la participation de Cuoco à l'administration de la République : cet engagement personnel dans la Révolution, auparavant méconnu ou largement sous-évalué, efface l'image du modéré qui observe de l'extérieur et encore plus celle du réactionnaire qui hait les Français. La polémique contre la Grande Nation doit donc être lue à la lumière des événements de Naples et de Milan (siège de son exil) entre 1799 et 1801 et liée aux comportements contingents des représentants de Paris dans la péninsule, plutôt que d'être interprétée comme une aversion de principe à l'expansion de la Révolution. Loin d'être une défense de la tradition, donc, son analyse de la fortune de la Santa Fede (l'armée paysanne protagoniste de la reconquête à la monarchie du royaume) est faite du point de vue de ceux qui n'avaient pas su prévenir et endiguer le phénomène.

Si cela est vrai, l'idée de plèbes naturellement conservatrices et qui se lèvent uniquement pour la défense du trône et de l'autel mérite d'être nuancée (comme l'avait d'ailleurs fait la critique marxiste tout au long du XX<sup>e</sup> siècle), à la lumière des conditions sociales et du système de production auxquels les structures politiques examinées se rattachent.

## DE LA « RÉVOLUTION PASSIVE » À LA « RÉVOLUTION MANQUÉE » (A. GRAMSCI)

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le Royaume de Naples est économiquement et socialement l'un des pays les plus en retard de la scène européenne, avec un degré de développement plus proche de celui de la Pologne que de celui de la France ou des États du Nord de l'Italie. Une capitale hypertrophiée qui attire une énorme partie de la richesse mais produit très

peu en échange, siège unique de presque tous les tribunaux et, naturellement, de la cour, constitue la destination finale de tous les produits et de tous les talents du royaume, étant donné que les meilleurs éléments de la maigre bourgeoisie des autres régions s'y dirigent en cherchant fortune dans l'université ou dans le barreau.

Dépourvue d'un véritable appareil industriel, la ville de Naples ne produit que des biens de luxe (donc destinés à rester dans la ville ou à partir directement à l'étranger) et des services. Par conséquent, les masses rurales qui essaient dans la capitale à partir de campagnes toujours plus pauvres, ne forment pas le prolétariat de la manufacture, mais agrandissent la *lazzaria*, un sous-prolétariat guenilleux et immense, parfois protagoniste d'émeutes sanglantes mais, en général, superstitieux et fidèle à la monarchie.

Dans les provinces du royaume, la période qui va de 1765 à 1785 voit de grands domaines fonciers passer des mains d'une féodalité paresseuse, gestionnaire de ces *latifundia* depuis des siècles, à celle d'une bourgeoisie de village naissante. Si cela constitue en général un signe de modernisation des campagnes, il en va tout autrement pour les paysans. Pour eux, en effet, le passage au nouveau modèle de gestion de la terre, avec des rythmes de travail supérieurs et l'abolition des terres communes des villages, signifie un durcissement absolu des conditions de vie. Dans ces conditions, un mécontentement paysan se répand largement.

La révolution arrive justement au milieu de ce processus et les différents acteurs sociaux prennent place dans le nouveau panorama politique : c'est la bourgeoisie provinciale, à travers ses jeunes générations parties étudier à Naples, qui s'unit à des secteurs de la noblesse pour former le front républicain. De plus, malgré l'instauration de la République, la loi d'abolition de la féodalité n'est promulguée que très tardivement et ceux qui, dans les campagnes, avaient salué l'évé-

nement comme le début de la redistribution des terres de ceux qui les possèdent à ceux qui les travaillent quotidiennement, sont amèrement déçus. En outre, quand la loi est introduite (seulement après le départ des troupes françaises, quand l'insurrection populaire est à son comble), elle favorise justement le « coq de village », que le paysan perçoit comme son exploiteur le plus direct.

Si à Naples la confrontation entre révolutionnaires et partisans de l'ancien régime suit une ligne de fracture définie, il en va autrement dans les campagnes. Là, les nouveaux propriétaires, bien plus rapaces que les précédents, justifient leurs agissements en brandissant les idées des « intellectuels novateurs », parfois malgré ces derniers. Il est facile de comprendre, donc, pourquoi les plèbes rurales (bien plus que la *lazzaria* de la capitale) constituent le nerf de cette Vendée méridionale et deviennent le symbole même de la réaction obscurantiste.

Le modèle qui permet probablement le mieux de décrire cette situation est celui qu'Antonio Gramsci propose, dans ses *Carnets de prison*, pour l'interprétation de tout le processus d'unification nationale (le *Risorgimento*) dans les régions marginales, spécifiquement celles du Sud du Pays. Ce processus a été celui d'une « révolution manquée » à cause du refus (ou de l'incapacité) de comprendre des élites politiques méridionales qu'une révolution radicale et authentiquement populaire était possible à la seule condition de la subordonner à une réforme agraire capable d'ébranler concrètement les *latifundia* en distribuant les terres aux paysans.

La prétention de commencer la révolution par l'élément purement politique en négligeant (même, mais non seulement, à cause de la classe de provenance des révolutionnaires) la question sociale de la propriété de la terre a causé une fracture irréductible entre élite urbaine et masses rurales, en livrant ces derniers au discours réactionnaire venant de la chaire des prédicateurs. ■

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

Par **CAMILLE SCHMOLL\***

## Figures féminines de la migration en Europe du Sud

On peut aujourd'hui considérer l'Europe du Sud comme l'avant-poste de politiques migratoires sexuées qui ne disent pas leur nom.

\***CAMILLE SCHMOLL** est géographe, elle est maîtresse de conférences à l'université Paris-Diderot.

nement social et économique du pays. L'importance de l'emploi informel constitue bien souvent un facteur de vulnérabilisation et de discrimination pour ces migrantes sur le marché du travail, même s'il génère parfois des occasions. Chaînon central d'un marché du travail mondial segmenté selon le sexe et l'appartenance ethnique, la migration féminine occupe en particulier les secteurs du tourisme et de l'agriculture, des métiers du sexe et du commerce informel. C'est toutefois les secteurs du soin et du travail domestique qui représentent la première source d'emploi des migrantes en Europe du Sud. Ces secteurs se rattachent en Europe du Sud aux modèles de protection sociale dits « familialistes », fondés sur la faiblesse de l'État et le rôle central des solidarités familiales. De plus en plus de familles font appel à une main-d'œuvre étrangère pour trouver une solution à leurs besoins de travail reproductif. Ces « collaborateurs familiaux » se chargent de l'entretien de l'espace domestique, du soin aux personnes âgées, mais aussi aux plus jeunes et aux malades. À Chypre par exemple on compte environ 40 000 travailleuses domestiques étrangères, principalement philippines, vietnamiennes et sri-lankaises, pour une population de 800 000 habitants. En Italie, les collaborateurs domestiques sont officiellement au nombre de 750 000 aujourd'hui.

### DES POLITIQUES MIGRATOIRES SEXUÉES

Les pays d'Europe du Sud constituent un observatoire efficace de politiques de migrations choisies selon le sexe, qui visent à établir une régulation plus ou moins affichée de la main-d'œuvre féminine sur le marché du travail, cela parfois aux dépens des travailleurs migrants masculins, moins désirables dans le cadre d'une économie de services valorisant les stéréotypes féminins attachés au travail reproductif. En Italie, les dernières opérations de régularisation ont privilégié explicitement les travailleurs domestiques, favorisant de facto la régularisation des femmes.

Par ailleurs, la politique migratoire sexuée menée en Europe du Sud assume de plus en plus l'image d'une politique temporaire, où les droits du migrant sont conditionnés à l'obtention d'un permis de travail, parfois difficilement renouvelable. Ainsi, il existe à Chypre une politique migratoire extrêmement restrictive reposant sur des contrats temporaires de travail domestique très proche de celle du système migratoire moyen-oriental. Dans le sud de l'Espagne, le recrutement de migrantes saisonnières circulaires qui travaillent à la cueillette des fraises se fait auprès de femmes, mères de jeunes enfants, directement « à la source », c'est-à-dire dans les villages marocains. Les travaux sur ce système ont mis en évi-

**O**n observe dans de nombreux pays européens, une féminisation des flux migratoires. Dans le cas des pays d'Europe du Sud, ce n'est pas tant l'importance du ratio de femmes, que les modalités de leur migration, ainsi que leur rôle dans la société et les marchés du travail, qui frappent. Les migrantes ne sont guère des suivantes, mais bien des pionnières, qui émigrent souvent de façon autonome par rapport aux hommes. Certaines d'entre elles sont rejointes par enfants et maris ; d'autres laissent leurs enfants aux bons soins de leurs parents restés au pays, entretenant ainsi de puissantes chaînes de solidarité transnationale.

### DIVISION MONDIALE ET SEXUÉE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

En Espagne et en Italie, en Grèce, au Portugal ou encore à Chypre, la main-d'œuvre étrangère féminine constitue une ressource cruciale pour le fonction-



dence la vulnérabilité de ces femmes, dont la situation dépend totalement du bon vouloir de leurs employeurs, et dont la présence est conditionnée par la durée (et le respect) du contrat, ce qui constitue un remarquable outil pour discipliner la main-d'œuvre.

**FAIBLESSE DES MESURES D'INTÉGRATION**

Les femmes constituent donc un point focal de la politique d'immigration choisie ou sélective de l'Union européenne : vues comme de bonnes travailleuses, au plus près des besoins de la société d'accueil, elles sont souvent privilégiées dans les politiques de migration temporaire et de régularisation. À leur vulnérabilité économique correspond une vulnérabilité sociale. Le Sud de l'Europe se compose de pays qui, de pays de départ, sont devenus récemment des lieux d'accueil, ce qui permet en partie de comprendre le manque de préparation total de ces États face aux nouveaux flux migratoires. Mais cela ne suffit pas à expliquer l'absence de mesures d'intégration pour les étrangers, car celle-ci persiste même après plusieurs décennies d'immigration.

Dans certains cas, la situation juridique des étrangers empire sous certains aspects : en Italie et en Grèce par exemple, de nombreuses mesures juridiques discriminatoires et xénophobes ont été votées récemment.

Un autre exemple tout à fait intéressant de cette faiblesse des mesures d'intégration est le cas du logement. Les possibilités d'aide à l'accès au logement pour les étrangers (primes, logement social, facilités dans l'accès à l'emprunt...) sont extrêmement limitées. Cela a pour effet paradoxal que les cas de ségrégation spatiale sont limités, dans la mesure où les effets de ségrégation liés au logement social n'existent pas. Les migrants, en effet, et en particulier les femmes, cherchent des logements un peu partout où ils sont disponibles, dans ce que Dina Vaiou nomme les « interstices de la ville ». Une autre situation fréquente est le logement chez les employeurs. À Naples, par exemple, les femmes migrantes sont nombreuses dans les quartiers bourgeois de l'ouest de la ville, où elles élisent domicile chez les familles aisées.

Ce type de situation contribue à renfor-

cer l'invisibilité sociale et spatiale des femmes. Ceci dit, elles émergent de plus en plus dans l'espace public et se réapproprient les centres-villes, en des sites et moments spécifiques : marchés hebdomadaires, réunions religieuses, appropriation des parcs le week-end.

**L'EFFET DE LA CRISE ?**

Une question importante, qui fait craindre une détérioration de la situation des migrantes et migrants, reste en suspens aujourd'hui. On peut imaginer aisément que, du fait de la crise économique et de l'augmentation du chômage, de nombreux migrants perdent leurs débouchés sur le marché du travail, ce qui contribuera à vulnérabiliser leur situation économique et dans de nombreux cas, légale puisqu'on l'a vu, la possibilité d'obtenir un permis de séjour est de plus en plus conditionnée par la possession d'un contrat de travail. De fait, certains de ces pays sud-européens comme l'Espagne voient chuter leur présence étrangère résidente, et la reprise de l'émigration des nationaux. ■

Par JEAN-NOËL AQUA\*

# Auto-organisation : la science du local au global

Le concept d'auto-organisation développé dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle en physique et cybernétique est présent dans de nombreux domaines. Interpellant les origines d'un état ordonné, il débouche sur le concept d'émergence où le tout est plus que la somme de ses parties. Appliqué naïvement en économie, il justifierait le laisser-faire.

46

\*JEAN-NOËL AQUA est physicien. Il est maître de conférences à l'université Paris VI.

Imaginons que nous disposions un grand nombre de boussoles sur une table, suffisamment éloignées entre elles et de tout métal. Le lecteur ne sera pas surpris de les voir s'aligner dans la même direction, celle du pôle Nord. Les physiciens ont mis en évidence un alignement presque aussi parfait des aimantations atomiques dans un aimant. Similaires en apparence, ces deux ordres sont pourtant bien différents. Les boussoles pointent inlassablement vers le Nord tandis que l'aimantation de l'aimant tourne avec celui-ci. Les boussoles suivent simplement l'ordre venu « d'en haut » par le champ magnétique terrestre, qui leur est extérieur. Les aimantations atomiques génèrent [elles] l'ordre auquel elles obéissent, qui leur est propre : on dit qu'elles s'auto-organisent, leur ordre se construit par « le bas ».

## UN CONCEPT GÉNÉRAL EN PHYSIQUE...

Cet exemple d'auto-organisation est la reformulation de notions de thermody-

namique où un ordre peut apparaître à basse température lorsque l'on attend suffisamment, à l'équilibre. Ainsi, au-dessous de 0°C, l'eau pure gèle en glace quand les molécules d'eau interagissent et s'ordonnent d'elles-mêmes de façon régulière, formant un cristal. Mais le concept d'auto-organisation concerne aussi les systèmes qui ne sont pas à l'équilibre. Les flocons de neige que l'on peut observer transitoirement au-dessous de 0°C, ou les petits îlots aux formes fractales faits de quelques centaines d'atomes déposés sur une surface, ne sont pas à l'équilibre mais s'organisent en formes géométriques, certes uniques, mais résultats d'interactions entre atomes. Plus loin de l'équilibre, l'auto-organisation concerne aussi les systèmes en perpétuel changement. L'exemple historique concerne les cellules de Bénard que l'on peut observer dans sa casserole dans certaines conditions. Quand on chauffe un liquide par au-dessous, sa température augmente à sa base et du fluide froid et dense se retrouve au-dessus d'une couche chaude et légère, situation instable mécaniquement. Au-delà d'une certaine différence de température, des rouleaux apparaissent permettant la circulation du fluide, le dense en haut plongeant, se réchauffant au fond puis

remontant, etc. Ces rouleaux s'organisent comme dans un cristal mais hors équilibre, de structure hexagonale vu d'en haut. C'est ce que l'on observe sur la chaussée des géants en Irlande où des rouleaux de lave se sont figés en refroidissant. Notons aussi que le champ magnétique terrestre lui-même est aujourd'hui compris comme résultant de tels mouvements auto-organisés de fluides chargés dans le manteau terrestre, selon l'effet dynamo bien connu des cyclistes.

## ... ET AU-DELÀ

On définit ainsi l'auto-organisation comme la création spontanée d'un ordre global à partir d'interactions locales, sans agent extérieur ou plan prédéfini. On est alors frappé par la généralité du concept. On le retrouve en chimie avec l'apparition d'ondes spirales ou zébrées dans des réactions impliquant la diffusion des molécules (modèle de Turing pour la morphogénèse du vivant) ou dans des réactions chimiques oscillantes. En cybernétique et dans les réseaux de neurones. Dans la fabrication de nanomatériaux pour l'électronique ou des applications biologiques. Dans l'analyse du trafic routier. Dans les mouvements de nuées d'oiseaux ou bancs de poissons sans oiseau ou poisson pilote.

Dans l'analyse des populations des villes. Les exemples prolifèrent.

### **QUAND L'AUTO-ORGANISATION ÉMERGE**

L'auto-organisation implique une part de hasard associée à de la complexité, l'apparition d'un ordre à partir de bruit. Les cellules de Bénard tournent dans un sens ou dans l'autre, l'aimantation de l'aimant pointe dans une direction ou son opposée. Pour le comprendre, on fait appel à des systèmes dits non-linéaires où la réponse à une cause n'est pas proportionnelle à celle-ci : des petites causes peuvent avoir de grands effets, et inversement. C'est le cas notamment de systèmes en rétro-action avec une causalité circulaire (A implique B qui implique A...). Ainsi, dans certaines conditions, une toute petite fluctuation peut être suffisante pour faire passer d'un état désordonné à un état ordonné. Les éléments en interaction donnent alors un tout, individuel et cohérent, qui ne se résume pas à la somme de ses parties. On parle d'émergence, émergence d'un global à partir d'un local, non imposé par une force extérieure ou un programme pré-écrit. L'auto-organisation apparaît ainsi contradictoire avec une description mécaniste et linéaire de la nature.

### **VIVANT ET NON-VIVANT, MÊME COMBAT**

Les organismes vivants sont des figures privilégiées d'auto-organisation. La vision mécaniste et réductionniste de la génétique, encore très présente, tente d'expliquer le vivant à partir d'un code génétique déterminant précisément nos physiologies ou comportements. Le séquençage du génome humain étant achevé, nous pourrions ainsi lire à livre ouvert nos futures maladies ou prédispositions. Affectionnée par les approches essentialistes de l'homme, cette vision se heurte pourtant à la réalité scientifique. Les recherches sur l'épigénétique ont montré que l'expression du génome dépend aussi de l'environnement et de l'histoire de l'organisme. On se retrouve en fait confrontés à une auto-organisation où de faibles modifications de l'environnement d'un système complexe peuvent faire basculer son état ou fonctionnement. Cette compréhension permet de dépasser le dilemme entre l'inné et l'acquis. Entre le gène et

son environnement, il y a l'organisme qui contrôle au moins autant l'activité des gènes que ceux-ci contrôlent l'organisme. Elle permet aussi de dépasser une contradiction apparente entre le non-vivant, où régnerait un mécanisme déterministe, « industriel », et le vivant évolutif, grâce à une description en termes d'automates capables d'évolution.

### **ESPRIT ES-TU LÀ ?**

L'auto-organisation vient contredire une croyance consciente ou non sur l'origine d'un état ordonné, l'associant à une centralisation avec un chef ou un plan initial. Nous avons du mal à imaginer un ordre spontané, préférant le voir comme résultant d'un acte intentionnel venu d'un centre de décision et suivi par une chaîne linéaire : un chef, un président, dicte la politique ou la stratégie, le cerveau commande l'organisme, les chromosomes contrôlent la cellule... Les systèmes auto-organisés montrent au contraire qu'un ordre est possible dans la nature en dehors de toute intervention planificatrice humaine, surnaturelle ou autre. Le fonctionnement du cerveau lui-même peut être vu comme résultant de l'auto-organisation des neurones sans référence à un plan inné ou esprit dans l'esprit (les connexions entre les milliards de neurones ne pouvant d'ailleurs pas être codées dans le matériel génétique). L'ordre qui en découle, avec un contrôle distribué sur le système entier, s'avère souvent robuste et capable d'adaptation.

### **LA MAIN INVISIBLE DÉVOILÉE**

L'auto-organisation est aussi invoquée par les économistes pour expliquer le concept de main invisible attribué à Adam Smith. Francis Heylighen écrit : « Bien que le marché soit un système hautement chaotique et non-linéaire, il atteint habituellement un état approximativement d'équilibre dans lequel les demandes fluctuantes et conflictuelles des consommateurs sont toutes satisfaites. L'échec du communisme montre que le marché est plus efficace pour organiser une économie qu'un système contrôlé et centralisé. C'est comme si une force assurait que les biens sont produits en bonne quantité et distribués aux bons endroits. Ce qu'Adam Smith, le

père de l'économie, appelle la main invisible peut aujourd'hui simplement s'appeler auto-organisation. » On pourrait objecter que les marchés sont de fait contrôlés par les capitalistes : par l'immense gâchis de la publicité visant à orienter nos choix, par leurs groupes de pression, média ou réseaux visant à imposer les choix « libéraux » et empêcher par exemple l'existence de services publics ou de règles limitant la concurrence et la guerre économique... Même quand elles émergent des revendications populaires. Mais même en l'oubliant, quel sens donner à un marché auto-organisé ? L'auto-organisation déboucherait sur un état optimal ? Un modèle d'auto-organisation avec des cases mobiles blanches et noires évolue spontanément vers un état ordonné où les blanches sont séparées des noires ; si on l'applique à des populations humaines, cet état auto-organisé là n'est certainement pas souhaitable. Sans se poser la question de la pertinence des modèles économiques et de leur capacité prédictive, le point central reste l'utilisation que l'on fait de la science.

### **ET MARX S'AUTO-ORGANISA**

Pour conclure, revenons sur le communisme. On pourrait remarquer qu'il n'exclut pas par principe le marché. Mais plus généralement, si des expériences se revendiquant du communisme ont construit des systèmes centralisés entretenant la domination de classe, un retour à Marx peut aider à réfléchir. « La centralisation nationale des moyens de production deviendra la base naturelle d'une société formée par des associations de producteurs libres et égaux qui agiront en connaissance de cause selon un plan commun et rationnel ». L'interaction de producteurs décidant en commun du plan qu'ils vont suivre... n'est-ce pas précisément de l'auto-organisation ? Mais à la différence de la « main invisible », cette auto-organisation là n'est pas laissée au hasard... Et en fin de compte aux puissants et à leurs calculs égoïstes. En étant rationalisée, cette auto-organisation-là permet la conscience des enjeux et par là même, l'exercice de la critique et l'action. La main invisible ou la main rationnelle, il faut choisir. ■

Par **NINA LÉGER**

## L'austérité ne fait plus recette

L'austérité est-elle la solution ? Les Français sont de plus en plus nombreux à se poser la question. Comparons deux sondages de l'institut CSA. L'un date de février, l'autre d'avril. On observe que la réduction des déficits budgétaires *en diminuant les dépenses publiques* fait de moins en moins recette : en deux mois, on passe de 63 à 46 % de Français qui considèrent que cette solution serait la plus efficace... Une majorité pense-t-elle donc que l'austérité n'est pas la solution ? N'allons pas si vite. Si, effectivement, la relance de la croissance par de nouvelles dépenses publiques semble la meilleure protection contre la

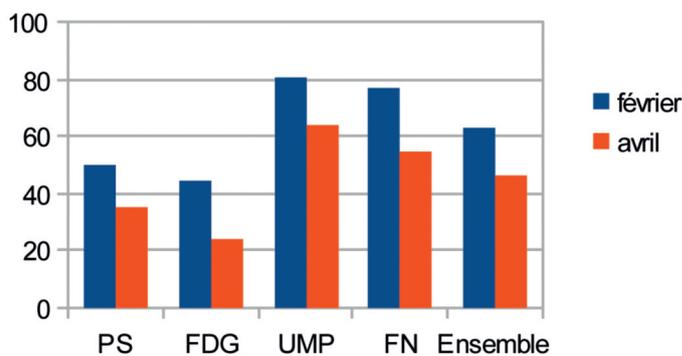
crise pour 21 % des Français (16 % en février), nombreux sont ceux qui prônent une stabilisation des dépenses.

Mais l'idée d'une politique de relance fait son chemin. Notons que cette évolution dépasse les clivages politiques. En effet, on note une progression du soutien à des politiques de relance chez les sympathisants de toutes les formations politiques à l'exception des sympathisants... socialistes ! Ils sont les seuls à être au contraire de moins en moins nombreux à soutenir les politiques de relance et sont aussi les plus nombreux à plébisciter une stabilisation des dépenses publiques. ■

48

### Réduction des dépenses

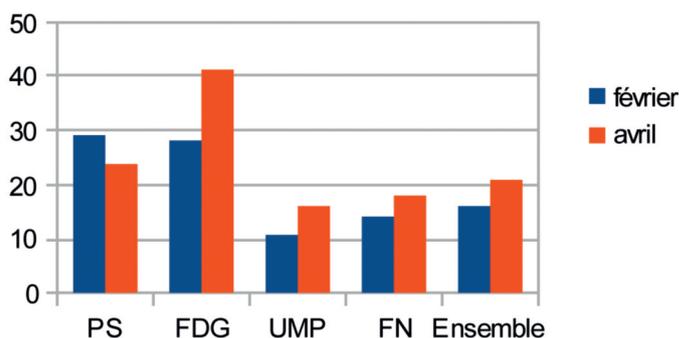
Evolution entre février et avril 2013



D'après deux sondages de l'Institut CSA :  
**Les Français et les déficits publics** pour Atlantico, février 2013 et  
**Les Français, le chômage, les déficits publics et la compétitivité économique**, pour BFM Business, avril 2013.

### Soutien aux politiques de relance

Evolution entre février et avril 2013



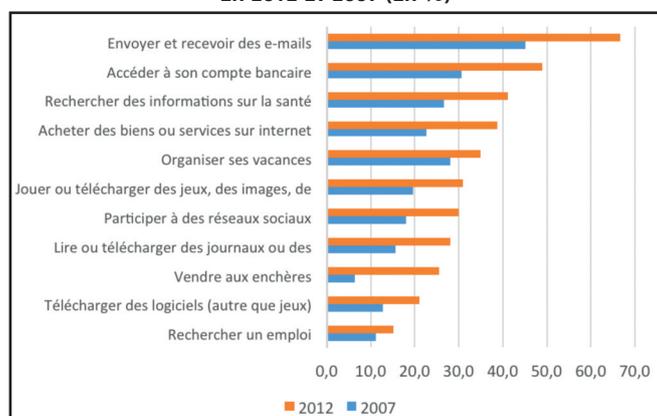
Par **MICHAËL ORAND**

## La fracture numérique se réduit mais reste importante

L'usage d'Internet par les Français est aujourd'hui massif : lorsqu'on les interroge sur leurs usages, les trois quarts d'entre eux déclarent avoir utilisé Internet durant les trois mois précédant l'enquête, et 60 % d'entre eux déclarent l'avoir utilisé tous les jours ou presque. Ce taux d'utilisation place les Français parmi les plus gros utilisateurs européens. Par ailleurs, cet usage est actuellement dans une phase de développement rapide : entre 2007, où le taux d'utilisation était de 56 %, et 2012 ce sont en effet 20 % de Français en plus qui utilisent Internet régulièrement.

Alors que leur place médiatique est très importante, les réseaux sociaux restent un usage relativement minoritaire d'Internet, puisque seuls 30 % des internautes déclarent avoir utilisé Internet pour s'y connecter (graphique 1). Le courriel reste l'usage principal du réseau, avec deux tiers des internautes concernés, suivi de la consultation des comptes bancaires, qui concerne la moitié des internautes.

**GRAPHIQUE 1 - LES UTILISATIONS D'INTERNET EN 2012 ET 2007 (EN %)**



Source : INSEE, enquête TIC 2012-2007

Lecture : en 2012, 66,6 % des internautes déclarent avoir utilisé Internet pour envoyer et recevoir des e-mails, contre 45,2 % en 2007.

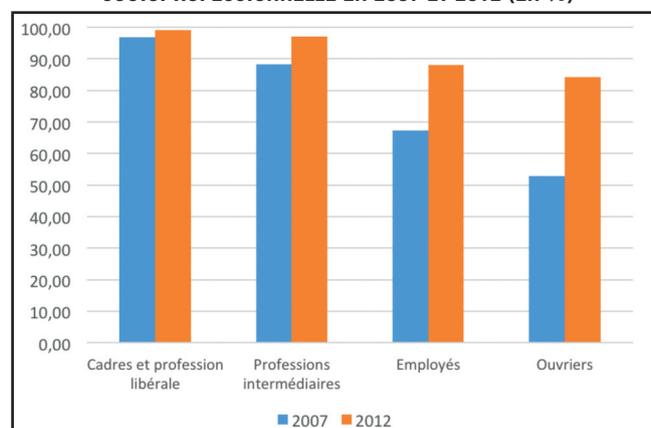
Entre 2007 et 2012, la hiérarchie des usages d'Internet reste relativement la même, mais on constate tout de même que certaines activités prennent une place de plus en plus importante. C'est en particulier le cas des ventes aux enchères, dont l'usage a plus que triplé en cinq ans, passant de 6 % à 25 % des internautes.

Cependant, à l'heure où les usages d'Internet se multiplient, et où la tendance est plutôt à le rendre indispensable, ce sont évidemment aux 25 % de Français n'y accédant pas avec régularité qu'il convient de s'intéresser. Depuis 2007, la fracture numérique s'est sensiblement réduite, puisqu'on est passé de 44 % à 25 % seulement de non-utilisateurs réguliers d'Internet, mais cela ne doit pas nous rassurer pour

autant : moins les non-utilisateurs d'Internet seront nombreux, plus ils seront de fait exclus.

Ces non-utilisateurs, justement, qui sont-ils ? Comme on peut l'imaginer aisément, la fracture numérique est avant tout générationnelle : alors que plus de 90 % des Français nés après 1970 sont des utilisateurs réguliers d'Internet, c'est le cas de moins d'un tiers des Français nés entre 1930 et 1949, et de moins de 10 % des Français nés avant 1930 ! Plus rassurant, alors que la fracture numérique, en 2007, était aussi socialement marquée, les écarts liés à la catégorie socioprofessionnelle se réduisent très sensiblement en 2012 (graphique 2). Les cadres et professions libérales restent ceux parmi lesquels les internautes réguliers sont les plus fréquents, et les ouvriers ceux parmi lesquels ils sont les moins fréquents. Mais l'écart entre ces deux catégories qui était de près de 45 % en 2007 (97 % pour les cadres contre 53 % pour les ouvriers) s'est réduit à 15 % en 2012 (99 % pour les cadres contre 84 % pour les ouvriers).

**GRAPHIQUE 2 - TAUX D'INTERNAUTES SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE EN 2007 ET 2012 (EN %)**



Source : INSEE, enquête TIC 2012-2007

Lecture : en 2012, 99,1 % des cadres et professions libérales étaient utilisateurs réguliers d'Internet contre 96,9 % en 2007

Enfin, en guise de conclusion, il convient de relativiser encore une fois l'importance d'Internet dans la vie quotidienne des Français, dont le reflet médiatique est parfois trompeur. En matière de temps passé devant l'écran, l'ordinateur reste en effet loin derrière la télévision : alors qu'ils passent environ trois heures en moyenne par jour devant cette dernière, les Français ne passent que trois quarts d'heure par jour devant leur ordinateur, tablette ou *smartphone*. D'ailleurs, il semble que du point de vue du temps passé, l'influence de la catégorie sociale sur les usages reste très importante : c'est en effet chez les ouvriers qu'on continue à regarder le plus la télévision et à utiliser le moins un ordinateur.

Par **CAMILLE ASCARI**

## Après le meurtre de Clément Méric, une « prise de conscience » médiatique de courte durée ?

Le 7 juin 2013, alors que la France pleure le jeune Clément Méric, militant antifasciste de 18 ans assassiné deux jours plus tôt, la presse condamne cet acte de barbarie perpétré par l'extrême-droite.

**E**lle semble se réveiller après un long déni de la banalisation des idées d'extrême-droite que diffusent sans complexe la droite et les médias. *Le Monde* titre ce jour-là « Un jeune frappé à mort à Paris : la marque de l'extrême-droite ». Le même quotidien constate chez les hommes politiques la « multiplication des appels à dissoudre les groupes ultras ». Pourtant, l'heure n'est pas à une analyse de la situation ayant permis un tel acte, mais bien, pour certains analystes, au déni pur et simple du contexte politique actuel. On lit sur *Le Figaro.fr* sous la plume de Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême-droite qu'« il y a toujours eu des violences entre les groupes extrémistes » et que des affrontements entre militants d'extrême-gauche ont lieu régulièrement ». Le même jour, sur *NouvelObs.com*, l'analyste remarque « prudemment » que « les faits sont trop graves pour tirer des conclusions dès ce matin. Des

bagarres, il y en a souvent. Le 1<sup>er</sup> mai dernier encore. ». Pour *Les Échos*, ce qui pose problème aujourd'hui, « c'est plus l'exacerbation des tensions dans un climat de crise économique et sociale aiguë ou la brutale radicalisation de certains mouvements contestataires ».

### POURSUITE DE LA MISE DOS À DOS DES EXTRÊMES

Ce que Jean-Yves Camus semble ne pas prendre en compte, c'est la multiplication d'agressions de rue envers non seulement des militants d'extrême-gauche, mais aussi contre des militants de gauche, des progressistes, des communistes, des homosexuels, de la part des militants de ces groupuscules qui sévissent partout en France, et en particulier à Lyon. Pourtant, la mise dos à dos des extrêmes se poursuit, d'abord avec la remarque de Jean-François Coppé qui réclame « la dissolution des groupuscules d'extrême-droite comme d'extrême-gauche », mais aussi par certains médias qui, à leur tour, s'interrogent à ce sujet : Jean-Yves Camus, toujours à propos du 1<sup>er</sup> mai, ose la comparaison entre le défilé des

syndicats et celui du FN : « Tous les ans, lors du défilé du 1<sup>er</sup> mai par exemple, les militants des deux parties jouent une partie de cache-cache ». Si bien que *l'amalgame* principal dénoncé et relayé par les médias n'est pas tant celui, pourtant récurrent, des militants antifascistes et de l'extrême-droite, mais bien celui des groupuscules d'extrême-droite et des participants à la « manif pour tous ». C'est le sens du titre « Les politiques contre *l'amalgame* » de *Libération*, le 7 juin, article qui recense les dénonciations outragées d'hommes politiques de droite et de membres du Printemps français, celui-là même qui reçoit le soutien inconditionnel du GUD ou des Identitaires, de *l'amalgame* (...) ignoble avec la Manif pour tous.

### L'ÉVIDENCE PREMIÈRE DE LA DISSOLUTION DES GROUPOSCULES D'EXTRÊME-DROITE

Par ailleurs, après l'évidence première de la dissolution des groupuscules d'extrême-droite, un second temps semble dévolu, dans les semaines qui suivent la mort de Clément Méric, au retour de la diabolisation de ces groupes, avec l'idée que la dissolution

ne résoudrait rien. Et c'est l'éternel retour au *statu quo*, au scepticisme, et à la stagnation quant à ces questions. Nombreux sont les journalistes, et mêmes sociologues et « analystes » de l'extrême-droite, qui s'interrogent sur le bien-fondé des procédures contradictoires de dissolution des groupuscules d'extrême-droite lancées par le gouvernement dès le 11 juin. Dans *Le Monde*, ce jour-là, on peut lire que « la dissolution de ces groupes d'extrême droite doit répondre à des critères parfois difficiles à définir et ne constitue pas une solution à long terme [...] Autre écueil : la création d'un nouveau groupe ». D'autres encore arguent du fait que la dissolution n'empêchera pas la poursuite de la violence de la part des individus ayant appartenu à ces groupes : « la dissolution ne change pas les idées et les engagements de ces membres », lit-on dans *L'Express*, qui titre le 7 juin « Mort de Clément : dissoudre les groupuscules d'extrême droite, fausse bonne idée ? » et cite le sociologue Sylvain Crépon à ce propos : « ces groupuscules réémergent toujours sous une nouvelle forme ». Si Erwan Lecoer la considère comme « un outillage politique et juridique important », lui-même pense « qu'interdire ces groupes ne change pas fondamentalement les choses ». Le politologue Jean-Yves Camus lui est tout bonnement catégorique : « Quant à savoir si les interdictions résoudraient le problème, non ». Le journaliste de *L'Express* résume bien l'état d'esprit dans lequel lui-même est impliqué : « Pour l'heure, Matignon préfère prendre son temps et laisser l'émotion retomber ». « La simple dissolution ne peut suffire à régler le problème » a déclaré sur I-Télé Najat Vallaud-Belkacem. Peut-on cependant se dispenser de la dissolution au point de la nommer « fausse bonne idée » ? Rien n'est moins sûr. Ce qui semble certain, c'est, en tout cas, le retour de la banalisation et le déni de l'urgence d'une telle mesure. En effet, certains média, ne se sont pas privés de pousser le vice jusqu'à

transformer Clément Méric en coupable. Sans compter les occurrences nombreuses d'une supposée provocation de Clément Méric, RTL transforme l'auteur du meurtre en victime. Sur les images de la caméra de la RATP prétendument analysées comme telles par la police « on voit notamment, pendant une bagarre générale, le jeune militant d'extrême gauche se précipiter dans le dos d'Esteban Morillo [...] pour lui assener un coup [...] ». Ces images montrent un Clément Méric provocateur et confortent la thèse du juge sur une mort accidentelle à la suite de coups donnés ». Le même jour, *Le Point* titre que « Clément Méric voulait vraiment en découdre » et récolte des témoignages concernant la « haine » de Clément Méric contre la personne d'Esteban Morillo : « les vraies raisons de la bagarre qui a abouti, jeudi 6 juin au soir, à la mort de Clément Méric sont en train de s'éclaircir ». De la même façon, le 7 juin, Serge Ayoub, leader des Jeunesses nationalistes révolutionnaires, était invité sur *I-télé* pour qualifier Clément Méric d'agresseur et l'acte des auteurs de l'agression de « légitime défense ». Dans la même veine s'inscrivent les réactions à l'arrestation et la condamnation à deux mois de prison ferme d'un militant anti-mariage homosexuel à la suite de la manifestation du 16 juin. En effet, le 27 juin, *Valeurs Actuelles* reprend les expressions des défenseurs de « Nicolas, prisonnier politique » et parle de « répression » en notant que « la disproportion frappe, notamment avec les Femen ou les militants d'extrême gauche, souvent authentiquement violents ceux-ci », tandis que *Le Figaro magazine* raconte de manière larmoyante « la vie en prison de Nicolas, l'anti-mariage gay ».

#### UN DÉTACHEMENT DU POLITIQUE DE LA POLITIQUE

En bref, tout le monde s'accorde à dire que l'assassinat est politique. Toutefois, les quelques aspects que nous avons cru pouvoir dégager du traitement

médiatique du meurtre, à savoir :

- le brusque mais éphémère réveil des média sur cette affaire en particulier, lorsqu'une force politique comme le Parti communiste français ne cesse depuis longtemps de mettre en garde contre la multiplication des agressions de la part des groupuscules d'extrême droite fondées sur des critères d'appartenance politique et racial ;
- la comparaison douteuse de groupes d'extrême droite dont les pratiques et les discours sont fondamentalement différents de ceux de militants progressistes et antifascistes ;
- le recul que constitue le doute quant à la dissolution des groupuscules d'extrême droite ;
- la transformation de Clément Méric en agresseur, ce qui n'est pas sans lien avec le véritable *amalgame* pointé plus haut. Tous ces aspects montrent l'absence d'une analyse de fond illustrée par un détachement du politique de la politique. De sorte que rares sont les analyses qui mettent en cause la politique menée qui rend possible un terreau favorable à ce genre de tragédie. La banalisation des propos du FN se perpétue, Marine Le Pen étant placée sur le même plan que les autres politiciens. *Le Monde* du 7 juin 2013, au milieu du recensement des réactions choquées d'hommes politiques de droite comme de gauche, cite ses propos à ce sujet : « s'il est démontré que ces groupements donnent des instructions de violence à leurs membres, alors la mesure peut être envisagée ». Mais un mois après la mort de Clément Méric, les idées d'extrême droite ont plus que jamais besoin d'être combattues, afin qu'elles n'aient pas encore à démontrer qu'elles sont capables de tuer. ■

**Erratum :** La précédente rubrique Revue des média « Le combat contre le mariage pour tous, porte d'entrée du "Printemps français" » était de **Caroline Haine** et non d' **Anthony Maranghi** comme nous l'avions indiqué.

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des livres, des revues...

## Le local du Parti

À propos de :

***Les territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes,***

Armand Colin, 2013

**EMMANUEL BELLANGER, JULIAN MISCHI (DIR.),**

**PAR IGOR MARTINACHE**

Les responsables du Parti communiste français (PCF) n'ont jamais réellement fait leur l'expression de « communisme municipal », tant par souci de promouvoir une approche politique globale privilégiant l'échelon national, sinon international, que par celui d'éviter la constitution de « fiefs personnels » que résume la dénonciation du « crétinisme municipal » par Étienne Fajon dès 1945. Et pourtant, force est de constater que jusqu'à présent, c'est sans doute à cette échelle que se fait le plus sentir l'empreinte communiste sur la société française. Ou plutôt les empreintes, car les expériences sont très diverses d'une municipalité à l'autre. Le contexte socio-économique comme les évolutions de la configuration et des sociabilités militantes locales influent, en effet, grandement sur la place et l'action des communistes d'un territoire donné. L'étiquette de « banlieue rouge » tend à dissimuler cette diversité, en même temps que l'implantation forte du parti dans certaines zones rurales, ainsi que l'avait déjà bien montré le sociologue Julian Mischi en comparant l'implantation communiste dans le bassin industriel de Saint-Nazaire, dans la région grenobloise et dans le bocage bourbonnais (*Servir la classe ouvrière*, Presses universitaires de Rennes, 2009). C'est justement Julian Mischi qui coordonne avec l'historien Emmanuel Bellanger cet ouvrage collectif, lui-même tiré d'un colloque organisé en décembre 2009. L'ouvrage entend s'inscrire dans un triple renouvellement de la recherche : le dépassement tout d'abord des frontières disciplinaires académiques constituées, en faisant dialoguer politistes, historiens et sociologues, la promotion d'une approche localisée du politique, attentive donc aux formes de sociabilité et de politisation les plus fines, à rebours d'une « vision surplombante ou abstraite », et enfin le renouvellement des études consacrées au PCF, formation partisane qui a sans doute fait couler le plus d'encre dans l'hexagone, afin notamment de saisir quelques éléments de son « déclin », que d'aucuns – dont les animateurs du *Projet* et de cette revue évidemment ! – ne veulent pas considérer comme inéluctable. Les analyses développées peuvent à bien des endroits apparaître

sévères vis-à-vis du PCF. C'est le cas dans la contribution de Nicolas Bué et Fabien Desage qui montrent comment, après s'être vigoureusement opposés au développement de l'échelon intercommunal, en pointant non sans justesse ses potentialités dépolitisantes, les élus et responsables communistes s'y sont finalement ralliés après avoir perçu, sans mauvais jeu de mot, le parti qu'ils pouvaient en tirer. L'article conclusif de Julian Mischi est lui aussi critique. Il met en évidence la réorganisation du PCF autour de l'échelon local au cours des décennies 1980 et 1990 et la rupture notamment avec le primat des cellules d'entreprise. L'organisation de l'appareil partisan est alors calquée sur le maillage administratif officiel que le PCF avait pourtant longtemps sciemment ignoré au profit de logiques sociales et militantes. Si l'on suit l'auteur, cette réorganisation fait du PCF un parti d'élus, à l'instar de l'UMP ou du Parti Socialiste, à propos duquel Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki avaient déjà mis en évidence le lien entre d'une part le glissement idéologique des dernières décennies et d'autre part la rétraction de l'appareil partisan et en particulier l'éviction des militants populaires. S'il est bien évidemment permis, et même nécessaire, de mettre en débat les interprétations proposées ici, c'est aussi à une (auto-)critique constructive qu'elles invitent. Mais plus largement encore, elles montrent bien comment les transformations du PCF ne tiennent pas seulement à des facteurs endogènes : elles relèvent aussi de celles qui traversent l'action publique et le rapport des citoyens à la politique et au militantisme au sens large. Les contradictions qui les traversent n'épargnent pas le PCF. Celui-ci s'assimile en effet moins que jamais à l'image de contre-société que certains lui ont attachée, en raison de ses multiples organisations « satellites » encadrant largement la vie quotidienne de ses adhérents. C'est à l'une de ces organisations, la trop méconnue Confédération nationale des locataires créée en 1916, que s'intéresse Sébastien Jolis, qui en retrace les oscillations en matière d'autonomie vis-à-vis du PCF. Une autonomisation longtemps sous un contrôle étroit de l'appareil partisan, au moins jusqu'aux années 1970, à l'instar de celle des élus municipaux qu'analyse pour sa part Paul Boulland pour les deux décennies suivant la Libération à travers le cas de la banlieue parisienne. Emmanuel Bellanger montre quant à lui comment, du fait de la rétivité originelle de l'appareil à l'égard du pouvoir municipal, les élus de la petite couronne entourant la capitale y ont déployé un réformisme « officieux » mais néanmoins d'une longévité souvent remarquable. Pris dans une tension entre une radicalité subversive affichée et une pratique cédant aux

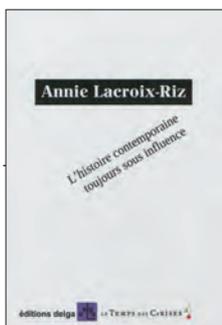
compromis et à une certaine normalisation dans les manières d'administrer, les communistes agissent aussi parfois comme aiguillons lorsqu'ils ne dirigent pas directement l'exécutif. C'est le cas à Roubaix, bastion du socialisme municipal analysé par Rémi Lefebvre. Cette contradiction entre velléités d'administrer autrement et banalisation traverse également la gestion de l'emploi municipal, comme le suggère Emilie Biland à travers l'étude du cas d'une commune bretonne de 15 000 habitants depuis les années 1970. Elle met en évidence le passage d'un encadrement personnalisé et protecteur des agents municipaux vers une gestion de leur recrutement et de l'encadrement qui traverse l'ensemble de la fonction publique, notamment territoriale. Parmi les autres contradictions analysées par les contributeurs, on peut également évoquer, en matière de « peuplement », c'est-à-dire de politiques visant à maîtriser la composition sociale des populations occupant différentes parties de la ville, le dilemme entre la promotion de l'habitat ouvrier et la revalorisation du territoire urbain passant par l'attraction de catégories mieux dotées. C'est ce qu'illustre Violaine Girard à travers le cas de la municipalité de Pierre-Bénite dans le voisinage immédiat de Lyon. *A contrario*, le peuplement peut aussi influencer fortement sur les politiques et prises de position de la section et des élus locaux, comme le montre de son côté Françoise de Barros en comparant les manières très contrastées dont les communistes ont traité la guerre d'Algérie à Roubaix, Nanterre et Champigny au moment de cette dernière, selon qu'ils étaient ou non inclus dans la majorité municipale, mais aussi suivant la présence plus ou moins grande de migrants algériens parmi leurs habitants. Autre rapport complexe à l'indépendance, celui du Parti communiste calédonien dont le rôle moteur dans la remise en cause des rapports coloniaux est analysé par Benoît Trépied durant les décennies 1920, 1930 et 1940. David Gouard analyse pour sa part les transformations du sens de l'affiliation communiste pour les habi-

tants d'Ivry-sur-Seine, emblème s'il en est de la banlieue rouge et dirigée sans discontinuer – exception faite évidemment de la Seconde Guerre mondiale – par le PCF depuis 1925, tandis que Jean-Luc Deshayes montre les difficultés rencontrées par les communistes de Longwy, ville symbolique, elle, du bassin sidérurgique lorrain, face à la désindustrialisation de la région, oscillant notamment entre actions « offensives » et « défensives » à côté des acteurs associatifs locaux. Rédigé par des chercheurs, cet ouvrage n'est cependant pas réservé à ces derniers. Ses auteurs évitent le jargon de leurs disciplines respectives et pointent suffisamment d'enjeux qui concernent le PCF tout en dépassant son seul cas, pour encourager son appropriation par les militants et les publics intéressés. Ils n'échappent cependant pas à la contradiction qu'ils pointent entre l'échelon local et le discours général : il leur est difficile de rendre compte de dynamiques globales tout en restant attentif à la diversité des contextes locaux. Cela rend leurs analyses et les généralisations qu'ils en tirent sujettes à discussion. Espérons donc que cet ouvrage alimentera les débats au sein des cellules et des sections. Autrement dit, au niveau...local ! ■

## Pour aller plus loin...

- **Frédéric Sawicki**, *Les réseaux du Parti Socialiste*, Paris, Belin, 1997
- **Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki**, *La société des socialistes*, édition du Croquant, 2006
- **Julian Mischi**, *Servir la classe ouvrière*, Presses Universitaires de Rennes, 2009
- **Bernard Pudal**, *Un monde défait*, éditions du Croquant, 2009
- **Benoît Trépied**, *Une mairie dans la France coloniale. Koné, Nouvelle-Calédonie*, Paris, Karthala, 2010

## L'histoire contemporaine toujours sous influence



Delga-Le Temps des Cerises, 2012

**ANNIE LACROIX-RIZ**

PAR SÉVERINE CHARRET

Réédition refondue et enrichie de l'essai paru en 2004, cet ouvrage d'Annie Lacroix-Riz dénonce les difficultés auxquelles est confrontée l'histoire contemporaine : tendance croissante

aux financements extérieurs au détriment de l'indépendance des historiens, accès restreint et inégal aux archives (publiques ou privées), mutation idéologique et liquidation de la référence au marxisme. Autant de points qui sont ensuite développés et illustrés par des exemples principalement pris dans

la période des années trente et de l'Occupation et qui sont assortis de 332 notes.

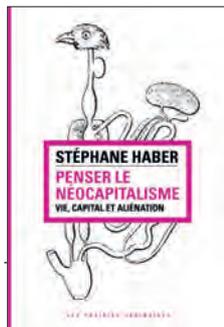
Dans le 1<sup>er</sup> chapitre, Annie Lacroix-Riz met en évidence la conversion des intellectuels à l'antisoviétisme dans le sillage d'auteurs comme François Furet ou Stéphane Courtois. La vulgate pointant les « excès » de la Révolution française, établissant une filiation entre Terreur révolutionnaire et bolchevisme, assimilant nazisme et stalinisme autour du concept de totalitarisme s'est ainsi peu à peu imposée. Les tenants de ces thèses, qui s'inscrivent dans une offensive idéologique de défense du capitalisme et du projet européen, sont soutenus par les institutions officielles (ainsi François Furet, chef de file des cérémonies du bicentenaire de la Révolution française), les médias, le monde de l'édition (avec les difficultés d'auteurs comme Eric Hobsbawm pour être traduits). Leurs ouvrages sont aussi abondamment relayés dans l'enseignement via les bibliographies des concours ou les programmes du secondaire. Depuis les années 1980, l'histoire économique et sociale, celle des rapports sociaux, de la lutte des classes

a progressivement disparu au profit d'une histoire des représentations.

Le 2<sup>e</sup> chapitre montre la promiscuité croissante entre histoire et grandes entreprises et en décrit les formes : financement d'ouvrages par des sociétés privées, accès (contrôlé) aux archives d'entreprises, commandes de travaux sur l'histoire d'entreprises, remise de prix par des jurys rassemblant historiens et patrons... Annie Lacroix-Riz pointe alors les dérives de cette « *Business Story* ». Elle souligne avant tout les dangers d'une histoire « aux ordres des bailleurs de fonds » qui exercent des pressions pour que les ouvrages soient conformes à leurs vœux, en passant notamment sous silence la collaboration économique. Pendant ce temps les rares historiens critiques sont de plus en plus isolés, censurés, discrédités sans qu'il leur soit possible de répliquer.

Le 3<sup>e</sup> chapitre étudie l'influence des institutions sur l'histoire. Annie Lacroix-Riz y montre que les commissions, financées par l'État ou l'Union européenne, véhiculent une vision favorable à la construction européenne, qu'elles ont aussi dédouané l'Église de sa compromission avec les criminels de guerre nazis (affaire Touvier) ou atténué la responsabilité de Vichy dans la persécution des juifs. Sous couvert d'histoire, ces commissions répondent en fait à des impératifs politiques. Dans l'épilogue, Annie Lacroix-Riz revient sur la tentative de réhabilitation de Louis Renault menée par ses héritiers avec la complicité d'historiens.

Cet essai a le grand mérite de montrer l'offensive du patronat sur l'histoire et la pression (notamment financière) qu'il exerce sur les historiens, en lien avec la précarisation de la recherche, et d'en dénoncer les conséquences : l'effacement de l'histoire du mouvement ouvrier et d'une histoire progressiste. À cela, Annie Lacroix-Riz oppose une méthode : le recours aux archives dont l'accès doit être garanti à tous les historiens.



## **Penser le néo-capitalisme, Vie, aliénation, capital**

Les prairies ordinaires, 2013.

**STÉPHANE HABER**

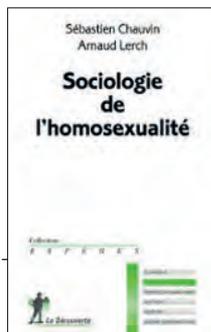
PAR FLORIAN GULLI

L'ouvrage tente d'identifier les concepts fondamentaux les plus pertinents pour comprendre le capitalisme contemporain. Pour Stéphane Haber, c'est la catégorie d'« aliénation objective » qui semble la plus intéressante. L'aliénation objective désigne le fait que certaines forces sociales, certaines institutions, l'argent et la technique notamment, se détachent franchement du monde social, et se mettent à fonctionner de façon autonome en endommageant très souvent (mais pas toujours) le monde de la vie. Ce fonctionnement spécifique est un impératif d'expansion, livrant ces « objectivités détachées » à un accroissement sans fin s'opérant bien souvent au détriment de la vie sociale. Cette perspective n'est pas exclusive. Il n'est pas question de renoncer par exemple aux catégories d'exploitation et de

domination. Seulement, il faudrait désormais leur reconnaître un rôle subordonné et réserver une priorité méthodologique à l'idée d'« aliénation objective ».

Allons directement aux implications stratégiques de ce changement de perspective. Si le capitalisme n'est pas en premier lieu exploitation, mais tendance à l'expansion au détriment de la vie sociale, alors les perspectives politiques se renouvellent. La question de la propriété et de la gestion des moyens de production n'est plus l'alpha et l'oméga du programme post-capitaliste. Stéphane Haber envisage trois grands types de transformations à mener de front pour dépasser l'aliénation objective. Des *transformations sociales-démocrates*, au niveau macroscopique, de régulation et de redistribution assurés par des États. Des *transformations socialistes*, au niveau microéconomique, conduisant « à la mise en place de modes alternatifs de production, de répartition et de consommation ». Enfin, des *transformations communistes* visant l'arrêt de la course au profit et à la productivité en aménageant des espaces soustraits à l'auto-reproduction élargie du capital (par exemple des espaces de gratuité).

Là encore, l'idée communiste fait retour ; mais sans emphase et concrètement.



## **Sociologie de l'homosexualité**

La Découverte, 2013

**SÉBASTIEN CHAUVIN ET ARNAUD LERCH**

PAR IGOR MARTINACHE

Devant la cascade de stupidités crasses proférées par les adversaires du mariage pour tous – mais aussi par certains de ses partisans –, à l'égard de ceux qui dérogent à la norme hétérosexuelle dominante, voici un petit ouvrage qui tombe à pic. Sociologues, ses deux auteurs proposent une synthèse des différentes recherches en sciences sociales consacrées aux personnes et pratiques étiquetées comme homosexuelles. « Étiquetées », puisque cette catégorie n'a de sens que dans les interactions impliquant l'ensemble de la population et parce qu'elle recouvre des réalités très diverses et évolutives dans le temps et l'espace, de même d'ailleurs que celle d'« homophobes » comme le font remarquer fort à propos les auteurs. Ces travaux permettent ainsi de dissiper bon nombre d'idées reçues courant sur le compte des gays et lesbiennes, comme celle, chère aux spécialistes du *marketing*, qui voudrait que ces derniers présentent un pouvoir d'achat supérieur aux hétérosexuels. Plus profondément, ils montrent aussi comment les « homosexuels » viennent, à l'instar d'autres populations considérées comme déviantes, interroger l'évidence des modes de vie et des relations affectives dominantes et ce faisant agissent comme un révélateur de nos sociétés et de leurs transformations. Car s'il est une chose que semblent avoir compris les manifestants anti-mariage pour tous, c'est que loin de se cantonner à une affaire privée, la sexualité représente bien une question éminemment culturelle, au croisement des rapports de genre, de classe et

« ethniques », et ainsi profondément politique. Une partie de l'ouvrage est d'ailleurs consacrée aux mouvements politiques et associatifs qui ont lutté pour défendre les droits des homosexuels : un combat loin d'être terminé, en France comme ailleurs.

## La révolution des casseroles



### Chronique d'une nouvelle constitution pour l'Islande

La Contre Allée, 2012

JÉRÔME SKALSKI

PAR PATRICK COULON

L'auteur, journaliste, reporter à *l'Humanité* rend compte de la « Révolution des casseroles » en Islande. Suite au déclenchement de la crise financière internationale à l'automne 2008, l'Islande a choisi de tourner le dos à la « doctrine d'austérité » qui forme actuellement le lieu commun dominant des politiques de gestion de l'après crise. Passée du statut de laboratoire de la finance triomphante (on parla du Tigre nordique !) à celui du symbole de sa déroute, l'île fut tout d'abord l'objet d'un mouvement de protestations aux conséquences inattendues. La presse internationale s'enflamma. On parla bientôt d'une « Révolution des casseroles » pour décrire les événements qui s'y déroulèrent et qui aboutirent, en quelques semaines, à la démission de son gouvernement et à l'anticipation d'élections législatives qui virent arriver au pouvoir une gauche, armée d'ambitions réformatrices radicales sous la pression de la société civile islandaise. Le cœur de cette chronique, de cette enquête journalistique est un aperçu synoptique du processus d'élaboration collectif de la *Proposition pour une nouvelle constitution pour la République d'Islande*. Certes l'obstruction politique des partis de l'oligarchie islandaise a repoussé sa ratification par un référendum. Mais comme le fait malicieusement remarquer l'auteur : « Le peuple islandais est féru du jeu d'échec. Les grandes parties durent longtemps. » Produite par la société civile islandaise, la proposition de nouvelle constitution s'affirme dans son mode d'élaboration, sa forme et son contenu comme une constitution d'un genre inédit. Le lecteur pourra suivre pas à pas le jaillissement de l'idée à partir de la bien nommée Fourmière (groupe d'organisations issues de la société civile) les premiers travaux, la reprise de l'idée par le gouvernement s'associant à la démarche. Une loi est votée, elle définit les conditions et les modalités d'élection d'une assemblée de 25 à 31 membres issus de la société civile qui doit se réunir dans le but de réviser la constitution de la République. On y verra aussi, à travers la description du processus, la bataille acharnée de l'oligarchie pour mettre en échec cette mobilisation. L'enjeu est décisif surtout quand on voit les conclusions, les sujétions surgissant de ce bouillonnement participatif et citoyen : l'affirmation de la propriété collective des ressources naturelles de la nation, l'introduction de l'initiative populaire dans l'élaboration de ses lois ainsi que la

constitutionnalisation de droits politiques, sociaux et environnementaux étendus. L'oligarchie a, pour l'instant, réussi à mettre en échec l'adoption de cette constitution. Il n'en reste pas moins qu'elle éclaire la capacité citoyenne à intervenir dans la gestion des affaires de la cité.



## L'oubli de la raison

Delga, 2013

JUAN JOSÉ SEBRELI

PAR ELIAS DUPARC

Quel est ce mystérieux fil rouge entre Schopenhauer, Dostoïevski, Nietzsche, Heidegger, Freud, Lévi-Strauss, et jusqu'à Lacan, Barthes, Deleuze, Foucault, Althusser, Derrida ? *L'oubli de la raison*. C'est le titre du livre remarquable de Juan José Sebrelli, philosophe proche du marxisme et cofondateur du Front de libération homosexuel argentin. Pour lui, la volte-face obscurantiste trouve son origine dans le premier mouvement de contestation de l'idéal des Lumières : le romantisme allemand. Là où les philosophes vantaient le progrès par la raison, les romantiques ont en effet préféré s'envoler dans les brumes de la sentimentalité. Pour eux, le moteur des sociétés n'est pas la science ni la démocratie, mais l'art comme repli individualiste et l'âme comme destin mélancolique. Dès lors, il ne s'agit guère de promouvoir ce qui unit les hommes, l'universalité, mais au contraire tout ce qui les sépare : « la nationalité, l'ethnie, la race, la religion, le folklore, les arts populaires, les coutumes, le singulier intransmissible de chaque communauté ». Et ce projet sera inlassablement approfondi par toute une brochette de penseurs, avec la complicité active des bourgeoisies, trop heureuses que des artistes et des philosophes travaillent à la mise en sommeil de l'aspiration des peuples à l'égalité. Le texte de Sebrelli est un génial « jeu de massacre », d'autant plus salutaire qu'ils sont nombreux ceux qui, tout en se prétendant révolutionnaires, ont repris le flambeau irrationaliste ! L'abordage de la gauche par les nietzschéens et leurs épigones individualistes et libéraux n'est-elle pas l'une des causes de la situation politique présente ? Voilà pourquoi, malgré quelques coquilles, la lecture de *L'oubli de la raison* est jubilatoire : en ce que l'essai dynamite (pour de vrai, cette fois-ci) l'interminable cortège de ces idoles, à commencer par celle qui revendiqua la première, faussement, pareille subversion : Nietzsche. Les adorateurs de l'auteur d'*Ainsi parlait Zarathoustra* ne se remettront que difficilement de la lecture de Sebrelli, surtout ceux qui voudraient concilier cette affiliation avec un engagement progressiste. Quant à Heidegger, matrice d'une grande partie de la gauche philosophique du XX<sup>e</sup> siècle, le voilà dévoilé comme nazi fanatique et comme sordide « lieutenant du néant ». Inutile d'aborder ici les réserves que chacun pourra formuler à l'encontre de tel ou tel passage : pour les précieux éclaircissements qu'il apporte, le livre de Sebrelli, d'une limpidité prodigieuse (ce qui, philosophiquement, a du sens), doit être mis entre toutes les mains.

COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET



**Pierre Laurent**  
Secrétaire national du PCF  
Responsable national  
du projet



**Isabelle De Almeida**  
Responsable nationale  
adjointe du projet



**Marc Brynhole, Olivier Dartigolles,  
Jean-Luc Gibelin, Isabelle Lorand,  
Alain Obadia, Véronique Sandoval.**

LES RESPONSABLES THÉMATIQUES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT



**Xavier Compain**  
xcompain@pcf.fr

CULTURE



**Alain Hayot**  
ahayot@wanadoo.fr



**Jean-François Tealdi**  
Média et communication  
jean-francois.tealdi@francetv.fr

DROITS ET LIBERTÉS



**Fabienne Haloui**  
Droits des personnes et libertés -  
Migrants - Racisme et discriminations  
fabienne.haloui@wanadoo.fr



**Ian Brossat**  
LGBT  
ibrossat@yahoo.fr

DROITS DES FEMMES ET FÉMINISME



**Laurence Cohen**  
cohenperdrix@gmail.com

ÉCOLOGIE



**Hervé Bramy**  
Environnement  
hbramycg93@wanadoo.fr



**Pierre Mathieu**  
Transports  
pmathieu@cr-champagne-ardenne.fr



**Valérie Goncalves**  
Énergie  
val.goncalves@free.fr

ÉCONOMIE ET FINANCES



**Yves Dimicoli**  
ydimicoli@pcf.fr



**Catherine Mills**  
Économie et politique  
catherine.millsaffif@gmail.com

ÉDUCATION



**Marine Roussillon**  
marine.roussillon@wanadoo.fr

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - RECHERCHE



**Anne Mesliand**  
amesliand@orange.fr

JEUNESSE



**Isabelle De Almeida**  
idealmeida@pcf.fr

MOUVEMENT DU MONDE



**Jacques Fath**  
jfath@pcf.fr

PRODUCTION, INDUSTRIE ET SERVICES



**Alain Obadia**  
Industrie - Services publics  
alain.obadia@orange.fr



**Yann Le Pollotec**  
Révolution numérique  
yann.le.pollotec@wanadoo.fr



**Sylvie Mayer**  
Économie sociale et solidaire  
mayersy@wanadoo.fr

PROJET EUROPÉEN



**Patrick Le Hyaric**  
plehyaric@humanite.fr

RÉPUBLIQUE, DÉMOCRATIE ET INSTITUTIONS



**Pierre Dhareville**  
Réformes institutionnelles - Collectivités  
locales  
pdhareville@bdr13.pcf.f



**Annie Mazet**  
Laïcité et croyants  
anniemazet@wanadoo.fr



**Fabien Guillaud Bataille**  
Sécurité, police  
fabiengb@gmail.com



**Nicole Borvo Cohen-Seat**  
Institutions, justice  
n.borvo@pcf.fr

SANTÉ, PROTECTION SOCIALE



**Jean-Luc Gibelin**  
Protection sociale - Retraites et retraités  
Autonomie, handicap - Petite enfance,  
famille  
jean-luc.gibelin@orange.fr

SPORT



**Nicolas Bonnet**  
nbonnet@pcf.fr

TRAVAIL, EMPLOI



**Véronique Sandoval**  
Travail - Droit du travail - Chômage,  
Emploi - Formation, insertion - Pauvreté  
sandoval\_ve@yahoo.fr

VILLE, RURALITÉ, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



**Isabelle Lorand**  
ilorand@pcf.fr



**Stéphane Peu**  
Logement  
stephane.peu@ville-saint-denis.fr



**Pascal Bagnarol**  
Ruralité  
pbagnarol@wanadoo.fr

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



**Pierre Laurent**  
Responsable  
national du projet



**Guillaume  
Quashie-Vauclin**  
Rédacteur en chef



**Caroline Bardot**  
Rédactrice en chef  
adjointe



**Hélène Bidard**  
Rédactrice en chef  
adjointe



**Davy Castel**  
Rédacteur en chef  
adjoint



**Igor Martinache**  
Rédacteur en chef  
adjoint



**Noëlle Mansoux**  
Secrétaire  
de rédaction



**Frédo Coyère**  
Mise en page/  
graphisme



**Renaud Boissac**  
Presse



**Gérard Streiff**  
Combat  
d'idées



**Marine  
Roussillon**  
Critiques



**Côme  
Simien**  
Histoire



**Florian Gulli**  
Mouvement  
réel



**Nicolas  
Dutent**  
Mouvement  
réel/Regard



**Francis  
Combes**  
Poésies



**Franck  
Delorieux**  
Poésies



**Corinne  
Luxembourg**  
Production  
de territoires



**Étienne  
Chosson**  
Regard



**Alain  
Vermeersch**  
Revue des  
média



**Amar Bellal**  
Sciences



**Pierre Crépel**  
Sciences



**Nina Léger**  
Sondages



**Michaël  
Orand**  
Statistiques



**Léo  
Purguette**  
Travail de  
secteurs